SODECI S.a
Notre mission, vous servir

Une société du groupe eranove









# RAPPORT DE GESTION 2023

afaq ISO 9001 Qualité AFNOR CERTIFICATION

# SOMMAIRE


1 . ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE.....P04

2 . DIRECTION DE LA SOCIETE.....P05

3 . MESSAGE DU PRESIDENT.....P06

4 . RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE.....P08

5 . RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS SYSCOHADA.....P17

6 . RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS IFRS (ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS ET ETATS FINANCIERS CONSOLIDES).....P18

7 . RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES.....P19

8 . BILAN DE LA CAN 2023.....P20

9 . PROJETS DE TEXTE DES RESOLUTIONS.....P22

10 . ETATS FINANCIERS SYSCOHADA.....P24

11 . ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS IFRS.....P33

12 . ETATS FINANCIERS CONSOLIDES IFRS.....P73

# 1. ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Il est proposé aux Administrateurs de convoquer une Assemblée Générale Ordinaire annuelle, le jeudi 27 juin 2024 à 8h30 à Abidjan en vue de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2023 établis selon le SYSCOHADA ;
- Approbation des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2023 établis selon le SYSCOHADA ;
- Présentation du rapport de gestion du Conseil d'Administration et du rapport des Commissaires aux Comptes sur les états financiers individuels et les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 établis selon les normes comptables internationales IFRS ;
- Approbation des états financiers individuels et des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2023 » établis selon les normes comptables internationales IFRS ;
- Présentation du rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions réglementées visées aux articles 438 et suivants de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE.
- Conventions réglementées ;
- Quitus aux Administrateurs sur leur gestion de l'exercice 2023 ;
- Affectation et répartition du résultat ;
- Fixation de l'indemnité de fonction des Administrateurs ;
- Renouvellement de mandats de quatre Administrateurs ;
- Bilan de la CAN 2023 ;
- Pouvoirs en vue des formalités.

# 2. DIRECTION DE LA SOCIETE

## Conseil d'Administration

| | | |
|---|---|---|
| **Président du Conseil d'Administration** | EBAH Basile | 2025 |
| Administrateurs | ALBEROLA Marc | 2025 |
| | ALBERT-LEBRUN Pascale | 2023 |
| | BAKAYOKO Ahmadou | 2024 |
| | BEHIBRO Fidèle | 2023 |
| | BELLA Rudolph | 2025 |
| | LODUGNON Brice | 2027 |
| | OUATTARA Raymonde Epse TOURE | 2023 |
| | SARAKA-YAO Marie-Ange | 2023 |

## Commissaires aux comptes

| | | |
|---|---|---|
| **Titulaire** | ERNST & YOUNG | 2024 |
| Suppléant | UNICONSEIL | 2024 |
| **Co-Titulaire** | MAZARS CI | 2028 |
| Suppléant | HOBSON SA | 2028 |

## Comité de Direction

- **Directeur Général** — **BAKAYOKO Ahmadou**
  - Conseiller DG
  - Directeur de la Transformation et du Digital — **GUIVARCH Hervé**
    - AGNEROH Wilfried
  - **Directeur Général Adjoint en charge des Opérations** — **AKELE Mouchy Jocelyn**
    - Directeur Logistique — KISSIEDOU Kousso Valérie
      - Directeur Logistique Adjoint — LABORDE Bruno
    - **Directeur Central Gestion et Finance** — **DEGNY Akadié Guy Florent**
      - Directeur Financier et Comptable — ABA David Pacôme
      - Directeur du Budget et du Contrôle de Gestion — N'GUESSAN Epse SEKA Maryse
      - Conseiller DCGF — AKA Krougba
    - **Directeur Central Technique** — **GNALLA Vincent Alfred Jöel**
      - Directeur Production — Vacant
      - Directeur Qualité Eaux — AW Sadat
      - Directeur Etudes et Travaux — AKA AKPA André Olivier
      - Directeur Maintenance — BROU Armand
        - Directeur Maintenance Adjoint — DEMBELE Souleymane
        - Responsable Patrimoine Affermé et Suivi Hydraulique Villageoise — DEDJE Dadié
    - **Directeur Central de l'Exploitation** — **LOUKOU Kouamé Aimé**
      - Directeur Marketing et Relation Clients — ADOU Franck Mathieu
      - Directeur Exploitation Abidjan — COULIBALY Damase
      - Directeur Grands Comptes — DIOMANDE Matéka Epse TIMITE
      - Directeur Assainissement — GOGO G. Hypolithe
      - Directeur Exploitation Intérieur — TONDOSSAMA Broulaye
      - Conseiller DGAO — AYEMOU Ouanoumi Alain
      - Attaché DGAO — KINIMO Assandé Hilaire
    - **Secrétaire Général** — **KOUADIO KOUADIO Christophe**
      - Directeur des Ressources Humaines — KONATE Kadidia
      - Directeur du CMEAU — AVI Honoré Roland
      - Directeur Adjoint Développement Durable — KOFFI Kouassi Brou Léontine
      - Directeur Adjoint Contrôle Interne — KOUASSI Prisca Sah-Yalé



**M. Basile EBAH**
*Président du Conseil d'Administration*

# 3. MESSAGE DU PRESIDENT

**Mesdames, Messieurs, chers Actionnaires,**

Nous nous retrouvons en Assemblée Générale Ordinaire ce jour pour faire le bilan de l'exercice 2023. Aussi, à l'entame de mon message, je voudrais vous exprimer ma fierté pour les résultats obtenus qui témoignent de notre engagement continu pour l'excellence opérationnelle, la croissance durable et la création de valeur.

Malgré un contexte de tensions politico-sociales au niveau sous régional et international, marqué par une forte inflation, un durcissement des conditions financières mondiales et, en conséquence une incertitude accrue, l'année 2023 aura été très riche pour la Côte d'Ivoire en matière de développement économique et social.

Dans le secteur de l'eau potable, les projets structurants de production, de transfert, de stockage et de distribution ont été menés sur l'ensemble du territoire.

Pour le grand Abidjan, l'usine de production de la Mé (d'une capacité de production de 240 000 $m^3$/jour) mise en service en décembre 2021 a été livrée officiellement le 16 juin 2023. Elle a enregistré une progression de sa production de près de 8% sur l'année 2023. Les travaux de canalisation et de raccordement en cours en vue d'une plus grande dispersion de l'eau produite devraient permettre à terme, de combler les besoins en eau potable de près de 2 millions d'habitants dans le district d'Abidjan.

Par ailleurs, les composantes réseaux et branchements de la phase 1 du programme d'Amélioration des Performances Techniques et Financières du secteur de l'eau potable (APTF1) ont été totalement achevées à la fin de l'année 2023. Cela s'est traduit par la réalisation de 176 500 branchements subventionnés qui permettent à 1,6 million de personnes issues des quartiers défavorisés d'avoir accès au service de distribution publique d'eau potable. Les travaux de l'avenant à l'APTF1 permettant la dispersion de l'eau potable produite par les usines de Bonoua 1 et Bonoua 2 dans le sud de la ville d'Abidjan sont en cours.

A l'intérieur du pays, quatre nouvelles usines ont été mises en service dans les localités de Bondoukou, Bouaflé, Grand Lahou et Sinématiali, pour une capacité de production cumulée de 13 600 $m^3$/jour.

Tous ces investissements contribueront à l'atteinte de l'objectif du taux de couverture en eau potable en zone urbaine fixé à 90% à l'horizon 2025.

Notre société a su tirer profit de ces conditions favorables pour poursuivre sa marche en avant. En témoigne la progression de ses principaux indicateurs de performances sur l'année 2023.

- Le nombre de client a franchi la barre symbolique de 2 000 000 à fin 2023, s'établissant à 2 046 040, soit une évolution de 7,5%.
- Le volume d'eau produit a augmenté de 5,8%.
- Le ratio de facturation s'est amélioré de 2,3 points.
- Le chiffre d'affaires connait un accroissement de 9%.

Avant de poursuivre mon message, je voudrais adresser mes sincères remerciements à Monsieur le Ministre de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité pour toutes ses actions et initiatives en faveur du développement des secteurs de l'eau potable et de l'assainissement.

Permettez-moi également d'exprimer ma gratitude à la Direction Générale de la SODECI et à l'ensemble des collaborateurs. Les performances obtenues traduisent en effet leur engagement, leur expertise et leurs efforts collectifs.

Mesdames et Messieurs, chers Actionnaires,

Je voudrais aussi mentionner la forte contribution de notre entreprise au succès d'évènements d'envergure internationale organisés par la Côte d'Ivoire.

Il s'agit d'abord du 21ème Congrès de l'Association Africaine de l'Eau et de l'Assainissement (AAEA), qui s'est tenu à Abidjan du 19 au 23 février 2023, avec pour thème central « Agir pour une gestion durable des ressources et un accès pour tous à l'eau et à l'assainissement ». Sous le leadership de la SODECI, entreprise hôte, ce congrès a connu un grand succès, avec une participation record de plus de 3 000 délégués venus des quatre coins du monde. Il a été d'ailleurs qualifié de « congrès réussi » par le Président de l'AAEA qui a exhorté les prochains organisateurs du congrès à prendre exemple sur la Côte d'Ivoire.

Il s'agit ensuite de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2023 (CAN 2023), organisée par la Côte d'Ivoire du 13 janvier au 11 février 2024. La SODECI a su jouer pleinement sa partition en assurant la continuité du service de distribution publique d'eau potable dans les différents stades et sur l'ensemble du territoire tout au long du tournoi, sans incident. Cela a été possible grâce à son savoir-faire, à l'organisation murie et mise en place dès le mois de juillet 2023, et à la pertinence des plans d'actions décidés et mis en œuvre, avec le soutien des autorités de tutelle. Tous les acteurs de cette performance méritent nos félicitations et nos encouragements.

L'année 2023 a malheureusement arraché encore des collaborateurs à notre affection. Par leur loyauté, leur fidélité, leur détermination et leur dévouement, ils ont contribué aux succès et au rayonnement de notre entreprise. Je voudrais, en notre nom à tous, leur rendre un hommage mérité.

Monsieur Jean-Claude SIMANA qui assurait les fonctions d'Administrateur au sein de notre Conseil depuis le 29 mars 2022 a été également rappelé à Dieu au cours de l'exercice 2023. Monsieur SIMANA animait le Comité d'Audit dont il était l'un des membres avec dévouement. Il contribuait ainsi à enrichir les débats au sein du Conseil d'Administration. Nos pensées vont à sa famille. Il restera à jamais dans nos mémoires.

Nous abordons l'année 2024 avec de nombreux défis, au nombre desquels figure le renouvellement de notre contrat d'Affermage Eau Potable et de celui de l'Assainissement.

Je reste confiant dans la capacité de notre entreprise à relever ces défis et à saisir de nouvelles opportunités avec détermination.

Merci chers Actionnaires pour votre soutien continu et pour votre engagement envers notre vision commune.

**Le Président du Conseil d'Administration**

# 4. RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

**Mesdames, Messieurs,**

Nous vous avons convoqués en Assemblée Générale Ordinaire conformément aux statuts afin de faire entendre la lecture du rapport de gestion de votre Conseil d'Administration, ainsi que des rapports de vos Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice 2023 et sur les opérations intervenues au cours de ladite période.

Nous vous demanderons, après avoir entendu ces rapports, de statuer sur les comptes, et de vous prononcer sur les résolutions qui vous sont soumises.

Nous vous rappelons que, conformément aux articles 525 et 526 de l'Acte Uniforme relatif au droit des Sociétés Commerciales et du GIE, tous les actionnaires ont eu la faculté de consulter, au siège de la société, les états financiers et autres documents et qui sont également adressés à :

- La Direction Générale des Grandes Entreprises,
- La Comptabilité Nationale,
- La Banque de Données Financières,
- La Direction de l'Enregistrement,
- Et la BCEAO.

Votre Conseil d'Administration se tient d'autre part à votre disposition pour vous fournir en séance tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.

## Activités

| Données d'activité | 2022 | 2023 | Variation (valeur) | Variation (%) |
|---|---|---|---|---|
| **ABIDJAN** | | | | |
| Nombres de clients | 974 203 | 1 049 798 | 75 595 | 7,76% |
| Volumes produits (km3) | 204 751 | 212 631 | 7 880 | 3,85% |
| Volumes facturés (km3) | 150 720 | 163 171 | 12 451 | 8,3% |
| Ratio de facturation | 73,6% | 76,7% | 3,1% | 4,2% |
| **INTERIEUR** | | | | |
| Nombres de clients | 928 404 | 996 242 | 67 838 | 7,31% |
| Volumes produits (km3) | 127 745 | 139 284 | 11 539 | 9,03% |
| Volumes facturés (km3) | 117 887 | 129 250 | 11 363 | 9,6% |
| Ratio de facturation | 92,3% | 92,8% | 0,5% | 0,54% |
| **SOCIETE** | | | | |
| **Nombres de clients** | 1 902 607 | 2 046 040 | 143 433 | 7,54% |
| **Volumes produits (km3)** | 332 496 | 351 915 | 19 419 | 5,84% |
| **Volumes facturés (km3)** | 268 607 | 292 421 | 23 814 | 8,9% |
| **Ratio de facturation** | 80,8% | 83,1% | 2,3% | 2,83% |

A fin décembre 2023, la production totale société est de 352 millions de $m^3$. Elle est en hausse de 19,4 millions de $m^3$ (5,8%) comparé à 2022.

Cette croissance est essentiellement liée :

- Au fonctionnement à plein temps de l'usine de Bonoua 2 à partir de février 2023 ;
- Au changement des pompes de certains forages de Niangon Nord 1&2 à la suite des chutes de débits constatées ;
- A la mise en service de nouveaux forages (Akandjé 2, Bimbresso, Riviera Centre) ;
- A l'accroissement des volumes annuels livrés par la Mé de 14 à 23,3 millions de $m^3$.
- A la mise en service de 4 usines (Sinématiali, Grand Lahou, Bouaflé et Bondoukou) d'une capacité totale de 2 100 $m^3/h$
- A la mise en service de 22 nouveaux forages ;
- A la sécurisation de certaines usines par des groupes électrogènes.

La facturation société s'établit à 292,4 millions de $m^3$, dont 163,2 millions de $m^3$ à Abidjan et 129,2 millions de $m^3$ pour l'intérieur. La hausse est de 23,8 millions de $m^3$ par rapport à décembre 2022.

## Bilan

Le bilan de la SODECI au 31 décembre 2023 est présenté ci-dessous :

| En millions de FCFA | 2022 | 2023 | Variation | Variation |
|---|---|---|---|---|
| Actif immobilisé net | 45 731 | 49 879 | 4 147 | 9% |
| Actif circulant | 295 225 | 327 998 | 32 773 | 11% |
| Trésorerie actif | 12 598 | 3 841 | -8 757 | -70% |
| **Total actif** | **353 555** | **381 718** | **28 164** | **8%** |
| Capitaux permanents | 76 991 | 82 323 | 5 332 | 7% |
| Passif circulant | 202 481 | 230 949 | 28 468 | 14% |
| Trésorerie passif | 74 082 | 68 446 | -5 636 | -8% |
| **Total passif** | **353 555** | **381 718** | **28 164** | **8%** |

Le total bilan est en hausse de 28 milliards de FCFA, soit 8 % comparativement au 31 décembre 2022. Les principales évolutions sont expliquées comme suit :

L'**actif immobilisé net** est en hausse de 9 %, soit 4,1 milliards de FCFA sous l'effet combiné de la croissance des acquisitions de l'exercice en compteurs et de la cession partielle des titres reçus de l'Etat à la suite de l'opération de titrisation des écarts de tarif 2022.

Le **niveau des stocks** est resté stable comparé à la fin de l'année précédente en raison de l'achèvement du projet APTF et compensé par les réapprovisionnements liés aux travaux de la CAN 2023.

Au 31 décembre 2023, les **créances clients** ont augmenté de 27,2 milliards de FCFA (16 %) pour s'établir à 194,9 milliards de FCFA contre 167,7 milliards au 31 décembre 2022. Cette évolution s'explique par l'augmentation du niveau des créances clients Eau (évolution de l'activité), Hydraulique villageoise (6,3 milliards) et travaux (environ 15 milliards).

Les **capitaux permanents** ont augmenté de 7 %, passant de 76,9 milliards en 2022 à 82,2 milliards en 2023. Cette évolution découle des provisions pour risques et charges.

Le montant des **dettes fournisseurs** est en hausse de 25,3 milliards de FCFA en raison de l'allongement des délais de paiement des fournisseurs locaux et de l'évolution du niveau de l'activité.

La hausse des **autres dettes à court terme** de 6,9 milliards résulte essentiellement du reclassement des factures du producteur indépendant payées directement par l'Etat de Côte d'Ivoire.

La **Trésorerie-passif** passe de 74 milliards en 2022 à 68,4 milliards de FCFA en 2023, sous l'effet principalement des remboursements de crédits court terme imposé par les contraintes réglementaires.

## Compte de résultat

| Produits en millions de FCFA | 2022 | 2023 | Variation | Variation (%) |
|---|---|---|---|---|
| Chiffre d'affaires | 160 671 | 175 458 | 14 787 | 9% |
| Production stockée ou immobilisée | 5 716 | 3 686 | - 2 030 | -36% |
| Autres produits | 3 973 | 2 364 | - 1 609 | -41% |
| **Total produits** | **170 360** | **181 507** | **11 147** | **7%** |

| Charges en millions de FCFA | 2022 | 2023 | Variation | Variation (%) |
|---|---|---|---|---|
| Achat, transport et services | 119 739 | 127 010 | 7 271 | 6% |
| Charges de personnel | 23 946 | 24 618 | 672 | 3% |
| Amortissements, provisions et autres charges | 21 870 | 24 976 | 3 106 | 14% |
| **Total charges** | **165 555** | **176 604** | **11 049** | **7%** |

Le chiffre d'affaires enregistre une hausse de 9% en raison principalement des ventes d'eau qui passent de 92,9 milliards de FCFA à 101,8 milliards de FCFA entre 2022 et 2023, soit une progression de 8,9 milliards de FCFA. Cela s'explique par l'évolution de la production (mise en services de nouvelles unités de production et de nouveaux forages et l'apport de l'usine de la Mé), l'accroissement du nombre d'abonnés et l'amélioration du ratio de facturation.

L'augmentation des charges est en rapport avec l'évolution du niveau d'activité entre 2022 et 2023.


SODECI S.A.
NOTRE MISSION, VOUS SERVIR

## *Rapport de gestion du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale ordinaire sur les états financiers individuels et consolidés établis selon les normes internationales IFRS*

**Mesdames, Messieurs,**
**Chers Actionnaires,**

La Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI) détient 33% (211 millions de FCFA) du GIE dénommé Groupement des Services Eau et Electricité (GS2E) créé en juillet 2006 avec la CIE. La SODECI détient également 40% (260 millions de FCFA) du capital de la Societé de Gestion des Agents de l'Eau et de l'Electricité (SGA2E).

La SODECI et ces entités sont ensemble désignées « Groupe SODECI » ou « Ensemble Consolidé » pour lequel le présent Rapport de Gestion du Conseil d'Administration sur cet ensemble consolidé est établi (« Rapport de Gestion de l'Ensemble Consolidé »).

Nous vous avons convoqué en Assemblée Générale Ordinaire, conformément aux Statuts, afin de vous faire entendre la lecture du Rapport de Gestion de l'Ensemble Consolidé, ainsi que des Rapports de vos Commissaires aux Comptes, sur les états financiers annuels individuels IFRS et les états financiers annuels consolidés IFRS de l'exercice clos le 31 décembre 2023 et sur les opérations intervenues au cours de cette période.

Nous vous demanderons, après avoir lu et entendu ces rapports, de statuer sur ces états financiers et de vous prononcer sur les résolutions qui vous seront soumises.

Nous rappelons que tous les Actionnaires ont eu la faculté de consulter, au siège de la société, les états financiers annuels individuels IFRS et les états financiers annuels consolidés IFRS.

Votre Conseil d'Administration se tient également à votre disposition pour vous fournir en séance, tous les éclaircissements que vous pourriez souhaiter.

## *Situation du groupe SODECI au cours de l'exercice 2023*

### *Rappel des dispositions légales relatives à la présentation des états financiers consolidés*

Aux termes des dispositions de l'alinéa 1 de l'article 74 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière (« AUDCIF »), toute entité, qui a son siège social ou son activité principale dans l'un des Etats parties et qui contrôle de manière exclusive ou conjointe une ou plusieurs autres entités, doit établir et publier chaque année les états financiers consolidés de l'ensemble constitué par toutes ces entités ainsi qu'un rapport sur la gestion de cet ensemble.
Par la suite, l'article 75 de l'AUDCIF précise que l'établissement et la publication des états financiers consolidés sont à la charge des organes d'administration et de direction de l'entité dominante de l'ensemble consolidé, dite entité consolidante. Les états financiers consolidés des entités dont les titres sont inscrits à une bourse de valeurs et celles qui sollicitent un financement dans le cadre d'un appel public à l'épargne, doivent être établis et présentés selon les normes IFRS.

Par ailleurs, l'article 99 de l'AUDCIF dispose qu'un rapport sur la gestion de l'ensemble consolidé expose la situation de l'ensemble constitué par les entités comprises dans la consolidation, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice de consolidation et la date à laquelle les comptes consolidés sont établis, ainsi que ses activités en matière de recherche et de développement.
Enfin, l'article 101 de l'AUDCIF indique que les états financiers consolidés régulièrement approuvés, le rapport de gestion de l'ensemble consolidé, ainsi que le rapport du commissaire aux comptes font l'objet, de la part de l'entité qui a établi les comptes consolidés, d'une publicité effectuée selon les modalités prévues par la loi.

## Présentation de l'Ensemble Consolidé

**L'Ensemble consolidé est constitué, outre l'entité consolidante SODECI, de GS2E, et SGA2E.**

**GS2E**

Il se spécialise dans l'offre de services d'externalisation, couvrant à la fois les missions de contrôle, telles que l'audit d'exploitation, et l'externalisation ainsi que la mutualisation des services communs. Cette entité est détenue majoritairement par la Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE) à hauteur de 67 %, tandis que les 33 % restants appartiennent à la Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI). Malgré cette répartition, SODECI et CIE exercent un contrôle conjoint sur GS2E, ce qui en fait une activité conjointe conformément aux normes IFRS (International Financial Reporting Standards). Dans le cadre de la consolidation comptable, SODECI intègre sa part des actifs, passifs, revenus et dépenses liées à GS2E directement dans ses états financiers consolidés, en accord avec ces mêmes normes internationales.

**SGA2E**

Elle est chargée de la gestion des fonds communs de placement pour le compte des agents de la Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI) et de la Compagnie Ivoirienne d'Électricité (CIE). Initialement, sa structure d'actionnariat se composait de 17 % pour SODECI, 17 % pour CIE, et les 66 % restants étaient détenus par les agents. Cependant, pour se conformer aux exigences réglementaires de l'autorité des marchés financiers, une opération de recapitalisation a été menée en 2022. Suite à cette recapitalisation, la répartition de l'actionnariat a évolué, attribuant désormais 60 % à CIE et 40 % à SODECI. La part détenue par SODECI est désormais reconnue dans ses comptes selon la méthode de mise en équivalence, ce qui reflète sa participation sans pour autant exercer un contrôle direct sur SGA2E.

## Faits marquants de l'exercice 2023

**GS2E**

- Intégration de nouveaux membres (SDE, ERANOVE ACADEMY, ERANOVE CI, SIDIP);

## Résultats financiers

**ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS IFRS**

Conformément aux normes comptables internationales IFRS, les états financiers individuels sont les états financiers que présente une entité, et dans lesquels celle-ci peut choisir, sous réserve des dispositions de la norme IAS 27 Etats financiers individuels, de comptabiliser ses participations dans des filiales, des coentreprises et des entreprises associées soit au coût, soit conformément à IFRS 9 Instruments financiers, soit selon la méthode de la mise en équivalence, décrite dans IAS 28 Participations dans des entreprises associées et des coentreprises.

Les états financiers annuels individuels IFRS au 31 décembre 2023 soumis à votre examen font ressortir les principaux chiffres ci-dessous

- Total bilan : **389 333 millions de FCFA**
- Situation nette : **26 644 millions de FCFA**
- Résultat net de l'exercice : **6 127 millions de FCFA**

Ces états financiers annuels individuels IFRS ont été établis et arrêtés par le Conseil d'Administration selon les normes comptables internationales IFRS.

**ETATS FINANCIERS CONSOLIDES IFRS**

Conformément aux normes comptables internationales IFRS, les états financiers consolidés sont les états d'un groupe dont les actifs, les passifs, les capitaux propres, les produits, les charges et les flux de trésorerie de la société mère et de ses filiales sont présentés comme ceux d'une entité économique unique.
Les états financiers annuels consolidés IFRS au 31 décembre 2023 soumis à votre examen fait ressortir les principaux chiffres ci-dessous :

- Total bilan : **392 970 millions de FCFA**
- Situation nette : **26 747 millions de FCFA**
- Résultat net de l'exercice : **6 159 millions de FCFA**

Ces états financiers annuels consolidés IFRS ont été établis et arrêtés par le Conseil d'Administration selon les normes comptables internationales IFRS.

**RAPPROCHEMENTS RESULTATS**

## *Etats financiers personnels SYSCOHADA – Etats financiers individuels IFRS*

En dehors de l'entité consolidante SODECI, les entités consolidées sont tenues de préparer et d'établir leurs états financiers annuels (« Comptes personnels ») en application des dispositions de l'AUDCIF et du système comptable de l'OHADA (ensemble désigné « SYSCOHADA »).

Par ailleurs, la SODECI, pour les besoins d'établissement et de paiement de son impôt sur les sociétés, prépare également des états financiers personnels conformément au SYSCOHADA. Dans les Comptes personnels de la SODECI, sa participation dans ses filiales, dans les activités communes est comptabilisée au coût.

Pour les besoins de l'établissement des états financiers individuels IFRS de la SODECI, un processus de conversion de la balance générale préparée selon les règles et principes du SYSCOHADA a été mis en œuvre. Les tableaux ci-après donnent le rapprochement entre le résultat tel qu'il ressort des Comptes personnels et le résultat des états financiers individuels IFRS, en millions de FCFA sur les exercices 2022 et 2023 :

### Compte de résultat

| (En millions de franc CFA) | 2022 | 2023 | Var 23/22 | Var. 23/22 (%) |
|---|---|---|---|---|
| **Résultat des comptes individuels SODECI SYSCOHADA** | **4 806** | **4 904** | **98** | **-56%** |
| Elimination des provisions règlementées | 474 | 207 | -267 | 258% |
| Ecarts actuariels | -12 | -43 | -31 | 280% |
| Impact des impôts différés | 315 | 1 198 | 883 | -6% |
| Dépréciation des créances IFRS 9 | 0 | 82 | 82 | 819 900% |
| Impact des contrats de location IFRS 16 | -8 | -22 | -14 | -175% |
| Retraitement des immeubles de placement IAS 40 | -200 | -199 | 1 | -1% |
| **Total des retraitements** | **569** | **1 223** | **654** | **115%** |
| **Résultat des comptes individuels SODECI IFRS** | **5 375** | **6 127** | **752** | **14%** |

Depuis le 1er janvier 2018, le SYSCOHADA révisé s'applique dans les pays membres de l'espace OHADA pour la tenue de la comptabilité et l'établissement des états financiers annuels de synthèse personnels ou consolidés. Cette révision du référentiel converge vers les normes IFRS. A compter de cette date, les retraitements comptables relatifs au contrat d'affermage et autres exigences similaires des IFRS sont constatés directement dans les états financiers annuels de synthèse préparés conformément au SYSCOHADA.

Les principaux retraitements résiduels avec impact sur le résultat entre les états financiers annuels arrêtés et approuvés par les entités ivoiriennes et les présents états financiers individuels IFRS portent sur :

- La reclassification des avances sur consommations en tant qu'actif ou passif à court terme, contrairement à leur inscription en tant qu'actif ou passif à long terme dans les comptes personnels ;

- L'élimination des provisions réglementées qui ne répondent pas à la définition d'un passif selon les critères des normes IFRS, car elles résultent uniquement des dispositions comptables spécifiques. Ces provisions représentent l'écart entre l'amortissement autorisé fiscalement et l'amortissement économique des biens acquis en crédit-bail. ;

- L'introduction des impôts différés, non reconnus dans les comptes personnels, pour refléter les écarts d'imposition temporaires des actifs et passifs ainsi que les ajustements découlant des retraitements selon les normes IFRS ;

- L'adaptation de l'évaluation des dépréciations des créances clients, passant d'une estimation basée sur le risque de pertes constatées à la date de clôture à une approche par le risque de crédit attendu, entraînant l'intégration de dépréciations pour les créances à risque, notamment celles sur l'Administration, dans les comptes IFRS ;

- La modification du traitement comptable des contrats de location, où, contrairement aux comptes personnels qui ne retraitent que les contrats de location-financement où la SODECI est preneuse avec option d'achat, les normes IFRS exigent le retraitement de tous les contrats de location, y compris les contrats de location opérationnelle, impactant ainsi le résultat ;

- Le changement de la méthode de comptabilisation des immeubles de placement, qui sont évalués au coût historique dans les comptes personnels, tandis que dans les comptes IFRS, une réévaluation est appliquée. Ce retraitement concerne notamment la valorisation de l'immeuble loué à la Compagnie ivoirienne d'électricité (CIE).

## *Etats financiers individuels IFRS – Etats financiers consolidés IFRS*

Pour les besoins de l'établissement des états financiers consolidés IFRS de l'Ensemble consolidé, un processus de conversion des balances générales des entités consolidées préparées selon les règles et principes des IFRS a été mis en œuvre. Les tableaux ci-après donnent le rapprochement entre les résultats tels qu'ils ressortent des Comptes individuels IFRS et les Comptes Consolidés IFRS, en millions de FCFA :

| En millions de franc CFA | 2022 | 2023 | Var 23/22 | Var. 23/22 (%) |
|---|---|---|---|---|
| **Résultat des comptes individuels SODECI IFRS** | **5 375** | **6 127** | **752** | **14%** |
| Activités communes GS2E | -2 | 4 | 6 | -300% |
| Mise en équivalence SGA2E | 24 | 29 | 5 | 19% |
| **Total des contributions** | **22** | **32** | **10** | **45%** |
| **Résultat des comptes consolidés SODECI IFRS** | **5 397** | **6 159** | **762** | **14%** |

## *Activités en matière de recherche et développement*

La SODECI n'a pour l'instant aucune activité en matière de recherche et développement.

# 5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ANNUELS SYSCOHADA

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

# 6. RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS IFRS (ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS ET ETATS FINANCIERS CONSOLIDES)

# 7. RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

# 8. BILAN DE LA CAN 2023

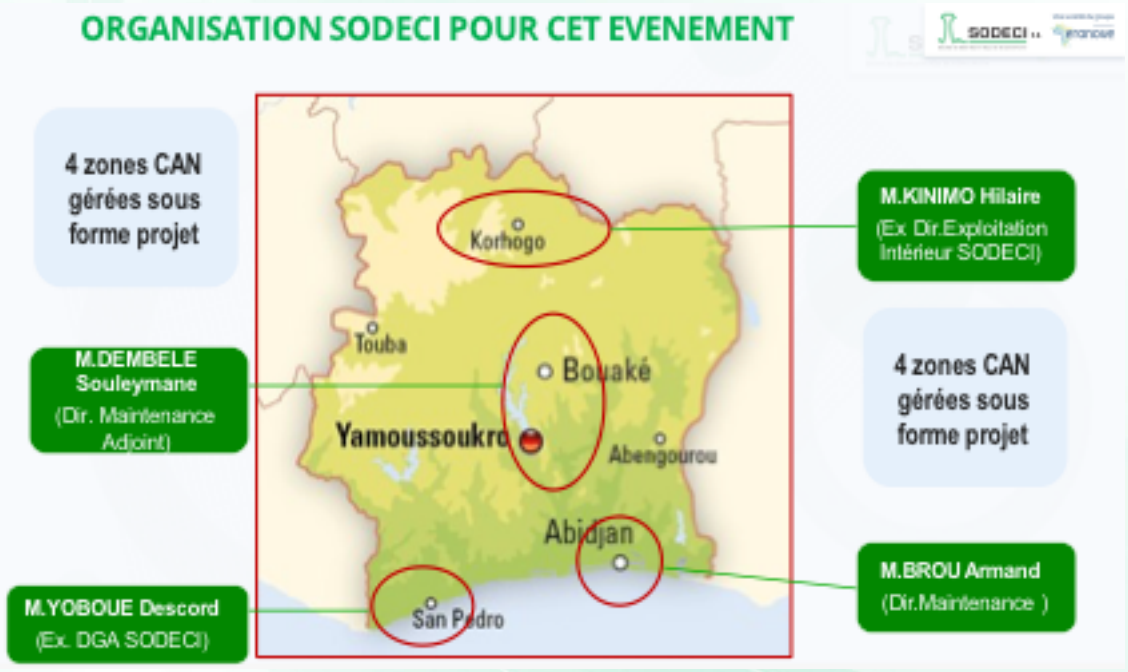
La Côte d'Ivoire a abrité la 34è édition de la Coupe d'Afrique des Nations 2023 (CAN 2023) organisée sous l'égide de la Confédération africaine de football du 13 janvier au 11 février 2024.

La SODECI a déployé tous les moyens humains et matériels nécessaires pour assurer la continuité du service de distribution publique d'eau potable dans les différents stades et sur l'ensemble du territoire tout au long de l'évènement. Ainsi, aucun incident majeur n'a été enregistré. Cela a été possible grâce au professionnalisme, à l'organisation mise en place neuf mois avant le début de la compétition, et à la pertinence des plans d'actions conçus et mis en œuvre, avec le soutien des autorités de tutelle.

## Organisation mise en place par la SODECI

Les principes adoptés :

- Une gestion en mode projet.
- Un découpage du territoire en 4 zones.
- Une ressource experte dédiée à chaque zone CAN.




## ➢ Investissement spécifiques réalisés par l'Etat

### *Renforcement de la production (coûts estimatifs)*

- San Pédro : 24 milliards de FCFA
- Bouaké : 169 milliards de FCFA (hors travaux supplémentaires).
- Korhogo : phase 1 : 6,2 milliards de FCFA. Phase 2 : 9,4 milliards de FCFA.

### *Extension/sécurisation réseau de distribution*

- Environ 12,7 milliards de FCFA par localité (hors travaux supplémentaires) (Yamoussoukro, et Bouaké).
- AEP Fans Zones : 99 millions de FCFA

## Moyens spécifiques mobilisés par SODECI

- Equipes travaux travaillant 24h/24 à Yamoussoukro pour terminer 100% des extensions et raccordements dans les délais : 18 à 27 collaborateurs.
- Tournées conjointes avec l'ONEP et l'ONAD sur les 6 stades de la CAN.
- Visites systématiques des installations intérieures (eau, assainissement, pluvial) des stades avant chaque match.
- Assistance permanente des équipes SODECI durant l'ensemble des 38 matchs.
- 446 collaborateurs SODECI mobilisés
- 2745 heures de permanence
- 112 véhicules d'intervention

## Résultats obtenus

- Production : 22,3 millions $m^3$ aucune interruption de service dans les villes CAN.
- Qualité de l'eau : 3071 contrôles supplémentaires effectués durant la CAN, aucune analyse non-conforme n'a été enregistrée.
- Pression : minimum 1 bar sur tous les sites CAN (Stades, fans zones, lieux d'hébergements des équipes, hôtels des villes CAN).
- Aucune plainte ou réclamation des instances COCAN, CAF, MINHAS.

## Retour d'expérience

Un retour d'expérience a été réalisé le 13/02/24. Le résumé des points généraux identifiés se présente comme suit :

- Accréditations permettant l'accès aux stades : beaucoup de difficultés à obtenir les documents.
- Ville de San Pédro et Bouaké : Interface opérationnelle avec le tiers producteur à clarifier.
- Rendement réseau : La production maximale des villes de l'intérieur durant la CAN peut être un référentiel de déclenchement de recherche de fuites sur le réseau.
- Durabilité du fonctionnement des installations des stades : proposition de contrat de prestation pour la maintenance et le renouvellement des systèmes AEP et Assainissement.
- Renforcement des équipes par des collaborateurs venus des autres villes : bonne intégration des équipes externes SODECI qui sont venues renforcer les équipes locales.

# 9. PROJETS DE TEXTE DES RESOLUTIONS

**Première résolution**

Après avoir entendu la lecture du rapport de gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2023, du bilan, du compte de résultat, du tableau de flux de trésorerie et des notes annexes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023, et après avoir pris connaissance de tous les renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée Générale approuve, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits comptes, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

L'exercice 2023 s'est soldé avec un résultat bénéficiaire de 4 903 679 124 FCFA.

**Deuxième résolution**

Après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2023, des états financiers individuels IFRS au 31 décembre 2023, ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes sur ces états financiers, et après avoir pris connaissance de tous les renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée Générale approuve, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits états, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

**Troisième résolution**

Après avoir entendu la lecture du Rapport de Gestion du Conseil d'Administration sur l'exercice 2023, des états financiers consolidés IFRS au 31 décembre 2023, ainsi que du rapport des Commissaires aux Comptes sur ces états financiers, et après avoir pris connaissance de tous les renseignements et explications complémentaires qui lui ont été fournis en séance, l'Assemblée Générale approuve, sans exception, ni réserve lesdits rapports et lesdits états, tels qu'ils lui ont été présentés et toutes les opérations et écritures qui s'y trouvent mentionnées ou enregistrées.

**Quatrième résolution**

L'Assemblée Générale donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs de leur gestion pour l'exercice 2023.

**Cinquième résolution**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des Commissaires aux Comptes concernant les conventions visées par l'article 438 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au Droit des Sociétés Commerciales et du GIE l'approuve, ainsi que les opérations qui s'y trouvent mentionnées.

**Sixième résolution**

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, après avoir constaté que le bénéfice net de l'exercice 2023 s'élève à 4 903 679 124 FCFA et, compte tenu du report à nouveau antérieur de 2 247 215 550 FCFA décide d'affecter le bénéfice distribuable de 7 150 894 674 FCFA de la manière suivante :

- à la distribution d'un dividende brut de : 4 815 000 000 FCFA
- le solde au report à nouveau, soit : 2 335 894 674 FCFA

L'Assemblée Générale fixe à 535 FCFA brut par action le montant du dividende total qui reviendra, au titre de l'exercice 2023 à chacune des 9 000 000 actions composant le capital, soit 481,50 FCFA net par action.
Ce dividende sera mis en paiement à la diligence de la Direction Générale à partir du 30 juin 2024 et au plus tard le 30 septembre 2024, délai légal quant à la mise en paiement du dividende.
Le compte « Report à nouveau » qui affichait un montant positif de 2 247 215 550 FCFA présentera un nouveau solde positif de 2 335 894 674 FCFA.

**Septième résolution**

L'Assemblée Générale décide d'allouer aux Administrateurs, en rémunération de leurs activités sur l'exercice 2023, à titre d'indemnités de fonction, une somme annuelle de 33 621 918 FCFA dont la répartition sera effectuée par le Conseil d'Administration.

**Huitième résolution**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de **Mme ALBERT-LEBRUN Pascale**, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale 2030 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029

**Neuvième résolution**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de **Mme OUATTARA Raymonde Epse TOURE**, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale 2030 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

**Dixième résolution**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de **Mme SARAKA-YAO Marie-Ange**, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale 2030 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

**Onzième résolution**

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de gestion, décide de renouveler le mandat d'Administrateur de **Monsieur Fidèle BEHIBRO**, pour une durée de six années, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale 2030 appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2029.

**Douzième résolution**

L'Assemblée Générale confère tous les pouvoirs aux porteurs d'extraits certifiés conformes ou d'originaux du procès-verbal constatant ces libérations, à effet d'accomplir toutes formalités légales, dépôts ou autres de publicité.

# 10. ETATS FINANCIERS SYSCOHADA

## BILAN

| ACTIF | | BRUT | Exercice 2023 AMORT & DEPR. | NET | Exercice 2022 NET |
|---|---|---|---|---|---|
| **AD** | **Immobilisations incorporelles** | **6 370 697 818** | **5 319 855 350** | **1 050 842 468** | **1 034 356 743** |
| AE | Frais de développement et de prospection | | | | |
| AF | Brevets, licences, logiciels et droits similaires | 6 253 740 915 | 5 202 898 447 | 1 050 842 468 | 1 034 356 743 |
| AG | Fonds commercial et droit au bail | | | | |
| AH | Autres immobilisations incorporelles | 116 956 903 | 116 956 903 | - | - |
| **AI** | **Immobilisations corporelles** | **114 799 200 417** | **70 569 225 494** | **44 229 974 923** | **42 468 567 057** |
| AJ | Terrains | 578 160 031 | | 578 160 031 | 578 160 031 |
| AK | Batiments | 11 466 055 987 | 9 701 528 577 | 1 764 527 410 | 1 904 218 639 |
| AL | Aménagements, agencements et installations | 18 809 114 883 | 11 654 723 434 | 7 154 391 449 | 7 758 406 692 |
| AM | Matériel, mobilier et actif biologique | 54 532 209 084 | 29 003 367 113 | 25 528 841 971 | 23 630 364 293 |
| AN | Matériels de transport | 29 413 660 432 | 20 209 606 370 | 9 204 054 062 | 8 597 417 402 |
| **AP** | **Avances et acomptes versés sur immobilisations** | **0** | | **0** | **17 949 255** |
| **AQ** | **Immobilisations financiéres** | **4 641 759 241** | **43 877 415** | **4 597 881 826** | **2 210 424 546** |
| AR | Titres de participations | 301 162 664 | | 301 162 664 | 301 162 664 |
| AS | Autres immobilisations financières | 4 340 596 577 | 43 877 415 | 4 296 719 162 | 1 909 261 882 |
| **AZ** | **TOTAL ACTIF IMMOBILISE** | **125 811 657 476** | **75 932 958 259** | **49 878 699 217** | **45 731 297 601** |
| **BA** | **Actif circulant HAO** | | | | |
| **BB** | **Stocks et encours** | **32 635 681 501** | **589 260 000** | **32 046 421 501** | **31 757 255 076** |
| **BG** | **Créances et emplois assimilés** | **346 760 345 778** | **50 808 721 327** | **295 951 624 451** | **263 467 777 638** |
| BH | Fournisseurs, avances versées | 1 500 467 784 | | 1 500 467 784 | 9 844 282 047 |
| BI | Clients | 243 403 314 560 | 48 460 352 768 | 194 942 961 792 | 167 714 485 010 |
| BJ | Autres créances | 101 856 563 434 | 2 348 368 559 | 99 508 194 875 | 85 909 010 581 |
| **BK** | **TOTAL ACTIF CIRCULANT** | **379 396 027 279** | **51 397 981 327** | **327 998 045 952** | **295 225 032 714** |
| BQ | Titres de placement | | | | |
| BR | Valeurs à encaisser | | | - | - |
| BS | Banques, chèques postaux, caisses et assimilés | 4 058 044 928 | 216 806 305 | 3 841 238 623 | 12 598 123 444 |
| **BT** | **TOTAL TRESORERIE ACTIF** | **4 058 044 928** | **216 806 305** | **3 841 238 623** | **12 598 123 444** |
| **BU** | **Ecart de conversion actif** | | | | |
| **BZ** | **TOTAL GENERAL** | **509 265 729 683** | **127 547 745 891** | **381 717 983 792** | **353 554 453 759** |

| PASSIF | | | Exercice 2023 | Exercice 2022 |
|---|---|---|---|---|
| **CA** | **Capital** | | **4 500 000 000** | **4 500 000 000** |
| **CB** | **Apporteurs capital non appelé** | | | |
| CD | Primes liées au capital | | 255 906 342 | 255 906 342 |
| CE | Ecarts de réevaluation | | 1 045 087 734 | 1 045 087 734 |
| CF | Réserves indisponibles | | 909 800 000 | 909 800 000 |
| CG | Réserves libres | | 2 911 725 555 | 2 911 725 555 |
| CH | Report à nouveau | ( + ou - ) | 2 247 215 550 | 1 941 698 387 |
| **CI** | **Résultat net de l'exercice** | **( bénéfice + ou perte - )** | **4 903 679 124** | **4 805 517 163** |
| CL | Subventions d'investissement | | | |
| CM | Provisions réglementées | | 2 975 242 437 | 2 699 235 390 |
| **CP** | **TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES** | | **19 748 656 742** | **19 068 970 571** |
| DA | Emprunts et dettes financières diverses | | 44 495 059 616 | 43 226 323 744 |
| DB | Dettes de location acquisition | | 6 846 588 534 | 7 201 044 888 |
| DC | Provisions financières pour risques et charges | | 11 232 700 305 | 7 494 557 249 |
| **DD** | **TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES** | | **62 574 348 455** | **57 921 925 881** |
| **DF** | **TOTAL RESSOURCES STABLES** | | **82 323 005 197** | **76 990 896 452** |
| DH | Dettes circulantes et ressources assimilées HAO | | | |
| DI | Clients, avances reçues | | 25 526 353 681 | 24 205 498 847 |
| DJ | Fournisseurs d'exploitation | | 162 278 837 937 | 136 970 555 301 |
| DK | Dettes fiscales et sociales | | 30 975 264 677 | 35 076 988 592 |
| DM | Autres dettes | | 12 168 328 750 | 6 228 208 433 |
| DN | Risques provisionnés | | | |
| **DP** | **TOTAL PASSIF CIRCULANT** | | **230 948 785 045** | **202 481 251 173** |
| DQ | Banques, crédits d'escompte | | | |
| DR | Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie | | 68 446 193 550 | 74 082 306 135 |
| **DT** | **TOTAL TRESORERIE PASSIF** | | **68 446 193 550** | **74 082 306 135** |
| DU | Ecarts de conversion - Passif | | | |
| **DZ** | **TOTAL GENERAL** | | **381 717 983 792** | **353 554 453 759** |

**N°d'identification fiscale : 0100984A / IDU : CI-1962-0000001 B**

## COMPTE DE RESULTAT

| | | | | Exercice 2023 | Exercice 2022 |
|---|---|---|---|---|---|
| TA | Ventes de marchandises | A | + | 182 583 045 | 62 578 054 |
| RA | Achats de marchandises | | - | | |
| RB | Variation de stocks | | +/- | | |
| **XA** | **Marge brute commerciale (somme TA à RB)** | | | **182 583 045** | **62 578 054** |
| TB | Ventes de produits fabirqués | B | | 101 838 502 003 | 92 935 321 392 |
| TC | Travaux, services vendus | C | | 68 656 433 796 | 63 449 203 414 |
| TD | Produits accessoires | D | | 4 780 955 561 | 4 223 906 031 |
| **XB** | **Chiffre d'affaires (A+B+C+D)** | | | **175 458 474 405** | **160 671 008 891** |
| TE | Production stockée (ou déstockage) | | +/- | -609 073 572 | -679 815 951 |
| TF | Production immobilisée | | | 4 294 760 007 | 6 396 159 050 |
| TG | Subventions d'exploitation | | + | 0 | 0 |
| TH | Autres produits | | + | 1 181 382 138 | 720 339 954 |
| TI | Transferts de charges d'exploitation | | + | 0 | 0 |
| RC | Achats des matières premières et fournitures liées | | - | 40 537 940 017 | 44 433 338 931 |
| RD | Variation de stocks de matières premières et fournitures liées | | +/- | 954 194 572 | 1 107 086 965 |
| RE | Autres achats | | - | 40 012 564 646 | 34 810 472 179 |
| RF | Variations de stocks d'autres approvisionnements | | +/- | 0 | 0 |
| RG | Transports | | - | 2 148 258 194 | 2 154 123 500 |
| RH | Services extérieurs | | - | 45 265 427 404 | 39 448 803 757 |
| RI | Impots et taxes | | - | 3 768 406 208 | 3 449 522 319 |
| RJ | Autres charges | | - | 2 323 478 777 | 3 096 309 670 |
| **XC** | **Valeur ajoutée (XB+RA+RB) + somme(TE à RJ)** | | | **47 223 662 304** | **40 822 208 553** |
| RK | Charges de personnel | | - | 24 618 409 572 | 23 945 817 045 |
| **XD** | **Excédent brut d'exploitation (XC + RK)** | | | **22 605 252 732** | **16 876 391 508** |
| TJ | Reprises d'amortissements, provisions et dépréciatioins | | + | 374 652 893 | 1 884 198 321 |
| RL | Dotations aux amortissements , aux provisions pour dépréciations | | - | 13 590 706 703 | 10 612 289 251 |
| **XE** | **Résultat d'exploitation (XD+TJ+RL)** | | | **9 389 198 922** | **8 148 300 578** |
| TK | Revenus financiers et assimilés | | + | 715 257 168 | 541 445 050 |
| TL | Reprises de provisions et dépréciations finanicères | | + | | |
| TM | Transferts de charges financières | | + | | |
| RM | Frais financiers et charges assimilées | | - | 826 260 427 | 641 716 678 |
| RN | Dotations aux provisions et aux dépréciations financières | | - | 0 | 0 |
| **XF** | **Résultat financier (Somme TK à RN)** | | | **-111 003 259** | **-100 271 628** |
| **XG** | **Résultat des activités ordinaires (XE+XF)** | | | **9 278 195 663** | **8 048 028 950** |
| TN | Produits des cessions d'immobilisations | | + | 46 173 749 | 21 891 972 |
| TO | Autres produits HAO | | + | 46 040 811 | 238 828 903 |
| RO | Valeurs comptables des cessions d'immobilisations | | - | 262 647 852 | 271 003 633 |
| RP | Autres charges HAO | | - | 307 540 660 | 634 089 041 |
| **XH** | **Résultats hors activités ordinaires (Somme TN à RP)** | | | **-477 973 952** | **-644 371 799** |
| RQ | Participation des travailleurs | | - | | |
| RS | Impots sur le résultat | | - | 3 896 542 587 | 2 598 139 988 |
| **XI** | **Résultat net (XG+XH+RQ+RS)** | | | **4 903 679 124** | **4 805 517 163** |

**N°d'identification fiscale : 0100984A / IDU : CI-1962-0000001 B**

## TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

| | | | Exercice 2023 (E-/R+) | Exercice 2022 (E-/R+) |
|---|---|---|---|---|
| **ZA** | **TRESORERIE AU 1er Janvier (Trésorerie actif N-1 - Trésorerie Passif N-1)** | **A** | **-61 484 182 691** | **-8 972 733 121** |
| | **Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles** | | | |
| **FA** | **Capacité d'autofinancement Global** | **+** | 18 612 214 084 | 14 414 488 799 |
| **FB** | - Actif circulant HAO | **-** | | |
| **FC** | - Variation des stocks | **-** | 289 166 425 | 294 940 022 |
| **FD** | - Variation des créances | **-** | 32 483 846 813 | 70 710 372 799 |
| **FE** | + Variation du passif circulant | **+** | 28 467 533 872 | 27 213 868 768 |
| | **Variation du BF lié aux activités opérationnelles ( FB+FC+FD+FE)** | | -4 305 479 366 | -43 791 444 053 |
| **ZB** | **Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (Somme de FA à FE)** | **B** | **14 306 734 718** | **-29 376 955 254** |
| | **Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement** | | | |
| **FF** | - Décaissement liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles | **-** | 174 649 552 | 178 249 552 |
| **FG** | - Décaissements liées aux acquisitions d'immobilisation corporelles | **-** | 11 320 077 793 | 13 709 667 326 |
| **FH** | - Décaissement liés aux acquisitions d'immobilisations financières | **-** | 47 423 000 000 | 939 503 594 |
| **FI** | + Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles | **+** | 21 891 972 | 21 891 972 |
| **FJ** | + Encaisssement liés aux cessions d'immobilisations financières | **+** | 45 086 000 000 | 0 |
| **ZC** | **Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (Somme de FF à FJ)** | **C** | **-13 809 835 373** | **-14 805 528 500** |
| | **Flux de trésorerie provenant des activités de financement** | | | |
| **FK** | + Augmentaton de capital par apports nouveau | | | |
| **FL** | + Subventions d'investissement reçues | | | |
| **FM** | - Prélèvement sur le capital | | | |
| **FN** | - Dividendes versés | **-** | 4 500 000 000 | 4 320 000 000 |
| **ZD** | **Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (Somme de FK à FN)** | **D** | **-4 500 000 000** | **-4 320 000 000** |
| **FO** | + Empruts | **+** | 10 331 419 259 | 7 122 495 451 |
| **FP** | + Autres dettes financières | **+** | 0 | 0 |
| **FQ** | - Remboursement des emprunts et autres dettes financières | **-** | 9 449 090 840 | 11 131 461 267 |
| **ZE** | **Flux de trésorerie provenant des emprunts (Somme de FO à FQ)** | **E** | **882 328 419** | **-4 008 965 816** |
| **ZF** | **Flux de trésorerie provenant des activités de financement (Somme de ZD+ZE)** | **F** | **-3 617 671 581** | **-8 328 965 816** |
| **ZG** | **Variation de la trésorerie nette de l'exercice (B+C+F)** | **G** | **-3 120 772 236** | **-52 511 449 570** |
| **ZH** | **Trésorerie nette au 31 décembre (G+A)** | **H** | **-64 604 954 927** | **-61 484 182 691** |

**N°d'identification fiscale : 0100984A / IDU : CI-1962-0000001 B**

# REGLES ET METHODES COMPTABLES DES NOTES ANNEXES

## NOTES ANNEXES

### Règles générales d'établissement et de présentation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023

Les notes annexes aux états financiers présentent les principales règles et méthodes comptables appliquées par la SODECI pour établir ses états financiers, les règles spécifiques et les autres informations nécessaires pour l'appréciation des états financiers.

## 1. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers annuels ont été établis conformément aux principes comptables définis par :

- l'Acte Uniforme relatif au Droit Comptable et à l'Information Financières et au Système Comptable OHADA Révisé ;
- les normes IFRS pour certains aspects spécifiques, notamment les provisions pour les avantages liés au personnel (médailles du travail, IFC complémentaire et les avantages post-emploi) depuis l'exercice clos au 31 décembre 2005.

Le passage au nouveau référentiel comptable n'a pas eu d'incidence significative sur les soldes d'ouverture des comptes de la SODECI.

## 2. PARTICULARITES CONCERNANT CERTAINS POSTES

### *2.1. Immobilisations incorporelles*

Les frais d'établissement sont totalement amortis au 31 décembre 2023. Les logiciels, les frais de développement et les études informatiques sont amortis selon le mode linéaire sur la base des durées d'utilisation prévues qui sont comprises entre 3 et 7 ans.

### *2.2. Immobilisations corporelles*

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût de revient et sont comptabilisées au coût historique. Les immobilisations corporelles ont été réévaluées conformément à la loi de finances 1995 par application d'un coefficient de 1,4 sur les immobilisations existantes au 12 janvier 1994. Les amortissements des immobilisations corporelles sont calculés selon le mode linéaire sur la base de leur durée probable d'utilisation :

| | |
|---|---|
| Bâtiments industriels et administratifs | 20 ans |
| Matériel et outillage | 7-10 ans |
| Compteurs SODECI | 10 ans |
| Matériel de transport et agencements véhicules | 3-5 ans |
| Engins de travaux publics | 5 ans |
| Matériel de bureau | 7-10 ans |
| Mobilier de bureau | 10 ans |
| Mobilier des agents | 10 ans |
| Matériels informatiques | 5 ans |

### *2.3. Immobilisations financières*

Les immobilisations financières de la SODECI sont enregistrées au coût d'acquisition et comprennent principalement au 31 décembre 2023:

- un prêt (BICT) accordé à l'Etat de 15,3 millions de FCFA, suite à la transformation d'un avoir bancaire après liquidation, ce prêt est provisionné à 100%,

- une participation dans la société immobilière LOGIVOIRE de 8,5 millions de FCFA, provisionnée à 100 %,

- une participation de 211,2 millions de FCFA représentant 33% du capital de GS2E (Groupement des Services Eau et Electricité), un GIE créé par SODECI et CIE le 09 mai 2006 et ayant débuté ses activités le 1er juillet 2006,

- une participation de 89,9 millions de FCFA représentant 40% du capital de SGA2E (Société de Gestion pour les Agents de l'Eau et de l'Electricité), une structure créée par SODECI et CIE courant 2011 pour la gestion des Fonds Communs de Placement de leurs salariés.

- des certificats nominatifs d'obligation de 3 126,6 millions de FCFA reçus en règlement des créances relatives aux écarts de tarifs.

- des dépôts et cautions versés pour un montant total de 1 166 millions de FCFA.

### *2.4. Stocks*

Les stocks sont suivis en inventaire permanent et sont valorisés par la méthode du coût moyen pondéré.

- Les compteurs produits par la SOCA et les compteurs « retours terrains » sont évalués à un coût préétabli en cours d'année. Ce coût préétabli est ajusté en fin d'exercice au coût réel de production lors de l'arrêté des comptes.

- Les biens stockés importés, facturés et non réceptionnés au 31 décembre 2023 sont comptabilisés en marchandises en cours de route (stocks flottants) pour un montant de 5 233 millions de FCFA.

- Jusqu'au 31 décembre 2014 le calcul des provisions pour dépréciations était basé sur la rotation des stocks. Suivant cette méthode, les biens stockés qui n'avaient pas enregistré de sortie depuis trois ans étaient systématiquement dépréciés à 100%. Au cours du troisième trimestre 2015, la SODECI a décidé d'affiner cette méthode. Les travaux réalisés à cet effet ont porté sur la possibilité ou non de pouvoir utiliser sur les installations et sur les réseaux d'eau potable existant les stocks dépréciés à 100%. Ces mêmes travaux ont été menés au titre de l'exercice 2023. Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est ainsi passé de 533 millions de FCFA l'exercice précédent à 589 millions de FCFA à fin décembre 2023.

### *2.5. Clients et comptes rattachés*

**Client Etat :** Ce poste comprend l'ensemble des créances relatives aux activités eau, assainissement et travaux. Le risque de non recouvrement des créances du secteur public et parapublic est évalué en fonction de la nature du client. Des compensations ont été régulièrement effectuées dans les exercices antérieurs. Les créances « compensables » ne font pas l'objet de provisions pour dépréciation quels que soient les retards de règlement. Les créances « non compensables » sont assimilées à des privés (les sociétés d'Etat en liquidation, les EPN, les mairies et les sociétés d'Etat) et donc provisionnées.

**Les provisions pour dépréciation des créances** sur les clients sont déterminées en tenant compte de :

- la nature des abonnés (privés ménages, gros clients, administrations, parapublic, …),
- l'antériorité des créances,
- la non compensation des créances débitrices et créditrices,
- la couverture des créances actives,
- l'augmentation du risque de non recouvrement pour les impayés multiples sur des clients actifs.

***Créances clients activité Eau***

Toutes les provisions sur les créances sont constituées pour la part de chiffre d'affaires revenant à la SODECI (rémunération du fermier dans le contrat d'affermage), hors taxes (TVA, Surtaxes et Fonds de développement) et nettes des avances sur consommations.
Les clients Etat (Administration, EPN et sociétés d'Etat compensables ne font pas l'objet de dépréciations).

- Taux de dépréciation 95% pour les créances sur les clients **privés résiliés** à plus d'un an (ménages et entreprises).

- Taux de dépréciation 80% pour les créances sur les clients **privés résiliés** au titre de l'exercice (ménages).

- Taux de dépréciation de 95% pour les créances antérieures à un an (privés ménages actifs).

- Taux de dépréciation de 50% pour les créances de l'année en cours lorsqu'il existe des impayés multiples sur la police du client, c'est-à-dire plus d'une facture échue (**privés ménages actifs**).

- Le risque de non recouvrement **des créances sur les gros clients actifs (entreprises)** est apprécié individuellement et tient compte du résultat des procédures de recouvrement engagées, de la solvabilité du client et de l'ancienneté de la créance. C'est au vue de cette analyse que le taux de provision est déterminé.

***Créances clients activité travaux***

Les créances sur les entreprises du secteur privé et sur les personnes physiques sont provisionnées à hauteur de 50% (pour les créances de plus d'un an d'ancienneté) et de 95% pour les créances douteuses.

Les consommations d'eau non encore relevées et donc non facturées à la date de clôture, dénommées « eau en compteur », représentent des produits à recevoir qui sont calculés selon une méthode statistique pour la part SODECI. Les travaux en cours de réalisation en fin d'année (les travaux neufs, travaux de renouvellement et travaux d'entreprise) sont évalués et comptabilisés en produits à recevoir afin de prendre en compte la marge à l'avancement sur l'exercice clôturé.

### *2.6. Provisions pour risques et charges et provisions règlementées*

Elles s'élèvent à 14 207,9 millions de FCFA et sont constituées :

- Des droits acquis par le personnel pour 3 809 millions de FCFA au titre des « indemnités de fin de carrière », évalués conformément à la norme IAS 19 (avantages du Personnel) sur la base de l'article 40 de la Convention Collective Interprofessionnelle de Côte d'Ivoire,

- D'avantages liés au personnel (médailles du travail, eau des retraités) pour 922 millions de FCFA.

- des risques juridiques issus d'un suivi individuel des litiges en cours pour 389 millions de FCFA.

- de divers autres risques et charges d'exploitation appréciés au cas par cas pour 6 113 millions de FCFA.

- Des amortissements dérogatoires pratiqués sur le matériel pris en crédit-bail conformément aux dispositions de l'annexe fiscale 2017 pour 2 975 millions de FCFA.

Le tableau récapitulatif de l'ensemble des provisions constituées dans les comptes de la société est présenté ci-après (en milliers de FCFA).

| DESIGNATION | Provisions au 31/12/2022 | Dotations aux provisions | Reclassements | Reprises de provisions | Provisions au 31/12/2023 |
|---|---|---|---|---|---|
| CREANCES CLIENTS ACTIVITE EAU | 45 035 650 | | | 615 951 | 44 419 699 |
| FRAIS DE RECOUVREMENT CHEQUES IMPAYES | 118 958 | | | 123 577 | -4 620 |
| CREANCES/TRAVAUX LIES A L'EXPLOITATION | 1 199 273 | | | 32 783 | 1 166 490 |
| **DEPRECIATION CREANCES EXPLOITATION EAU** | **46 353 880** | **0** | **0** | **772 311** | **45 581 569** |
| **CREANCES CLIENTS AUTRES ACTIVITES** | **1 531 376** | **1 352 301** | | **38 276** | **2 845 400** |
| **TOTAL DEPRECIATION CLIENTS** | **47 885 256** | **1 352 301** | **0** | **810 587** | **48 426 969** |
| DEPRECIATION/STOCKS | 533 305 | 55 955 | | | 589 260 |
| DEPRECIATION/AUTRES DEBITEURS | 2 142 321 | 206 047 | | | 2 348 368 |
| DEPRECIATION/COMPTES FINANCIERS | 195 981 | 216 806 | | 195 982 | 216 806 |
| DEPRE. IMMOBILISATIONS FINANCIERES | 43 877 | | | | 43 877 |
| **TOTAL DEPRECIATION AUTRES ACTIFS** | **2 915 484** | **478 808** | **0** | **195 982** | **3 198 311** |
| **TOTAL PROV. POUR DEPRECIATIONS** | **50 800 741** | **1 831 109** | **0** | **1 006 568** | **51 625 281** |
| PERSONNEL (IFC, MEDAILLES, IFRS EAU) | 4 139 301 | 946 343 | | 355 131 | 4 730 513 |
| RISQUES JURIDIQUES | 385 281 | 23 332 | | 19 522 | 389 091 |
| RISQUES ET CHARGES D'EXPLOITATION | 2 969 975 | 3 143 121 | | | 6 113 096 |
| AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES | 2 699 235 | 276 007 | | | 2 975 242 |
| **TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES** | **10 193 793** | **4 388 803** | **0** | **374 653** | **14 207 943** |
| **TOTAL GENERAL PROVISIONS** | **60 994 534** | **6 219 912** | **0** | **1 381 221** | **65 833 224** |

### *2.7. Emprunts et dettes financières diverses*

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme s'élèvent à 44 495 millions de FCFA au 31 décembre 2023 et sont repartis comme suit :

- Avances sur consommations versées par les clients pour 39 981 millions de FCFA.
- Emprunts à moyen terme à hauteur de 4 514 millions de FCFA, souscrits auprès des banques locales notamment à la BNI.

### *2.8. Dettes de crédit-bail et contrats assimilés*

Ce poste affiche un montant de 6 847 millions de FCFA à fin décembre 2023 correspondant à l'inscription au passif, conformément aux prescriptions du droit comptable de l'OHADA, de la dette de crédit-bail consécutive au financement obtenu de la SGCI, de la BICICI, de la NSIA BANQUE, de la BANQUE ATLANTIQUE, de la SIB, de la BOA et de la BDA. Ces financements sont principalement destinés à l'acquisition de groupes électrogènes pour la sécurisation des unités de production et pour le renouvellement du matériel roulant (parc auto) affecté à l'exploitation.

## 3. METHODES SPECIFIQUES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ENTREPRISE

### *3.1. Production et immobilisation des compteurs*

Les matériels et outillages de l'entreprise comprennent des compteurs fabriqués par le département SOCA de la SODECI, qui font l'objet d'un traitement spécifique.

Les compteurs fabriqués sont initialement comptabilisés en stocks de produits finis et valorisés à leur coût de revient selon la méthode PUMP. Ils sont immobilisés par lots au fur et à mesure de leur installation chez les abonnés sur la base des sorties de stocks issus de l'inventaire permanent.

Les compteurs défectueux provenant du terrain donnent lieu à l'enregistrement d'écritures de cession d'immobilisations et de retour en stocks. Ces cessions sont imputées sur les lots les plus anciens de compteurs immobilisés.

### *3.2. Opérations liées aux contrats d'affermage de services publics : incidence sur la présentation des comptes annuels*

SODECI détient un droit exclusif (non inscrit à l'actif) de production et de distribution de l'eau potable sur l'ensemble du territoire de l'Etat de Côte d'Ivoire conformément au contrat d'affermage d'une durée de quinze ans signé le 04 octobre 2007 pour le même périmètre d'intervention que le précédent contrat d'affermage. De même, SODECI a signé en mai 1999, un contrat d'affermage exclusif pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan non valorisé à l'actif.
**Immobilisations :** Par application du contrat d'affermage, les comptes de la SODECI n'intègrent pas dans les immobilisations les biens mis à disposition par l'Autorité Contractante pour assurer la production et la distribution de l'eau en Côte d'Ivoire. De même, les comptes de SODECI ne présentent pas les immobilisations utilisées et mises à disposition par l'Autorité Affermante pour le service d'assainissement de la ville d'Abidjan.

**Dettes et créances rattachées :** Conformément au contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable, les frais de fonctionnement de l'Office National de l'Eau Potable (ONEP), les travaux neufs, les branchements sociaux, le renouvellement des immobilisations, le contrôle du service affermé et le contrôle de la qualité de l'eau sont financés par des dotations comprises dans le prix de l'eau (Fonds de Développement de l'Eau) facturé aux usagers.

La SODECI gère dans ses comptes ce fonds qui couvre également l'écart de rémunération du fermier lié à la révision contractuelle. Ce fonds affiche un solde comptable déficitaire de 201 914 millions de FCFA au 31 décembre 2023. De même, la surtaxe Fonds National de l'Eau (FNE), deuxième volet des taxes spéciales sur l'eau (Loi de Finances 1994), destinée au paiement des emprunts contractés par l'Etat, au financement de l'étude et la réalisation des travaux d'hydraulique villageoise et urbaine, est comptabilisée dans des comptes de passif dès l'émission de la facturation Eau. Elle est apurée pour la part encaissée qui est reclassée dans des comptes séparés de manière à faire apparaître d'une part les surtaxes facturées non encaissées et d'autre part les surtaxes encaissées à reverser, diminuée des reversements. Le solde des surtaxes encaissées à reverser s'élève à 36 368 millions de FCFA au 31 décembre 2023.

Conformément au contrat d'affermage du service d'assainissement, la contribution développement assainissement (CDA) est exclusivement affectée au financement de la réalisation des programmes de travaux neufs et de renouvellement, de branchements sociaux, au remboursement de la dette et au contrôle. Au 31 décembre 2023, le solde de la CDA s'établit à 4 909 millions de FCFA.

## 4. AUTRES INFORMATIONS

### *4.1. Informations relatives au Compte de résultat*

#### 4.1.1. Chiffre d'affaires eau

La renégociation quinquennale de la rémunération de la SODECI a abouti à un montant de 299 FCFA/m$^3$ d'eau vendu pour la période 2018-2022. Cette disposition a également été appliquée pour l'exercice 2023.Par ailleurs, le contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine de l'eau potable prévoit la révision du tarif de vente de l'eau en fonction de la variation du prix de certains facteurs de production, notamment les produits de traitement et l'électricité. En application de cette disposition contractuelle (article 48 du contrat d'affermage du service de distribution publique urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire), le montant de la révision contractuelle est évalué à 25,6 milliards de FCFA au titre de l'exercice 2022. De même, l'achat des volumes d'eau produite par l'usine La Mé a impliqué un écart de tarif de 11,3 milliards de FCFA.

Ces sommes sont comprises dans le chiffre d'affaires eau et sont imputées sur le Fonds de Développement de l'Eau.

#### 4.1.2. Rémunération des membres du Conseil d'administration

Les indemnités de fonction versées aux membres du conseil d'administration en 2023 au titre de l'exercice 2022 sont de 65,7 millions de FCFA.

#### 4.1.3. Résultat Hors Activités Ordinaires

Le résultat hors activités ordinaires (HAO) au 31 décembre 2023 s'établit à -478 millions de FCFA (perte) et correspond à l'écart négatif entre :

- La perte sur les cessions d'immobilisations de 216 millions de FCFA
- Les produits divers HAO de 46 millions de FCFA constitués essentiellement de crédits d'impôts.
- La dotation aux amortissements dérogatoires de 276 millions de FCFA pratiqués sur le matériel pris en crédit-bail, conformément aux dispositions de l'annexe fiscale 2017.

### *4.2. Engagements financiers (hors bilan en millions de FCFA)*

Les avals, cautions et garanties sont essentiellement des cautions données et reçues dans le cadre des marchés de travaux, de cautions fiscales (douanières) et contractuelles (affermage eau potable et assainissement), ainsi que lignes de crédits dont dispose la SODECI auprès des banques locales.

| Engagements Reçus | Engagements Donnés |
|---|---|
| 7 655 | 5 616 |

### *4.3. Composition du capital et filiales*

Composition du capital :

| | | | |
|---|---|---|---|
| **ERANOVE** | 46,07% | SIDIP | 4,81% |
| Etat de Côte d'Ivoire | 3,25% | Divers porteurs | 39,15% |
| FCP SODECI | 6,72% | | |

### *4.4. Filiales*

SODECI détient 85% du capital de LOGIVOIRE (Société à responsabilité limitée de promotion immobilière) destinée à la réalisation de logements pour les agents. Elle détient également 33% (211,2 millions de FCFA) du capital du GIE dénommé Groupement des Services Eau et Electricité (GS2E) créé en juillet 2006 avec la CIE et 40% (89,9 millions de FCFA) du capital de SGA2E (Société de Gestion pour les Agents de l'Eau et de l'Electricité), une structure créée par SODECI et CIE courant 2011 pour la gestion des Fonds Communs de Placement de leurs salariés respectifs.

### *4.5. Situation fiscale latente : Analyse de l'impôt différé (ID)*

Elle résulte des décalages temporaires d'imposition (Congés payés personnel, autres provisions non déductibles). Conformément aux prescriptions du SYSCOHADA, les ID ne sont pas comptabilisés, seul l'impôt exigible au cours de l'exercice est comptabilisé.

## 5. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET SOCIAL

Parmi les faits importants sur le plan économique et social de l'année, on peut retenir :

### *5.1. Sur le plan économique*

Selon l'Institut National de la Statistique (INS), l'inflation se situe en moyenne à 4,5% à fin novembre 2023. Ce taux d'inflation demeure au-dessus du seuil de convergence communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.

### *5.2. Sur le plan social et de la desserte en eau potable :*

L'unité de production de La Mé mise en service en fin 2021, continue de progresser en régime avec un volume de 28 millions de $m^3$ livrés à la SODECI en 2023 contre 15 millions de $m^3$ en 2022.

## 6. EVENEMENTS POST-CLÖTURE

Les discussions avec l'Etat de Côte d'Ivoire ont abouti en mai 2024 à la signature d'une convention de titrisation de 74 milliards de FCFA pour le règlement de la dette liée aux écarts de tarifs de la période 2023-2024.

# 11. ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS IFRS

**SODECI**

Avenue Christiani, Treichville, Abidjan
01 BP 1843 Abidjan 01
(la « **Société** »)

Etats financiers Individuels IFRS pour l'exercice clos
le 31 décembre 2023

# TABLE DES MATIÈRES

**A ETAT DU RESULTAT NET ..... 36**
**B ETAT DU RESULTAT GLOBAL ..... 37**
**C ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE ..... 38**
**D TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES ..... 40**
**E TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE ..... 41**
**F NOTES AUX ETATS FINANCIERS ..... 41**
1. DECLARATION DE CONFORMITE ..... 41
2. PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ..... 41
3. METHODES COMPTABLES ..... 43
3.1. EVOLUTION DU REFERENTIEL COMPTABLE ..... 43
3.2. ACTIFS NON COURANTS ..... 44
3.2.1. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ..... 44
3.2.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ..... 44
3.2.3. IMMEUBLES DE PLACEMENT ..... 44
3.2.4. CONTRATS DE LOCATION ..... 44
3.2.5. CONTRATS DE CONCESSION ET D'AFFERMAGE ..... 45
3.2.6. DEPRECIATION DES ACTIFS ..... 46
3.3. ACTIFS COURANTS ..... 46
3.3.1. STOCKS ..... 46
3.3.2. CREANCES CLIENTS ..... 46
3.4. AUTRES ACTIFS FINANCIERS ..... 47
3.5. PASSIFS FINANCIERS ..... 47
3.6. AVANTAGES AU PERSONNEL ..... 47
3.7. PROVISIONS ..... 48
3.8. IMPOT SUR LES BENEFICES ..... 48
3.9. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES ..... 48
3.10. ESTIMATION DE L'EAU EN COMPTEUR ..... 48
3.11. RESULTAT OPERATIONNEL COURANT ..... 49
3.12. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS ..... 49
3.13. INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX ..... 49
3.14. PRINCIPAUX RETRAITEMENTS OPERES PAR RAPPORT AUX COMPTES LOCAUX ..... 49
4. TRAITEMENT DES COMPTES DU SECTEUR ..... 49
5. ESTIMATIONS DE LA DIRECTION ..... 50
6. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ..... 53
7. ACTIFS AU TITRE DES DROITS D'UTILISATION ..... 54
8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ..... 55
9. IMMEUBLES DE PLACEMENT ..... 56
10. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ..... 56
11. STOCKS ..... 56
12. CREANCES CLIENTS ..... 57
13. AUTRES DEBITEURS ..... 57
14. AUTRES ACTIFS COURANTS ..... 57
15. TRESORERIE ..... 57

16. CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION ....57
17. DETTES FINANCIERES ....59
17.1. ANALYSE PAR FLUX ....59
17.2. ANALYSE PAR NATURE (COURANT ET NON COURANT) ....59
18. AVANTAGES AU PERSONNEL ....60
18.1. AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI ....60
18.2. AUTRES AVANTAGES A LONG TERME ....60
18.3. HYPOTHESES ACTUARIELLES ....61
19. PROVISIONS ....61
20. DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES ....62
21. IMPOTS DIFFERES ....62
22. AUTRES CREDITEURS ....62
23. DETTES D'IMPOTS EXIGIBLE ....62
24. AUTRES PASSIFS D'EXPLOITATION COURANTS ....63
25. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES ....63
26. ACHATS CONSOMMES ....64
27. CHARGES EXTERNES ....64
28. CHARGES DE PERSONNEL ....64
29. IMPOTS ET TAXES ....65
30. DOTATIONS/REPRISES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS - NETS ....65
31. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION ....66
32. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS ....66
33. RESULTAT FINANCIER ....66
34. IMPOTS SUR LES BENEFICES ....67
35. INSTRUMENTS FINANCIERS ....67
36. ENGAGEMENTS HORS BILAN ....69
37. GESTION DES RISQUES ....69
38. PARTIES LIEES ....69
38.1. REMUNERATION DES DIRIGEANTS ....70
38.2. AUTRES PARTIES LIEES ....70
39. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ....71

*Abréviations*

| | |
|---|---|
| CIE | Compagnie Ivoirienne d'Electricité |
| FCFA | Franc de la Communauté Financière Africaine |
| GS2E | Groupement des Services Eau et Electricité |
| IAS | International Accounting Standards |
| IASB | International Accounting Standards Board |
| IFRIC | International Financial Reporting Committee |
| IFRS | International Financial Reporting Standard |
| MFCFA | Millions de Francs de la communauté financière africaine |
| OHADA | Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires |
| SDE | Sénégalaise des Eaux |
| SGA2E | Société de gestion pour les agents de l'eau et de l'électricité |
| SIDIP | Société Internationale D'Investissement et de Participations |
| SODECI | Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire |
| SYSCOHADA | Système comptable de l'OHADA |

## A - ETAT DU RÉSULTAT NET

| (en millions de Francs CFA) | Note | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|---|
| Ventes de marchandises | | 73 437 | 67 673 |
| Prestations de services | | 102 021 | 92 998 |
| **Produits des activités ordinaires** | **25** | **175 458** | **160 671** |
| Achats consommés | **26** | (76 443) | (73 247) |
| Charges externes | **27** | (47 234) | (41 600) |
| Charges de personnel | **28** | (24 124) | (22 964) |
| Impôts et taxes | **29** | (3 768) | (3 171) |
| Dotations/Reprises Amortissement et Provisions - nets | **30** | (13 861) | (10 137) |
| Autres produits d'exploitation | **31** | 118 | 75 |
| Autres charges d'exploitation | **31** | (518) | (1 164) |
| **Résultat opérationnel courant** | | **9 628** | **8 464** |
| Autres produits et charges opérationnels | **32** | (235) | (249) |
| **Résultat opérationnel** | | **9 393** | **8 215** |
| Coût de l'endettement financier | **33** | (454) | (459) |
| Revenu des équivalents de trésorerie | **33** | 329 | 467 |
| Autres charges et produits financiers | | (60) | (159) |
| **Résultat avant impôt** | | **9 207** | **8 064** |
| Impôt sur les bénéfices | **34** | (3 080) | (2 689) |
| **Résultat net de l'exercice** | | **6 127** | **5 375** |
| Résultat net - Part du groupe | | **6 127** | **5 375** |
| Nombre d'actions en circulation | | 9 000 000 | 9 000 000 |
| **Résultat par action en FCFA** | | **681** | **597** |
| **Résultat par action dilué en FCFA** | | **681** | **597** |

## B - ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL

L'état du résultat global présente le résultat de l'exercice ainsi que les produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres sur la ligne « autres éléments du résultat global » en application des IFRS :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| **Résultat net de l'exercice** | **6 127** | **5 375** |
| Ecarts actuariels sur avantages au personnel | 57 | 16 |
| Impôts différés sur écarts actuariels | (14) | (4) |
| ***Sous-total éléments non recyclables*** | **43** | **12** |
| **Total des autres éléments du résultat global** | **86** | **12** |
| **Résultat global de l'exercice** | **6 213** | **5 387** |

Les écarts actuariels enregistrés en résultat global portent sur les engagements postérieurs à l'emploi.

## C - ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE

### ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE ACTIF

| (en millions de Francs CFA) | Note | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|---|
| Autres immobilisations incorporelles | 6 | 1 051 | 1 034 |
| Actifs au titre des droits d'utilisation | 7 | 6 806 | 6 966 |
| Immobilisations corporelles | 8 | 39 362 | 38 164 |
| Immeubles de placement | 9 | 3 718 | 3 984 |
| Actifs financiers non courants | 10 | 3 136 | 799 |
| Impôts différés | | 3 461 | 2 285 |
| **Total des actifs non courants** | | **57 533** | **53 232** |
| Stocks | 11 | 31 403 | 30 505 |
| Créances clients | 12 | 190 558 | 160 292 |
| Autres débiteurs | 13 | 105 134 | 96 439 |
| Autres actifs courants | 14 | 608 | 338 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 15 | 4 097 | 12 996 |
| **Total des actifs courants** | | **331 800** | **300 570** |
| **Total actif** | | **389 333** | **353 802** |

## ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE PASSIF

| (en millions de Francs CFA) | Note | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|---|
| Capital | **16** | 4 500 | 4 500 |
| Prime d'émission | | 256 | 256 |
| Ecart de réévaluation | | 1 045 | 1 045 |
| Réserves consolidées | | 14 715 | 13 798 |
| Résultat de l'exercice | | 6 127 | 5 375 |
| **Total des capitaux propres** | | **26 644** | **24 974** |
| Emprunts et Dettes financières non courantes | **17** | 2 762 | 200 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation (IFRS 16) - non courant | **17** | 4 467 | 4 851 |
| Avantages au personnel | **17** | 4 731 | 4 140 |
| Provisions | **19** | 5 943 | 3 169 |
| **Total des passifs non courants** | | **17 902** | **12 360** |
| Emprunts et Dettes financières courantes | **17** | 70 597 | 79 317 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation (IFRS 16) - courant | **17** | 3 719 | 3 757 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | **20** | 166 654 | 136 971 |
| Autres créditeurs | **22** | 76 776 | 75 715 |
| Dettes d'impôt exigible | **23** | 4 456 | 2 784 |
| Autres passifs courants | **24** | 22 586 | 17 925 |
| **Total des passifs courants** | | **344 787** | **316 468** |
| **Total passif et capitaux propres** | | **389 333** | **353 802** |

## D - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| (en millions de Francs CFA) | Capital | Primes liées au capital | Réserves et résultat | Part du Groupe | Total |
|---|---|---|---|---|---|
| **Situation au 1er janvier 2022** | **4 500** | **256** | **19 151** | **23 907** | **23 907** |
| Autres éléments de résultat global | | | 12 | 12 | **12** |
| Résultat de l'exercice | | | 5 375 | 5 375 | **5 375** |
| **Résultat global** | **-** | **-** | **5 387** | **5 387** | **5 387** |
| Distribution de dividendes | | | (4 320) | (4 320) | **(4 320)** |
| **Situation au 31 décembre 2022** | **4 500** | **256** | **20 218** | **24 974** | **24 974** |
| Autres éléments de résultat global | | | 43 | 43 | **43** |
| Résultat de l'exercice | | | 6 127 | 6 127 | **6 127** |
| **Résultat global** | **-** | **-** | **6 170** | **6 170** | **6 170** |
| Distribution de dividendes | | | (4 500) | (4 500) | **(4 500)** |
| **Situation au 31 décembre 2023** | **4 500** | **256** | **21 888** | **26 644** | **26 644** |

## E - TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Résultat net total | 6 127 | 5 375 |
| Elimination des incidences de : | | |
| . Amortissements et provisions | 13 243 | 9 070 |
| . Résultats de cession | 235 | 249 |
| Impôt sur les bénéfices | 3 080 | 2 689 |
| Coût de l'endettement financier net | 125 | (8) |
| Capacité d'autofinancement | 22 810 | 17 375 |
| . Variation des créances clients | (39 231) | (68 417) |
| . Variation des stocks | (898) | (295) |
| . Variation des dettes fournisseurs | 35 041 | 25 949 |
| Incidence de la variation de BFR | (5 088) | (42 763) |
| Impôts payés | (2 598) | (2 336) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles** | **15 124** | **(27 724)** |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | (7 292) | (11 701) |
| Variation des prêts et avances consentis | (2 337) | (457) |
| Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | 27 | 22 |
| Acquisition de titres | | (89) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement** | **(9 602)** | **(12 225)** |
| Comptes courants d'actionnaires | (39) | (55) |
| Dividendes versés | (4 500) | (4 320) |
| Emissions d'emprunts | 6 649 | 4 811 |
| Remboursements d'emprunts | (7 092) | (9 016) |
| Remboursements des dettes locatives (IFRS 16) | (3 531) | (3 926) |
| Intérêts versés sur dette locative | (71) | (352) |
| Intérêts financiers nets | (58) | 330 |
| Autres flux liés aux opérations de financement (*) | 2 208 | 19 430 |
| **Flux de trésorerie liés aux activités de financement** | **(6 434)** | **6 902** |
| Incidence de la variation de change | 0 | 0 |
| Effet des changements de méthode | 0 | 0 |
| **Variation nette de la trésorerie** | **(912)** | **(33 047)** |
| Trésorerie d'ouverture | (8 996) | 24 051 |
| Variation de trésorerie | (913) | (33 047) |
| **Trésorerie de clôture** | **(9 909)** | **(8 996)** |

## F - NOTES AUX ETATS FINANCIERS

A des fins d'information de ses actionnaires, les états financiers individuels de SODECI ont été établis au 31 décembre 2023, en conformité avec les normes IFRS. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 3 avril 2024.
La SODECI est une société anonyme avec Conseil d'Administration ayant son siège social 1 avenue Christiani à Abidjan. Son capital s'élève à 4,5 milliards de Francs CFA décomposé en 9 millions d'actions de valeur nominale de 500 Francs CFA.

Les états financiers couvrent une période de 12 mois et sont présentés en millions de Francs CFA (sauf mention contraire) comparativement aux états financiers individuels établis au 31 décembre 2022.

### 1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

En application de l'acte uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière adopté le 26 janvier 2017, il a été fait obligation aux Sociétés dont les titres sont cotés à une bourse de valeur, d'établir et de présenter leurs états financiers individuels selon les normes IFRS.

Les états financiers individuels au titre de l'exercice 2023 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'IASB, en comparatif avec l'exercice 2022.

### 2. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

#### A. Présentation de l'activité

La SODECI produit, transporte et distribue l'eau potable sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Ivoire. La société est en charge également du traitement des eaux usées sur la ville d'Abidjan et sa périphérie.

#### B. Faits marquants de l'exercice 2023

***Au plan économique***

- Selon l'Institut National de la Statistique (INS), l'inflation se situe en moyenne à 4,5% à fin novembre 2023. Cet indicateur enregistre une baisse par rapport au niveau à fin septembre 2023 qui s'établissait à 4,6%. Ce taux d'inflation demeure au-dessus du seuil de convergence communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.
- Les tarifs de l'électricité ont connu une hausse de 15% sur les raccordements MT et 10% sur la BT. La hausse tarifaire est en vigueur depuis le 1er juillet 2023.

***Au plan de la desserte en eau potable***

- On note une croissance des volumes achetés à l'usine de la Mé sur l'année 2023 (28 millions de m³ en 2023 contre 15 millions de m³ en 2022).
- Il y a également eu une intensification de l'activité travaux (en particulier les travaux sur le FDE) avec la mise en œuvre d'importants chantiers comme les travaux de la CAN 2023 pour améliorer la desserte dans la ville de Yamoussoukro.

***Au plan social***

- La SODECI a procédé à la revalorisation des salaires minima catégoriels conventionnels conformément aux accords issus des négociations entre les organisations d'employeurs et les organisations professionnelles des travailleurs. Sous l'égide du Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale. La revalorisation a été appliquée avec un effet rétro actif au 1er janvier 2023.

***Production***

La Production totale société, à fin décembre 2023 est de 351,9 millions de m3 dont 212,6 millions de m³ à Abidjan et 139,3 millions de m³ pour l'intérieur. Elle varie de + 19,4 millions de m³ comparativement à décembre 2022.

Abidjan
- La production d'Abidjan est en hausse de 7,880 millions de m³ et 4 millions de m³ respectivement par rapport à décembre 2022 et au plan 2023. Cette variation s'explique principalement par la hausse de l'apport de l'usine de la Mé.

Intérieur
- La production à l'intérieur du pays s'est, quant à elle, accrue de 11,5 millions de m³ comparativement à décembre 2022 et cette variation s'explique par les raisons suivantes :
- La prise en compte de nouveaux abonnés suite au projet PREMU à Agboville et Tiassalé ;
- La réalisation de nouveaux forages, l'augmentation du temps de fonctionnement de certaines unités de production (M'Basso, RPE) ainsi que le renforcement de production dans les localités ci-après : Bondoukou, Bettié, Nassian, Kounfao, Yamoussoukro et Man ;
- La mise en service des usines d'Adzopé et de Sinématiali 2 ;
- Les extensions de réseaux et l'impact des nouveaux abonnés des villes de Grand-Bassam et Anyama ;
- Les extensions de réseaux et l'impact des nouveaux abonnés.

***Facturation***

La Facturation s'établit à 292,4 millions de $m^3$, dont 163,171 millions de $m^3$ à Abidjan et 129,250 millions de $m^3$ pour l'intérieur. La hausse est respectivement de 23,814 millions de $m^3$ par rapport à décembre 2022.

Abidjan

- L'amélioration de la facturation, de 12,5 millions de $m^3$, par rapport à décembre 2022 est induite, d'une part, par la croissance de la production et des abonnés en lien avec les extensions réseaux dans la ville ainsi que les campagnes promotionnelles et, d'autre part, par le résultat satisfaisant des actions de lutte contre la fraude menée dans l'ensemble des directions régionales.

Intérieur

- La hausse de la facturation de 11,363 millions de $m^3$, par rapport à décembre 2022 est liée à l'augmentation de la production avec la mise en service de nouvelles unités de production (cf. page 12), l'acquisition de nouveaux clients et la poursuite des actions de lutte contre la fraude.

***Ratio***

Le ratio de facturation total société, à fin décembre 2023, atteint 83,1% avec Abidjan et l'intérieur respectivement à 76,7% et 92,8%. Il s'est amélioré de 2,31 points par rapport à fin décembre 2022.

Abidjan

- La hausse du ratio de facturation de 3,1 points par rapport à décembre 2022 est la résultante des actions de lutte contre la fraude et d'assainissement des mailles menées dans les directions régionales de la ville d'Abidjan, du renforcement de l'encadrement de proximité et de la mise en œuvre du projet PRIS/APTF.

Intérieur

- Le ratio à l'intérieur du pays à fin décembre 2023 (92,8%) est stable par rapport à décembre 2022.

## 3. MÉTHODES COMPTABLES

### *3.1. Evolution du référentiel comptable*

Les états financiers de SODECI ont été établis selon les principes définis par l'IASB (International Accounting Standards Board) et comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les référentiels comptables sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2022 et détaillés dans les états financiers publiés à cette date. À la clôture de l'exercice, il n'existe pas de différence impactant le groupe SODECI entre le référentiel utilisé et les normes adoptées par l'IASB dont l'application est obligatoire à l'exercice présenté. Les principes comptables appliqués restent inchangés par rapport à ceux de l'exercice précédent, à l'exception de l'adoption des textes suivants, appliqués depuis le 1er janvier 2023 :

- Norme IFRS 17 « Contrats d'assurance »
- Modifications d'IFRS 17 : « Première application d'IFRS 17 et IFRS 9 – Information comparative »
- Modifications d'IAS 8 : « Définition des estimations comptables »
- Modifications d'IAS 1 et de l'IFRS Practice Statement 2 : « Informations à fournir sur les méthodes comptables »
- Modifications d'IAS 12 : « Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction »
- Modifications d'IAS 12 « Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2 ».

Par ailleurs, le Groupe n'a appliqué de façon anticipée aucune norme, interprétation ou amendement. Les normes, modifications et interprétations publiées d'application obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2023 et pouvant avoir un impact sur les états financiers du Groupe sont les suivantes :

- Modifications d'IFRS 16 : « Obligation locative découlant d'une cession-bail »
- Modifications d'IAS 1 :
- « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants »
- « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants – Report de la date d'entrée en vigueur »
- « Passifs non courants assortis de clauses restrictives »
- Modifications d'IAS 7 et d'IFRS 7 : « Accords de financement de fournisseurs »
- Modifications d'IAS 21 « Absence de convertibilité ».

### *3.2. Actifs non courants*

#### 3.2.1. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles concernent uniquement des actifs à durée de vie finie. Ceux-ci sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité.

#### 3.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition minoré des amortissements et le cas échéant des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Constructions et agencements | 15 à 20 ans |
| Matériels et machines | 3 à 10 ans |
| Matériels de transport | 3 à 5 ans |
| Matériels électriques et compteurs | 10 à 15 ans |

Les droits d'utilisation correspondent principalement à des contrats de location pour des biens immobiliers (bureaux, locaux et logements de fonction), des véhicules et du matériel informatique.

### 3.2.3. Immeubles de placement

SODECI détient deux tours jumelles dont une est mise en location. L'immeuble en location répond à la définition d'un immeuble de placement au sens de la norme IAS 40. L'immeuble est valorisé à la juste valeur à la date de transition de SODECI aux normes IFRS le 01 janvier 2018 et amorti linéairement sur 20 ans. SODECI opte pour le modèle du coût, ses immeubles de placement ne seront pas revalorisés ultérieurement.

### 3.2.4. Contrats de location

Les contrats de location sont comptabilisés selon un modèle unique prescrit par la norme IFRS 16 sous la forme :

- D'un droit d'utilisation amorti sur la durée résiduelle du contrat de location après prise en compte d'une éventuelle période de renouvellement. Les actifs au titre des droits d'utilisation relatifs à l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » sont présentés au sein des immobilisations corporelles à partir de la date de mise à disposition de l'actif sous-jacent. Ils sont amortis linéairement sur la durée d'engagement du contrat. Celle-ci correspondant à la durée contractuelle non résiliable à laquelle s'ajoutent les options de prolongation que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer, ainsi quelles options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer. De ce fait, il a été nécessaire pour certains contrats d'exercer un jugement de la part de la société concernant l'estimation de la période d'engagement, comme précisé dans la note 5. La valeur de ces actifs correspond aux engagements de loyers futurs actualisés sur la durée ferme du contrat, ajustés des paiements effectués d'avance, franchises de loyer, coûts directs initiaux et coûts de remise en état. Les droits d'utilisation correspondent principalement à des contrats de location pour des biens immobiliers (bureaux, locaux et logements de fonction), des véhicules et du matériel informatique.
- D'une obligation locative au passif égale à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal. Les loyers versés sont comptabilisés comme des remboursements de dette locative.

Pour déterminer si un contrat contient un contrat de location, la société apprécie si ce contrat lui confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Il apprécie donc :

- o le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien déterminé ;
- o le droit de décider de l'utilisation du bien déterminé, en particulier le droit d'utiliser le bien et à quelle fin.

La société a retenu d'exclure les contrats d'une durée inférieure à douze mois et d'exclure les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les contrats qualifiés de location financement selon le Syscohada Révisé ont été reclassés sur la ligne Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location (IFRS16) pour la partie active et en Emprunts liés aux droits d'utilisation (IFRS 16) pour la partie passive.

Le montant de l'obligation locative au passif est dépendant des hypothèses retenues en matière de durée des engagements et de taux d'emprunt marginal utilisés comme taux d'actualisation. Les taux utilisés ont été estimés en fonction de la devise, de la durée de l'obligation, du risque crédit de SODECI.

### 3.2.5. Contrats de concession et d'affermage

La société opère dans la gestion déléguée de l'eau et des services publics dans le cadre de contrats de type concession et de type affermage octroyés par l'Etat Ivoirien.

IFRIC 12 s'applique aux accords de concession de services public-privé dont le concédant contrôle ou réglemente les services devant être fournis par le concessionnaire par le moyen de l'infrastructure ainsi que les bénéficiaires du service et les tarifs de vente des prestations.

Cette interprétation s'applique aux infrastructures que le concessionnaire construit ou acquiert auprès d'un tiers aux fins de l'accord de services ainsi qu'aux infrastructures existantes dont l'accès est donné par le concédant au concessionnaire aux fins de l'accord de services. Les contrats entrant dans le champ d'application de cette interprétation sont comptabilisés selon les principes décrits ci-après.

**Contrat de distribution publique urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire (affermage) - SODECI**

Dans le cadre de ce contrat, SODECI gère la production, le transport et la distribution de l'eau potable. L'Etat de Côte d'Ivoire, autorité concédante, propriétaire des infrastructures, conserve à sa charge la gestion du patrimoine et le développement du Secteur de l'eau potable et doit notamment réaliser les travaux qui ne sont pas à la charge de SODECI. Le prix de vente de l'eau applicable aux usagers est fixé par décret en Conseil des Ministres. SODECI facture les usagers pour le compte de l'Etat. La rémunération de SODECI correspond à une quote-part de la facturation des usagers conditionnée à l'encaissement des montants dus par les usagers. Le contrat ne prévoit pas d'investissement dans les infrastructures à la charge de SODECI.

L'Etat a la possibilité, en fin de contrat, de racheter les biens d'exploitation acquis par la société à dire d'expert. Ces biens dits « de reprise » sont notamment constitués des compteurs, des véhicules, du matériel informatique, et d'outillage. Ces actifs sont comptabilisés en immobilisations corporelles conformément à IAS 16.

Ce contrat entre dans le champ d'application d'IFRIC 12, mais ne fait l'objet d'aucun retraitement, SODECI ne supportant pas les travaux de construction ou d'amélioration de l'infrastructure, et ne devant pas restituer ses propres actifs en fin de contrat.

Les infrastructures, propriétés de l'Etat, ne sont pas comptabilisées en tant qu'immobilisations corporelles de SODECI, l'accord contractuel de services ne conférant pas à SODECI le droit de contrôler l'utilisation de l'infrastructure de service public. En effet, SODECI a accès à l'exploitation de l'infrastructure afin de fournir un service public pour le compte du concédant conformément aux stipulations du contrat.

Il en ressort que les biens de reprise de SODECI sont comptabilisés en immobilisations corporelles.

Dans le cadre de ce contrat, SODECI agit en tant qu'agent. Ainsi, seule la rémunération perçue par SODECI au titre de ses prestations et les charges y afférentes sont comptabilisées en résultat au fur et à mesure que le service est rendu. Les éléments facturés pour le compte de l'autorité concédante et les charges y afférentes sont exclus du compte de résultat.

**Contrat de service d'entretien et d'exploitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage de la ville d'Abidjan - SODECI**

Dans le cadre de ce contrat d'affermage, SODECI gère et exploite à titre exclusif le service public de l'assainissement sur l'agglomération d'Abidjan. Les travaux qui ne sont pas mentionnés dans le Contrat d'Affermage d'Abidjan sont à la charge de l'Etat de Côte d'Ivoire qui reste maître d'ouvrage. Le tarif usager est fixé par décret en Conseil des Ministres. SODECI facture les usagers pour le compte de l'Etat sur la base des tarifs définis par ce dernier.

SODECI perçoit une quote-part du tarif usager au titre des eaux usées et un montant forfaitaire fixé par l'Etat au titre des eaux pluviales évacuées.

Le contrat ne prévoit pas d'investissement dans les infrastructures à la charge de SODECI. L'Etat a la possibilité de racheter les biens de reprise à dire d'expert en fin de contrat. Ces actifs sont comptabilisés en immobilisations corporelles conformément à IAS 16.

Ce contrat entre dans le champ d'application d'IFRIC 12, mais ne fait l'objet d'aucun retraitement, SODECI ne supportant pas les travaux de construction ou d'amélioration de l'infrastructure, et ne devant pas restituer ses propres actifs en fin de contrat.

Les infrastructures, propriétés de l'Etat, ne sont pas comptabilisées en tant qu'immobilisations corporelles de SODECI, l'accord contractuel de services ne conférant pas à SODECI le droit de contrôler l'utilisation de l'infrastructure de service public. En effet, SODECI a accès à l'exploitation de l'infrastructure afin de fournir un service public pour le compte du concédant conformément aux stipulations du contrat.

Dans le cadre de ce contrat, SODECI agit en tant qu'agent. Ainsi, seule la rémunération perçue par SODECI au titre de ses prestations et les charges y afférentes sont comptabilisées en résultat au fur et à mesure que le service est rendu. Les éléments facturés pour le compte de l'autorité concédante et les charges y afférentes sont exclus du compte de résultat consolidé.

### 3.2.6. Dépréciation des actifs

Conformément à la norme IAS 36, la société examine régulièrement s'il existe des indices de perte de valeur des actifs incorporels et corporels. S'agissant du goodwill,

la valeur recouvrable est estimée dès qu'il existe un indice quelconque que l'actif a subi une perte de valeur et à minima une fois par an, à la date de clôture annuelle. A cette fin, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (UGT) pour être testés.
La SODECI exerçant une activité unique, elle constitue elle-même une seul UGT.

S'il existe de tels indices, la société effectue un test de perte de valeur afin d'évaluer si sa valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité, est supérieure ou égale à sa valeur nette comptable. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Le taux d'actualisation retenu reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif ou aux UGT. En l'absence de taux spécifique à l'actif testé, le taux utilisé est déterminé à partir du coût moyen du capital.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie (ou groupe d'unités), puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité (du groupe d'unités).

Au 31 décembre 2023, il n'existe pas d'indice de perte de valeur pour les actifs corporels et incorporels.

### *3.3. Actifs courants*

#### 3.3.1. Stocks

Les stocks sont principalement constitués par des matières chimiques, les fournitures et les pièces de rechange non stratégiques nécessaires au fonctionnement des installations, à l'exploitation et à la maintenance des réseaux d'eau et d'énergie, étant rappelé que les infrastructures restent la propriété de l'autorité affermante.

Ils sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré au prix de revient ou à leur valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure à la valeur comptable. Le cas échéant, ils font l'objet d'une dépréciation.

Une dépréciation est constatée lorsque la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable. L'appréciation de la valeur recouvrable prend en compte la rotation des stocks et la nature des pièces considérées.

#### 3.3.2. Créances clients

Les créances clients sont évaluées à leur valeur recouvrable, sous déduction des dépréciations tenant compte de la perte attendue sur la vie de la créance conformément au modèle simplifié d'IFRS 9 applicable aux créances commerciales. Les créances clients sont principalement des créances de l'Etat et des organismes publics.

Les créances intègrent les créances des Secteurs pour lesquelles le risque de contrepartie est supporté par ces derniers ainsi que les créances des entités opérationnelles dues au titre de leurs prestations. Les clients sont constitués de clients publics, parapublics et privés.

Concernant les clients publics et parapublics, une dépréciation est constatée pour le montant de la perte attendue sur la vie de la créance déterminée en fonction du risque de la contrepartie.

Concernant les clients privés, la perte attendue sur la vie de la créance est déterminée en tenant compte du taux de non-recouvrement constaté. Ce taux évolue notamment en fonction de :

- l'antériorité des créances : les créances présentant une antériorité supérieure à un an sont dépréciées à hauteur de 80 à 100% en fonction de la nature des clients et de l'activité à laquelle ils se rapportent ;
- la position de l'abonné – actif ou résilié : les créances des clients résiliés sont dépréciées en totalité pour la part relative aux exercices antérieurs et à hauteur de 80 à 100%, en fonction de la nature des clients et de l'activité à laquelle ils se rapportent, pour la part des créances nées sur la période ;
- l'évolution du risque de non-recouvrement pour les impayés multiples de clients actifs.

Toutes les dépréciations des créances sont constituées nettes des avances sur consommations.

### *3.4. Autres actifs financiers*

Les autres actifs financiers sont constitués des créances d'exploitation, des dépôts et gages, des prêts, des actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie comprennent les placements de trésorerie réalisables à très court terme, facilement convertibles en liquidités et exposés à un risque non significatif d'évolution de valeur.

La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés à l'actif du bilan, ainsi que les découverts bancaires revêtant la nature de trésorerie.

Les méthodes suivantes sont appliquées aux actifs financiers :

- les créances, les dépôts et les gages sont comptabilisés à leur valeur nominale, l'effet de l'application de la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif n'étant pas jugé significatif. Des dépréciations sont constatées sur la base des pertes attendues ;
- les actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées en capitaux propres, sur la ligne « autres éléments du résultat global » sans recyclage ultérieur en résultat ;
- les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur, les variations de valeurs étant enregistrées en résultat financier de la période.

### *3.5. Passifs financiers*

Les passifs financiers comprennent les dettes vis-à-vis des fournisseurs, les dettes financières, les instruments dérivés ayant une valeur négative et les dettes d'exploitation. En application d'IFRS 9, les dettes et les dettes financières sont évaluées initialement à leur juste valeur nette des coûts de transaction puis selon la méthode du coût amorti au taux effectif d'intérêt. La charge d'intérêt est comptabilisée en résultat financier de la période selon cette même méthode.

Les dettes financières telles que présentées à la note 16 comprennent les emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16. Ces dettes de location sont inscrites au passif en contrepartie d'un droit d'utilisation d'un actif loué tel que décrit dans la note 3.2.4

### *3.6. Avantages au personnel*

La SODECI participe à des régimes postérieurs à l'emploi, incluant les régimes de retraites et d'indemnités de fin de carrière ainsi qu'à des régimes à long terme, incluant essentiellement les gratifications d'ancienneté.

Pour les régimes à cotisations définies, SODECI comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, SODECI n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes des indemnités de fin de carrières et pour les autres avantages à long terme, les provisions sont déterminées en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédits projetées qui prévoit que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse d'âge de départ en retraite ;
- un taux d'actualisation ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel ;
- Le taux de mortalité et le taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par les changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience sur le calcul des engagements. Les écarts actuariels portant sur les engagements postérieurs à l'emploi (les indemnités de départ en retraite principalement) sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Ils ne sont pas recyclés en résultat par la suite. Les écarts actuariels portant sur les engagements à long terme sont comptabilisés immédiatement en résultat.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée en résultat opérationnel.

### *3.7. Provisions*

Une provision est comptabilisée lorsque SODECI a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que SODECI doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information est alors fournie dans les notes avec les états financiers.

Les passifs éventuels correspondent soit à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou à des obligations probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Aucun passif éventuel n'a été identifié au titre des périodes présentées dans les présents états financiers.

Lorsque la société dispose d'un échéancier fiable et que l'effet de l'actualisation est significatif, les passifs sont actualisés.

### 3.8. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat comprend l'impôt à payer au titre de la période et l'impôt différé.

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est jugée probable.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté par les juridictions compétentes à la date de clôture, en fonction de l'échéance prévisionnelle de remboursement des différences temporelles. La règle du report variable est appliquée et l'effet de tout changement de taux d'imposition est comptabilisé dans le compte de résultat à l'exception de changements relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

### 3.9. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires de SODECI incluent essentiellement :

- les produits liés aux activités de travaux de SODECI Les contrats prévoient en général une obligation de performance unique correspondant à la réalisation d'un ouvrage. Le prix de l'ouvrage est prévu au contrat. Les contrats peuvent prévoir des pénalités de retard qui sont traitées comme une part variable du prix de transaction. L'obligation de performance est satisfaite en continu selon le critère d'IFRS 15.35b car le client contrôle l'actif au fur et à mesure de sa construction ;
- la rémunération des contrats d'assainissement de SODECI. Ce service est assuré en continu, et le chiffre d'affaires reconnu au fur et à mesure ;
- la rémunération de fermier de SODECI. Le client reçoit et consomme les avantages générés par la prestation (fourniture d'eau) au fur et à mesure. La rémunération du fermier sur la base du M3 est fixée par l'autorité concédante en application du mécanisme prévu au contrat. Le transfert du contrôle se fait en continu au fur et à mesure de la consommation du bien transféré (eau).

### 3.10. Estimation de l'eau en compteur

A la date d'arrêté, le volume d'eau vendu est estimé sur la base de production réelle et des historiques de rendement propres à chaque entité. En outre, cette estimation couvre une période réduite du fait de la périodicité courte de relevé des compteurs.

### 3.11. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est défini par différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt. Il exclut également les autres produits et charges opérationnels non courants.

### 3.12. Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants correspondent aux produits et charges qui ne sont pas considérés comme normalement générés ou encourus dans le cadre des activités courantes de SODECI.

### 3.13. Incertitudes relatives aux traitements fiscaux

IFRIC 23 explique comment déterminer la position fiscale comptable en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'Interprétation exige que la Société :

- détermine si les positions fiscales incertaines sont évaluées séparément ou en tant que groupe;
- évalue s'il est probable qu'une administration fiscale acceptera un traitement fiscal incertain utilisé:

  - o dans l'affirmative, la Société doit déterminer sa position fiscale comptable en accord avec le traitement fiscal utilisé,
  - o dans la négative, la Société doit refléter l'effet de l'incertitude en déterminant sa position fiscale comptable suivant la méthode du montant le plus probable ou la méthode de la valeur attendue.

Les impacts de la norme sur les états financiers annuels de la Société sont non significatifs.

### 3.14. Principaux retraitements opérés par rapport aux comptes locaux

Depuis le 1er janvier 2018, le référentiel SYSCOHADA révisé s'applique dans les pays membres de l'espace OHADA (Organisation pour l'Harmonisation du Droit des affaires en Afrique) pour la tenue des comptes sociaux. Cette révision du référentiel converge vers les normes IFRS.

A partir du 1er janvier 2018, les retraitements du contrat d'affermage ainsi que des contrats de concession, tels qu'exposés en note 3.2.5 des présents états financiers, sont constatés directement dans les comptes locaux.
Les principaux retraitements subsistants entre les comptes locaux SYSCOHADA tels que ces comptes sont publiés par la société et les comptes établis selon le référentiel IFRS portent sur :

- le retraitement des produits et charges du Secteur : comme précisé en note 4, SODECI est une entité collectrice pour le « Secteur » ; les ressources collectées pour le compte du Secteur ainsi que les emplois liés sont exclus du compte de résultat (redevances, taxes et surtaxes collectées), la société ne supportant pas le risque de recouvrabilité lié à ces créances. Ces ressources et les emplois afférentes sont comptabilisés au bilan dans les comptes établis selon le référentiel local ;
- la comptabilisation des impôts différés actifs et passifs dans les comptes IFRS selon les principes décrits en note 3.8 des présents états financiers ;
- la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels liés aux avantages au personnel telle que décrite en note 3.6 des présents états financiers ;
- La revalorisation de l'immeuble de placement à la juste valeur lors de la transition aux IFRS le 1er janvier 2018 ;
- la comptabilisation des impacts d'IFRS 16, à savoir la constatation en actifs corporels de droits d'utilisation et au passif d'obligations locatives long terme et court terme selon les principes décrits en note 3.2.4 la comptabilisation de dotations aux amortissements, de charges financières, l'annulation des charges de location et la comptabilisation du remboursement des obligations locatives en flux de trésorerie liés aux activités de financement.

## 4. TRAITEMENT DES COMPTES DU SECTEUR

Le secteur de l'eau potable en Côte d'Ivoire regroupe un ensemble d'acteurs institutionnels publics et privés qui concourent au fonctionnement du service public.

La SODECI est une entité collectrice pour le secteur de l'eau en Côte d'Ivoire.

La totalité de la facturation de l'eau transite par le bilan de la SODECI.

Les montants ainsi collectés sont soit reversés au Secteur dès encaissement des créances correspondantes, soit font l'objet d'une compensation avec les créances de l'Etat. Dans ce dernier cas, la compensation des créances et des dettes figurant au bilan est comptabilisée sur la base des accords signés entre les parties.

Les impacts des opérations réalisées pour le compte du Secteur sur le bilan sont décrits ci-après :

- **Impacts sur les postes de l'actif du bilan :**

| | |
|---|---|
| **Créances clients** | Les créances clients intègrent les factures émises pour le compte du Secteur au titre des ventes d'eau et non encaissées à la clôture de l'exercice. Le risque de contre-partie relatif aux créances clients du Secteur est supporté par le Secteur. Ainsi, ces créances ne font pas l'objet de dépréciation dans les comptes.<br>Ces créances intègrent également :<br>- Les rémunérations fermières non encaissées à la clôture de l'exercice ;<br>- Les créances dues par le Secteur au titre des activités travaux. |
| **Autres débiteurs** | **Créances sur l'Etat :**<br>Les créances du Secteur sur l'Etat intégrant les redevances d'exploitation dues par le Secteur. |
| **Trésorerie** | La trésorerie intègre le déficit ou l'excédent de trésorerie du Secteur résultant du besoin ou de l'excédent en fonds de roulement de celui-ci découlant des en-cours gérés pour son compte. |

- **Impacts sur les postes du passif du bilan :**

| | |
|---|---|
| **Autres Créditeurs** | **Autres dettes courantes :**<br>Les autres dettes intègrent :<br>- Les surtaxes à payer et liées aux factures clients non encaissées à la clôture de l'exercice. |

## 5. ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

La préparation des états financiers selon le référentiel IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les estimations et hypothèses sont notamment sensibles en matière d'évaluation :

- des passifs incluant les instruments dérivés et les avantages au personnel ;
- de test de dépréciation des actifs ;
- des provisions ;
- de la part du chiffre d'affaires correspondant à l'eau en compteur et la rémunération y afférente à la date

d'arrêté des états financiers tel que décrit en note 3.8 « Estimation de l'eau en compteur » et la rémunération y afférente qui sont largement fondées sur des estimations de résultat et de flux de trésorerie.
- de la qualification de partenariat de la participation dans GS2E
- de l'immeuble locatif en tant qu'immeuble de placement

**Durée des contrats de location**

La SODECI détermine la durée d'un contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les intervalles visés par :

- o toute option de prolongation du contrat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer ;
- o toute option de résiliation du contrat de location que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

La norme précise que le contrat n'est plus exécutoire lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de résilier le contrat de location sans l'accord de l'autre partie et en ne s'exposant, tout au plus, qu'à une pénalité négligeable. De ce fait, la SODECI a considéré que le preneur détient une option de prolongation dès lors qu'un contrat inclut une clause mentionnant que le bailleur peut s'opposer au droit au renouvellement du bail en réglant au locataire une indemnité d'éviction. L'opposition au droit au renouvellement étant considérée peu probable au vu des indemnités devant être versées. La SODECI a estimé dans ce cas de figure qu'il y avait une certitude raisonnable d'exercer l'option de prolongation. La date de fin de contrat est alors estimée comme étant celle de la fin du contrat de concession ou d'affermage, date à laquelle les contrats seront transférés au nouveau fermier.

La société comptabilise ses contrats d'un an renouvelables par tacite reconduction et ne contenant aucune clause de versement d'indemnité au preneur directement en compte de résultat. Ces contrats présentent, en effet un horizon d'engagement économique inférieur à un an.

**Instruments financiers**

IFRS 9 " Instruments financiers " expose les dispositions à suivre pour la comptabilisation et l'évaluation des actifs, passifs financiers et de certains contrats d'achat ou vente d'éléments non financiers.
Phase I – Classement et évaluation des actifs financiers
Les dispositions d'IFRS 9 quant à la classification et l'évaluation des actifs financiers sont basées sur le modèle de gestion de l'entreprise et des caractéristiques contractuelles des actifs financiers.

Lors de la mise en œuvre de cette norme, La Société a procédé à la revue des caractéristiques, notamment de rémunération, de ses actifs financiers. Du fait de la pratique de la Société dans la gestion de ses actifs financiers ne détenant pas d'instruments financiers complexes, il a été conclu que l'ensemble des actifs financiers de la Société respectait le critère " Solely Payment of Principal and Interests (SPPI) " tel que défini par IFRS 9. Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti selon IAS 39 n'ont donc pas connu de changement de méthode comptable lors de la première application d'IFRS 9.

La Société a également procédé à une revue de son portefeuille d'instruments de capitaux propres, constitué principalement de titres de participations non consolidés, afin de déterminer la méthode d'évaluation de chaque titre (soit à la juste valeur par résultat, soit à la juste valeur par capitaux propres). Les titres présents en portefeuille au 1er janvier 2018 ont été évalués à leur valeur comptable telle qu'elle figurait dans les états financiers SYSCOHADA à la date de transition.
Pour les actions de sociétés cotées, cette juste valeur est déterminée sur la base du cours de Bourse à la date de clôture. Pour les titres non cotés, si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable à chaque clôture, ils sont maintenus au bilan à leur juste valeur initiale, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition majoré des frais de transaction, ajusté d'éventuels gains ou pertes de valeur déterminés par une analyse de la variation de la quote-part des capitaux propres détenus.
Les prêts et créances sont dorénavant classés en " Actifs financiers au coût amorti " et les actifs disponibles à la vente sont classés en " Instruments de capitaux propres " et demeurent présentés au bilan en " Autres actifs financiers ".
Les actifs financiers de la Société sont essentiellement constitués des créances sur les abonnés et des créances fiscales. Ces actifs ne portent pas intérêts et sont recouvrés à court terme. En conséquence, La Société les évalue à leur valeur nominale déduction faite de leur dépréciation.
Phase II – Modèle de dépréciation des actifs financiers
La norme a également fait évoluer les modalités de dépréciation des actifs financiers de de la Société puisque IFRS 9 impose un modèle désormais basé sur les pertes attendues. Une analyse des portefeuilles de créances commerciales et financières, ainsi que des prêts octroyés, notamment à des sociétés mises en équivalence, a été menée.
La Société a opté pour la méthode simplifiée pour mesurer les dépréciations relatives à ses créances commerciales.
Le risque de crédit lié aux créances financières et aux prêts a été mesuré selon les dispositions du modèle complet d'IFRS 9. Aucune hausse significative du risque de crédit n'a été identifiée.

Afin d'estimer le risque de non-recouvrement des actifs financiers de la Société, une analyse des pertes constatées sur l'exercice sera conduite annuellement afin d'ajuster éventuellement les taux de dépréciation.
Phase III – Comptabilité de couverture
Les dispositions d'IFRS 9 permettent de comptabiliser la variation de valeur de l'ensemble des coûts de couverture (report/déport, swap de base et primes d'options) en autres éléments du résultat global et de les recycler par résultat linéairement en cas de couverture d'une période de temps ou, dans le cas d'une couverture de transaction, au même rythme que la reconnaissance de l'opération couverte.
La Société n'enregistre pas d'opérations de couverture.

**Informations sectorielles**

Conformément à la norme IFRS 8 Secteurs opérationnels, un secteur opérationnel est une composante d'une entité :

a) qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits d'activités ordinaires et d'encourir des charges ;
b) dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ; et
c) pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le secteur opérationnel ainsi identifié et suivi par le management de la Société est relatif aux prestations de production, de transport et de distribution d'eau dans le cadre d'un contrat de concession.

Ainsi, ont été présentés les produits des activités ordinaires provenant des clients externes que sont les abonnés au service concédé.

La SODECI ne dispose que d'une seule unité de trésorerie au regard de tout ce qui précède.

**Evaluation à la juste valeur**

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux hiérarchiques, décrits ci-dessous, aux fins de présentation. La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Chacun des niveaux reflète les données d'entrée utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et passifs :

Niveau 1 – Données d'entrée correspondant à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
Niveau 2 – Données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
Niveau 3 – Données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.

La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée d'entrée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

## 6. IMMOBILISATION INCORPORELLES

| (en millions de Francs CFA) | Immobilisations incorporelles |
|---|---|
| **Valeur Brute au 1er Janvier 2022** | **5 862** |
| Acquisitions | 4 |
| Reclassements | 175 |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2022** | **6 040** |
| Acquisitions | - |
| Reclassements et autres variations | 331 |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2023** | **6 371** |
| **Amortissement et dépréciation au 1er Janvier 2022** | **(4 617)** |
| Amortissements | (388) |
| **Amortissement et dépréciation au 31 Décembre 2022** | **(5 006)** |
| Amortissements | (314) |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2023** | **(5 320)** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2022** | **1 034** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2023** | **1 051** |

Au 31 décembre 2023, les immobilisations incorporelles s'élèvent à 1 051 MFCFA. On observe une légère hausse par rapport à fin décembre 2022 de + 17 MFCFA. Cette hausse s'explique par la hausse des immobilisations brutes composées à 98 % de transfert (logiciel de gestion de compteurs prépayés) compensée par le poids du cumul des amortissements de la période.

## 7. ACTIFS AU TITRE DES DROITS D'UTILISATION

| (en millions de Francs CFA) | Actifs au titre des droits d'utilisation IFRS16 |
|---|---|
| **Valeur Brute au 1er Janvier 2022** | **11 136** |
| Activation de contrats | 3 704 |
| Cessions, mises au rebut | (420) |
| Reclassements et autres variations | 792 |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2022** | **15 212** |
| Activation de contrats | 3 176 |
| Cessions, mises au rebut | (760) |
| Reclassements et autres variations | 373 |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2023** | **18 002** |
| **Amortissements et dépréciations au 1er Janvier 2022** | **(5 689)** |
| Amortissements | (2 978) |
| Reprises sur cessions, mises au rebut | 420 |
| **Amortissements et dépréciations au 31 Décembre 2022** | **(8 247)** |
| Amortissements | (2 948) |
| **Amortissements et dépréciations au 31 Décembre 2023** | **(11 196)** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2022** | **6 965** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2023** | **6 806** |

La valeur brute au 31/12/2023 s'élèvent à 18 002 MFCFA (contre 15 212 MFCFA en 2022) et comprend des crédits-baux de véhicules pour 16 562 MFCFA (contre 13 772 MFCFA en 2022) et des contrats de location de bâtiments pour 1 440 MFCFA (sans variation par rapport à 2022).

## 8. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| (en millions de Francs CFA) | Terrains | Constructions | Installations tech, matériel & outillage | Immobilisations corporelles en cours | Total immobilisations corporelles |
|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur Brute au 1er Janvier 2022** | **578** | **25 617** | **56 125** | **3 501** | **85 822** |
| Reclassement locations financement | - | 278 | 6 398 | 5 259 | 11 935 |
| Cessions, mises au rebut | - | - | (2 348) | - | (2 348) |
| Reclassements | - | 680 | 1 760 | (4 087) | (1 647) |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2022** | **578** | **26 575** | **61 935** | **4 673** | **93 761** |
| Acquisitions | - | 67 | 5 280 | 2 350 | 7 696 |
| Cessions, mises au rebut | - | - | (1 873) | - | (1 873) |
| Reclassements et autres variations | - | 851 | 2 043 | (3 598) | (704) |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2023** | **578** | **27 493** | **67 384** | **3 425** | **98 881** |
| **Amortissements et dépréciations au 1er Janvier 2022** | **-** | **(19 316)** | **(32 906)** | **-** | **(52 222)** |
| Amortissements | - | (1 000) | (4 454) | | (5 453) |
| Reprises sur cessions, mises au rebut | - | - | 2 077 | - | 2 077 |
| **Amortissements et dépréciations au 31 Décembre 2022** | **-** | **(20 315)** | **(35 282)** | **-** | **(55 598)** |
| Amortissements | - | (1 041) | (5 251) | - | (6 292) |
| Reprises sur cessions, mises au rebut | - | - | 2 370 | - | 2 370 |
| **Amortissements et dépréciations au 31 Décembre 2023** | **-** | **(21 356)** | **(38 163)** | **-** | **(59 519)** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2022** | **578** | **6 260** | **26 653** | **4 673** | **38 164** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2023** | **578** | **6 137** | **29 221** | **3 425** | **39 362** |

Le montant des immobilisations corporelles nettes s'établit à 39 362 MFCFA au 31 décembre 2023. Il croit comparativement à fin décembre 2022 de 3 %, soit (+1 198 MFCFA).
Cette augmentation s'explique avec le niveau des acquisitions de la période notamment sur les véhicules et les compteurs en liaison avec le niveau de l'activité.

## 9. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement s'établissent à 3 718 millions de FCFA et correspondent à la partie de l'immeuble de SODECI loué à la CIE.

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Immeubles de placement | 5 312 | 5 312 |
| Amt/Dép. immeubles de placement | (1 594) | (1 328) |
| **Immeubles de placement - valeur nette** | **3 718** | **3 984** |

## 10. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Titres de participation (1) | 301 | 301 |
| Dépôts, prêts cautionnements et autres créances au coût amorti | 3 136 | 799 |
| **Actifs financiers non courants** | **3 136** | **799** |

La hausse de +2 337 millions de FCFA sur l'exercice provient de l'augmentation des prêts, cautionnements et autres créances. Cette augmentation s'explique par la cession partielle des titres reçues de l'Etat à la suite à l'opération de titrisation.

(1) SODECI détient des titres de participation de la société GS2E à hauteur de 33%, pour une valeur de 211 millions de francs CFA ainsi que de la société SGA2E à hauteur de 40%, pour une valeur de 90 millions de francs CFA.

## 11. STOCKS

Les stocks incluent essentiellement des pièces de rechange, des canalisations, des kits de branchement, des compteurs, des produits de traitement et des combustibles tels que détaillés ci-dessous :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Stocks de combustibles | 45 | 58 |
| Stocks de pièces de rechange | 5 436 | 4 845 |
| Matériel de réseau hydraulique | 24 032 | 23 682 |
| Produits de traitement | 1 951 | 1 948 |
| Divers | 528 | 505 |
| **Stocks bruts** | **31 993** | **31 038** |
| **Dépréciation des stocks** | **(589)** | **(533)** |
| **Stocks nets** | **31 403** | **30 505** |

Au 31 décembre 2023, les stocks et encours sont en légère hausse.

## 12. CRÉANCES CLIENTS

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Clients et comptes rattachés | 239 257 | 208 525 |
| Dép. clients et comptes rattachés | (48 699) | (48 233) |
| **Total Créances clients** | **190 558** | **160 292** |

Le montant des créances clients est en hausse de 30,3 milliards de francs CFA par rapport à fin 2022. Cette évolution s'explique par l'augmentation du niveau des créances clients Eau et Projets.

L'antériorité des créances clients et comptes rattachés (hors factures à établir) est la suivante :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| A moins d'un an | 92 046 | 87 809 |
| Entre un et cinq ans | 60 989 | 69 236 |
| A plus de cinq ans | 86 222 | 51 480 |
| **Total Créances clients** | **239 257** | **208 525** |

## 13. AUTRES DÉBITEURS

Les autres débiteurs s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Fournisseurs - Avances et acomptes versés | 5 875 | 9 844 |
| Créances sur personnel & org. sociaux | 534 | 386 |
| Créances de l'Etat et organismes publics | 24 860 | 23 354 |
| Créances d'exploitation diverses | 72 782 | 61 789 |
| Autres créances courantes | 1 082 | 1 066 |
| **Autres débiteurs** | **105 134** | **96 439** |

Le montant des autres débiteurs est en hausse de 8,7 milliards. Cette variation s'explique principalement par :

- Une hausse de 11 milliards de FCFA des créances d'exploitation diverses correspondant essentiellement à l'évolution du niveau d'activité (projets et travaux) ;
- Une baisse de 4 milliards de FCFA d'avances et acomptes fournisseurs versés ;
- Une hausse de 1,5 milliards de FCFA de créances de l'état et organismes publics.

## 14. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Charges constatées d'avance | 608 | 338 |
| **Total** | **608** | **338** |

## 15. TRÉSORERIE

La trésorerie s'analyse comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| **Dont :** | | |
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie dont :** | | |
| Disponibilités | 4 092 | 12 943 |
| Caisse | 10 | 51 |
| VMP | 6 | 2 |
| **Trésorerie passive** | (14 006) | (21 992) |
| **Trésorerie de clôture** | **(9 899)** | **(8 996)** |
| **Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles** | **15 124** | **(27 724)** |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement** | **(9 602)** | **(12 225)** |
| **Flux de trésorerie liés aux activités de financement** | **(6 434)** | **6 902** |
| **Variation nette de la trésorerie** | **(912)** | **(33 047)** |
| Trésorerie d'ouverture | (8 996) | 24 051 |
| Variation de trésorerie | (913) | (33 047) |
| **Trésorerie de clôture** | **(9 909)** | **(8 996)** |

## 16. CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

| (nombre de parts) | Actions ordinaires |
|---|---|
| **Actions émises au 1er Janvier 2022** | **9 000 000** |
| **Actions émises au 31 Décembre 2022** | **9 000 000** |
| **Actions émises au 31 Décembre 2023** | **9 000 000** |

En 2022 et 2023, le capital social de SODECI se décompose en 9 millions d'actions ayant une valeur nominale de 500 francs CFA. Le nombre d'actions en circulation est inchangée et ne comprend aucune action dilutive.
Le cours de l'action SODECI au 31 décembre 2023 s'établit 4 770 FCFA contre 5 465 FCFA au 31 décembre 2022.

Les réserves s'établissent à 14,7 milliards de FCFA contre 13,8 milliards de FCFA en 2022 et comprennent 3,8 milliards de FCFA de réserve légale non distribuable.
Au bénéfice net de 4 903 679 124 FCFA, s'ajoute le report à nouveau antérieur de 2 247 215 550 FCFA donnant un disponible de 7 150 894 674 FCFA, qu'il est proposé d'affecter de la manière suivante :

- Distribution de dividende : 4 815 000 000 FCFA ;
- Report à nouveau : 2 335 894 674 FCFA.

Le dividende brut par action serait alors égal à 535,00 FCFA, soit 481,50 FCFA de dividende net.

## 17. DETTES FINANCIÈRES

### *17.1 Analyse par flux*

| (en millions de Francs CFA) | Emprunts auprès établiss. de crédit | Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 | Autres emprunts et dettes assimilées | Intérêts courus | Concours bancaires et financement court teme | Dettes financières |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1er Janvier 2022** | **11 682** | **6 221** | **(0)** | **56** | **44 680** | **62 639** |
| Augmentation | 2 701 | 3 704 | 2 110 | - | - | **8 515** |
| Diminution | (6 814) | (4 018) | (2 110) | - | - | **(12 942)** |
| Reclassement et autres mouvements | (2 701) | 2 701 | - | - | - | **(0)** |
| Variation nette | - | - | - | (29) | 29 942 | **29 913** |
| **31 Décembre 2022** | **4 868** | **8 608** | **(0)** | **27** | **74 622** | **88 124** |
| Augmentation | 5 000 | 3 176 | 1 649 | - | - | **9 825** |
| Diminution | (5 376) | (3 598) | (1 649) | - | - | **(10 623)** |
| Variation nette | - | | - | (4) | (5 778) | **(5 783)** |
| **31 Décembre 2023** | **4 492** | **8 186** | **(0)** | **22** | **68 844** | **81 544** |

Les concours bancaires et financement court terme ont variés de – 5,8 milliards de FCFA afin de couvrir les besoins générés par le secteur de l'eau potable et le financement des investissements. Les sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élèvent à 3 598 MFCFA.

### *17.2 Analyse par nature (courant et non courant)*

Les dettes financières de SODECI s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | Courant | Non courant |
|---|---|---|---|
| Emprunts auprès établiss. de crédit | 4 492 | 1 730 | 2 762 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 | 8 186 | 3 719 | 4 467 |
| Intérêts courus | 22 | 22 | - |
| Concours bancaires | 68 837 | 68 837 | - |
| **Dettes financières** | **81 537** | **74 309** | **7 228** |

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2022 | Courant | Non courant |
|---|---|---|---|
| Emprunts auprès établiss. de crédit | 4 868 | 4 668 | 200 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 | 8 608 | 3 757 | 4 851 |
| Intérêts courus | 27 | 27 | - |
| Concours bancaires | 74 622 | 74 622 | - |
| **Dettes financières** | **88 124** | **83 074** | **5 051** |

Les dettes financières sont contractées auprès des banques locales (BNI, ORABANK, SGCI, BRIDGE BANK) pour couvrir les besoins d'exploitation.

Ventilation des dettes financières par échéance

La ventilation par échéance du total des dettes financières est la suivante :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| A moins d'un an | 74 309 | 83 074 |
| Entre un et cinq ans | 6 375 | 3 711 |
| A plus de 5 ans | 853 | 1 339 |
| **Total dettes financières** | **81 537** | **88 124** |

## 18. AVANTAGES AU PERSONNEL

La provision pour avantages au personnel comprend la provision pour avantages postérieurs à l'emploi et la provision pour avantages à long terme :

### *18.1. Avantages postérieurs à l'emploi*

La provision pour engagement de retraite correspond au régime d'indemnité de départ en retraite (IDR). La variation de la provision comptabilisée au bilan s'analyse comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Avantages postérieurs à l'emploi | 3 809 | 3 208 |
| Avantages à long terme | 922 | 932 |
| **Avantages au personnel** | **4 731** | **4 140** |

| (en millions de Francs CFA) | Valeur actualisée de l'obligation (DBO) 2023 | Valeur actualisée de l'obligation (DBO) 2022 |
|---|---|---|
| **Ouverture** | **3 208** | **3 410** |
| Coût des services rendus | 720 | 476 |
| Charges d'intérêts | 54 | 58 |
| Prestations versées | (116) | (721) |
| Gains et pertes actuariels et autres mouvements | (57) | (16) |
| **Clôture** | **3 809** | **3 208** |

### *18.2. Autres avantages à long terme*

Les montants comptabilisés au passif au titre de ces régimes s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | Valeur actualisée de l'obligation (DBO) 2023 | Valeur actualisée de l'obligation (DBO) 2022 |
|---|---|---|
| **Ouverture** | **932** | **829** |
| Coût des services rendus | 155 | 105 |
| Charge d'intérêts | 17 | 8 |
| Prestations versées | (182) | (10) |
| **Clôture** | **922** | **932** |

Les autres avantages à long terme intègrent essentiellement les médailles du travail.

### *18.3. Hypothèses actuarielles*

Les hypothèses actuarielles sont déterminées par entité juridique en fonction des observations historiques (taux de turn-over, taux de progression des salaires). Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 sont les suivantes :

| Synthèse des engagements | SODECI |
|---|---|
| Taux d'actualisation | 6,00% |
| Taux de turn-over | 1,00% |
| Taux de progression des salaires | 3,00% |
| Table de mortalité | Table CIMA 96 |

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2022, les principales hypothèses actuarielles retenues étaient :

| Synthèse des engagements | SODECI |
|---|---|
| Taux d'actualisation | 5,90% |
| Taux de turn-over | 1,00% |
| Taux de progression des salaires | 3,00% |
| Table de mortalité | Table CIMA 96 |

## 19. PROVISIONS

La variation des provisions sur l'exercice comprend les éléments suivants :

| (en millions de Francs CFA) | Provision pour litiges | Autres provisions pour risques | Total |
|---|---|---|---|
| **1er Janvier 2022** | **424** | **2 676** | **3 100** |
| Dotations | 23 | 1 183 | 1 206 |
| Reprises utilisées | (62) | (1 075) | (1 137) |
| **31 Décembre 2022** | **385** | **2 784** | **3 169** |
| Dotations | 23 | 2 770 | 2 793 |
| Reprises utilisées | (20) | - | (20) |
| **31 Décembre 2023** | **389** | **5 554** | **5 943** |

Les provisions augmentent de 2 774 millions de FCFA entre 2022 et 2023. Les principaux mouvements de la période concernent les provisions pour risques risque non courant (Dotations de 2 793 millions de FCFA sur l'exercice 2023). La hausse observée s'explique par l'effet combiné de :

- la hausse des dotations aux provisions pour risques et charges qui s'explique par la prise en compte, en 2023, d'une provision afin de couvrir un risque éventuel sur les branchements subventionnés sans équivalent en 2022 ;
- la baisse des dotations aux provisions clients suite aux actions de recouvrement mises en œuvre

## 20. DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 166,4 milliards de francs CFA au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 29 milliards de francs CFA par rapport au 31 décembre 2022. Cette augmentation est à mettre en lien avec l'allongement des délais de paiement des dettes fournisseurs imposée par la situation de trésorerie.

## 21. IMPÔTS DIFFÉRÉS

| (en millions de Francs CFA) | 1er Janvier 2022 | Résultat | OCI | 31 Décembre 2022 | Résultat | OCI | 31 Décembre 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Immeubles de placement | (1 062) | 66 | | (996) | 66 | | (929) |
| Avantages au personnel | 1 345 | (40) | (4) | 1 301 | 204 | (14) | 1 491 |
| Provisions non déductibles | 2 116 | 330 | | 2 446 | 1 769 | | 4 215 |
| Autres différences temporaires | (339) | (127) | | (466) | (850) | | (1 316) |
| Total impôts différés | **2 060** | 229 | (4) | **2 285** | 1 190 | (14) | **3 461** |

La hausse de l'impôt différé est l'effet conjugué de l'augmentation des autres provisions non déductibles (provision pour risque et charges sur les comptes WIZALL) et de la provision pour engagement de retraite (revalorisation du minima catégoriel).
Les impôts différés correspondent principalement à une créance d'impôt future relative à la déductibilité des avantages aux personnels, aux provisions pour dépréciation d'actif circulant compensé par la différence entre la valeur de l'immeuble de placement et sa valeur fiscale.

## 22. AUTRES CRÉDITEURS

Les autres créditeurs s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Dettes sociales | 6 119 | 6 265 |
| Dettes vis-à-vis de l'Etat | 20 707 | 25 827 |
| Autres dettes | 49 950 | 43 623 |
| **Autres créditeurs** | **76 776** | **75 715** |

Les dettes fiscales portent principalement sur la TVA non encaissée par conséquent non exigible.

## 23. DETTES D'IMPÔTS EXIGIBLES

Les dettes d'impôts exigibles sont en hausse de 1 672 millions de FCFA dont 2 784 millions de FCFA de paiement de l'impôt 2022 sur les BIC et 4 442 millions de FCFA d'impôt sur les BIC 2023 à payer. Elles s'élèvent à 4 442 millions de FCFA en 2023 contre 2 784 millions de FCFA en 2022.

## 24. AUTRES PASSIFS D'EXPLOITATION COURANTS

Les autres passifs courants s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Clients- Avances et acomptes reçus | 21 380 | 17 130 |
| Produits constatés d'avance et autres comptes de régularisation | 7 | 1 |
| Dettes sur acquisition d'actifs - courant | 1 198 | 794 |
| **Passifs courants** | **22 586** | **17 925** |

Les passifs courants s'établissent à 22 586 millions de FCFA contre 17 925 millions de FCFA à fin décembre 2022 principalement liée à l'augmentation des avances et acomptes reçus en lien avec l'évolution du niveau de l'activité.

## 25. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Eau | 101 839 | 92 935 |
| Travaux de branchement | 13 414 | 15 562 |
| Travaux divers | 49 610 | 42 123 |
| Assainissement | 2 641 | 3 194 |
| Prestation de service | 2 992 | 2 571 |
| Divers | 4 962 | 4 286 |
| **Produits des activités ordinaires** | **175 458** | **160 671** |

Le chiffre d'affaires à fin décembre 2023 est en hausse de 14 787 MFCFA par rapport à celui à fin décembre 2022 en raison des variations suivantes :

- La hausse de l'activité Eau (+ 8 903 MFCFA) liée à :
  - la croissance des volumes d'eau facturés induite par l'augmentation de la production (+ 7 457 MFCFA) ;
  - la refacturation de l'écart de tarif sur l'achat des volumes d'eau de la Mé (+ 1 446 MFCFA). Au 31 Décembre 2023, le coût d'achat moyen du m³ d'eau acheté à l'usine de la Mé est de 366 FCFA ;
- La croissance du chiffre d'affaires Travaux (+ 13 985 MFCFA) qui s'observe essentiellement sur les travaux FDE ;
- La croissance du chiffre d'affaires du projet Hydraulique Villageoise (+ 3 044 MFCFA) découlant d'une avancée significative observée sur toutes les composantes. Nous notons la réparation de 4 395 pompes en 2023 contre 2 501 pompes réparées en 2022. Au niveau de la composante Remplacement, on note 449 pompes remplacées sans équivalent en 2022 ;
- Le retrait du chiffre d'affaires du projet PRIS/APTF (- 9 556 MFCFA) observé essentiellement sur les composantes travaux et branchements en lien avec la finalisation du projet ;
- Le retrait de l'Activité Branchements (- 2 482 MFCFA) qui découle de la baisse de l'octroi des branchements subventionnés aux directions régionales en lien avec les projets en cours (PRIS/APTF) en raison de la situation déficitaire du Fonds de Développement ;
- Le retrait du chiffre d'affaires de l'activité Assainissement (- 204 MFCFA) observé sur les travaux d'assainissement ;
- La croissance des Services vendus (+ 962 MFCFA) en lien avec la hausse de l'effectif mis à disposition de GS2E et des frais de retard du fait de l'évolution des abonnés ;
- La hausse des Autres prestations (+ 135 MFCFA) issue d'un remboursement des coûts de formation engagés par la SODECI pour son personnel.

## 26. ACHATS CONSOMMÉS

Les achats consommés intègrent principalement :

- les fournitures et matériaux utilisés dans le cadre de l'activité travaux, de maintenance, de raccordement et de branchement ;
- les matières consommées dans le cadre de la production d'eau ainsi que de l'entretien des matériels et ouvrages d'exploitation.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2023, les achats consommés s'élèvent à 76,4 milliards de francs CFA, contre 73,3 milliards de francs CFA au 31 décembre 2022.
La progression de 3 milliards de FCFA s'explique principalement par :

- La hausse des charges d'achat d'eau de la Mé (+ 1 743 MFCFA) en lien avec la croissance de la production ;
- La hausse des charges de production (+ 3 143 MFCFA) notamment les charges de produits de traitement et d'électricité en lien avec la croissance de la production et l'effet de la hausse des prix de ces éléments ;
- La hausse des charges de carburant (+ 275 MFCFA) suivant l'évolution de l'activité ;
- La baisse des stocks consommés et fournitures extérieurs (- 2 035 MFCFA) suivant la tendance du chiffre d'affaires Branchements.

## 27. CHARGES EXTERNES

Les charges externes intègrent notamment :

- les coûts de sous-traitance dans le cadre de l'activité travaux ;
- les charges de location pour les contrats n'entrant pas dans le scope d'IFRS 16 . Elles s'élèvent à 1,5 milliards de FCFA en 2023 contre 2,2 milliards de FCFA en 2022 et comprennent principalement des contrats de services sur des véhicules et des contrats court-terme ;
- les frais de mission et de déplacement ;
- les charges d'assurance et les honoraires ;
- les coûts d'inspections.

Les charges externes s'élèvent à 47,2 milliards de francs CFA en 2023 contre 41,6 milliards de francs CFA en 2022.
La hausse de + 5,6 milliards de francs CFA des charges externes s'explique principalement par la hausse des charges de sous-traitance en lien avec l'évolution du chiffre d'affaires Travaux.

## 28. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel sont en hausse de 876 millions de francs CFA.

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Salaires et traitements | (24 124) | (22 964) |
| **Total des charges de personnel** | **(24 124)** | **(22 964)** |

L'effectif salarié de SODECI pour les exercices clos aux 31 décembre 2023 et 2022 s'établit comme suit :

| | Total |
|---|---|
| **Effectif 2023** | |
| CDI | 3 052 |
| CDD | 123 |
| **Total 2023** | **3 175** |
| **Effectif 2022** | |
| CDI | 2 621 |
| CDD | 516 |
| **Total 2022** | **3 137** |

## 29. IMPÔTS ET TAXES

Les impôts et taxes incluent les taxes foncières et patentes.
Ce poste passe de 3,2 milliards de francs CFA en 2022 à 3,8 milliards de francs CFA en 2023 soit une augmentation de 0,6 milliard de francs CFA. La hausse s'explique principalement par la hausse des impôts et taxes sur rémunérations et par la constatation dans les comptes des charges issues du redressement fiscal sur la TVA des années 2019 à 2021 sans équivalent en 2022.

## 30. DOTATIONS/REPRISES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS – NETS

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| *Dotations D&A - Immos incorporelles* | (314) | *(388)* |
| *Dotations D&A - Immos corporelles* | (9 301) | *(8 424)* |
| *Dotations D&A - Droits d'utilisation* | (96) | *(102)* |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | **(9 711)** | **(8 915)** |
| Dotation aux PRC | (3 796) | (1 853) |
| Dotation aux dépréciations de stock de MP | (56) | (132) |
| Reprise de PRC | 375 | 1 868 |
| Dotations aux provisions nettes (hors créances commerciales) | **(3 478)** | **(117)** |
| Dotation aux dépréciations des créances | (1 690) | (2 369) |
| Reprises des dépréciations des créances | 1 018 | 1 264 |
| Provisions nettes sur créances commerciales | **(672)** | **(1 105)** |
| **Dotations / Reprise d'amortissement et Provisions - Nets** | **(13 861)** | **(10 137)** |

## 31. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Autres produits d'exploitation | 118 | 75 |
| Autres charges d'exploitation | (518) | (1 164) |
| **Total des autres produits et charges d'exploitation** | **(400)** | **(1 089)** |

Les autres produits et charges d'exploitation sont en baisse par rapport au 31 décembre 2022 principalement lié à la baisse des autres charges.

## 32. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| **Autres produits opérationnels** | **-** | **-** |
| Plus ou moins values sur cessions d'actifs et mises au rebut | (235) | (249) |
| **Autres charges opérationnelles** | **(235)** | **(249)** |
| **Total des autres produits et charges opérationnels** | **(235)** | **(249)** |

Les autres produits et charges opérationnels correspondent principalement à des mises au rebut d'actifs.

## 33. RÉSULTAT FINANCIER

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| **Coût de l'endettement financier brut** | **(454)** | **(459)** |
| Revenus des équivalents de trésorerie | 329 | 467 |
| **Produits financiers** | **329** | **467** |
| **Coût de l'endettement financier net** | **(125)** | **8** |
| Autres charges financières | **(60)** | **(159)** |
| **Résultat financier** | **(185)** | **(151)** |

Le coût de l'endettement financier net s'établit à -125 millions de francs CFA en baisse de 133 millions de de francs CFA et concerne principalement :

- Les intérêts des emprunts
- Les intérêts sur dette locative IFRS 16 (71 MFCFA en 2023 contre 352 MFCFA en 2022)
- Les revenus des équivalents de trésorerie

La baisse du résultat financier s'explique principalement par un niveau plus important de l'endettement sur l'exercice et à une baisse des revenus des équivalents de trésorerie comparativement à 2022.

## 34. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt s'analyse de la manière suivante :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Produit (charge) d'impôt courant | (4 270) | (2 919) |
| Impôts différés | 1 190 | 230 |
| **Total de la charge d'impôt** | (3 080) | (2 689) |

Le taux d'impôt effectif se détermine comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Résultat net de la période | 6 127 | 5 375 |
| Charge d'impôt | (3 080) | (2 689) |
| **Résultat avant impôt et résultat des entités consolidées par mise en équivalence** | **9 207** | **8 064** |
| *Taux d'impôt théorique* | *25,00%* | *25,00%* |
| Charge d'impôt théorique | (2 302) | (2 016) |
| Autres différences permanentes et réductions d'impôts | (778) | (673) |
| **Charge d'impôt effective** | (3 080) | (2 689) |
| ***Taux effectif d'impôt*** | ***33,45%*** | ***33,35%*** |

## 35. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'analyse des instruments financiers par catégorie s'établit comme suit :

| | 31 Décembre 2023 | | 31 décembre 2022 | |
|---|---|---|---|---|
| | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| **Actifs financiers** | | | | |
| Actifs financiers non courants | 3 136 | 3 136 | 799 | 799 |
| Créances clients | 190 558 | 190 558 | 160 292 | 160 292 |
| Autres débiteurs | 105 134 | 105 134 | 96 439 | 96 439 |
| Autres actifs courants | 608 | 608 | 338 | 338 |
| Trésorerie et équivalents | 4 097 | 4 097 | 12 996 | 12 996 |
| **Total actifs financiers** | **303 533** | **303 533** | **270 864** | **270 864** |
| **Passifs financiers** | | | | |
| Dettes financières non courantes | 2 762 | 2 762 | 200 | 200 |
| Dettes financières courantes | 70 597 | 70 597 | 79 317 | 79 317 |
| Dettes fournisseurs | 166 654 | 166 654 | 136 971 | 136 971 |
| Autres créditeurs | 76 776 | 76 776 | 75 715 | 75 715 |
| Autres passifs financiers courants | 27 042 | 27 042 | 20 709 | 20 709 |
| **Total passifs financiers** | **343 830** | **343 830** | **312 911** | **312 911** |

| 31 Décembre 2023 | Niveaux | Valeur comptable | Juste valeur par résultat | Juste valeur par autres éléments du résultat global Non recyclable | Juste valeur par autres éléments du résultat global Recyclable | Coût amorti |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs financiers** | | | | | | |
| Actifs financiers non courants | | 3 136 | | | | 3 136 |
| Créances clients | | 190 558 | | | | 190 558 |
| Autres actifs courants | | 608 | | | | 608 |
| Autres débiteurs | | 105 134 | | | | 105 134 |
| Trésorerie et équivalents | 1 | 4 097 | 4 097 | | | |
| **Total actifs financiers** | | **303 533** | **4 097** | **-** | **-** | **299 436** |
| **Passifs financiers** | | | | | | |
| Dettes financières non courantes | | 2 762 | | | | 2 762 |
| Dettes financières courantes | | 70 597 | | | | 70 597 |
| Dettes fournisseurs | | 166 654 | | | | 166 654 |
| Autres créditeurs | | 76 776 | | | | 76 776 |
| Autres passifs financiers courants | | 27 042 | | | | 27 042 |
| **Total passifs financiers** | | **343 830** | **-** | **-** | **-** | **343 830** |

| 31 décembre 2022 | Niveaux | Valeur comptable | Juste valeur par résultat | Juste valeur par autres éléments du résultat global Non recyclable | Juste valeur par autres éléments du résultat global Recyclable | Coût amorti |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs financiers** | | | | | | |
| Actifs financiers non courants | | 799 | | | | 799 |
| Créances clients | | 160 292 | | | | 160 292 |
| Autres débiteurs | | 96 439 | | | | 96 439 |
| Autres actifs courants | | 338 | | | | 338 |
| Trésorerie et équivalents | 1 | 12 996 | 12 996 | | | |
| **Total actifs financiers** | | **270 864** | **12 996** | **-** | **-** | **257 868** |
| **Passifs financiers** | | | | | | |
| Dettes financières non courantes | | 200 | | | | 200 |
| Dettes financières courantes | | 79 317 | | | | 79 317 |
| Dettes fournisseurs | | 136 971 | | | | 136 971 |
| Autres créditeurs | | 75 715 | | | | 75 715 |
| Autres passifs financiers courants | | 20 709 | | | | 20 709 |
| **Total passifs financiers** | | **312 911** | **-** | **-** | **-** | **312 911** |

Les tableaux présentés ci-dessus indiquent conformément aux dispositions de l'amendement à IFRS 7 les actifs et passifs de la société qui sont évalués à la juste valeur selon leur mode d'évaluation.
Les niveaux de classification sont définis comme suit :

- Niveau 1 : prix coté sur un marché actif ;
- Niveau 2 : prix coté sur un marché actif pour instrument similaire, ou autre technique d'évaluation basée sur des paramètres observables ;
- Niveau 3 : paramètres non observables.

## 36. ENGAGEMENTS HORS BILAN

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Garanties de bonne exécution des marchés/contrats | 7 530 | 5 216 |
| Cautions fiscales et douanières | 125 | 400 |
| **Engagements donnés liés aux activités opérationnelles** | **1 655** | **5 616** |
| **Engagements donnés** | | **5 616** |
| Garanties opérationnelles | 1 865 | 1 421 |
| Garanties de financement | 20 657 | 36 216 |
| **Engagements reçus** | **22 522** | **37 637** |

- **Engagements donnés**

Les engagements donnés hors bilan liés aux activités opérationnelles intègrent les garanties données par SODECI au titre des contrats et marchés notamment des garanties de bonne fin d'exécution dans le cadre de la conclusion de contrats de concessions. Ces engagements intègrent également les cautions fiscales et douanières.

- **Engagements reçus**

Ces engagements intègrent les engagements reçus de fournisseurs dans le cadre des activités opérationnelles courantes et d'approvisionnement (négoce).

## 37. GESTION DES RISQUES

### Risques de taux

La SODECI ne dispose d'aucun instrument de couverture des risques de taux d'intérêt. Le management contracte uniquement de la dette à taux fixe et se trouve de fait couvert contre l'évolution des taux.

### Risques de change

La SODECI exerce entièrement son activité en Côte d'Ivoire. Tout comme les pays de la zone UEMOA, la Côte d'Ivoire utilise « le FCFA » comme monnaie de change.

Par ailleurs, dans le cadre du Secteur, des dépenses d'achats sont effectuées par SODECI pour le compte du Secteur. Toute incidence liée à la fluctuation des cours en US dollars est percutée au Secteur sans incidence pour la SODECI.

### Risques de contrepartie

La SODECI a pour principales contreparties des clients privés, qui paient généralement dans un délai de 30 jours, ainsi que l'Etat ivoirien avec les différentes administrations et entreprises publiques.

Sur l'Administration, SODECI détient également des dettes correspondant principalement à des dettes fiscales. Périodiquement, des conventions de compensation des dettes et créances réciproques sont négociées et signées avec l'Etat de Côte d'Ivoire pour garantir le règlement total ou partiel des créances publiques.

### Risques de liquidité

La SODECI dispose d'un niveau de trésorerie suffisant et ne présente pas de risque de liquidité.

## 38. PARTIES LIÉES

Les états financiers comprennent les états financiers de SODECI. Les parties liées intègrent les actionnaires de SODECI dont la société ERANOVE, ainsi que les transactions réalisées avec les mandataires sociaux de cette dernière.

### *38.1. Rémunération des dirigeants*

Les rémunérations des dirigeants intègrent les rémunérations des équipes de direction de SODECI. Pour les exercices présentés, les rémunérations versées aux dirigeants ont été les suivantes :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Rémunérations fixes | 1 316 | 1 549 |
| Rémunérations - part variable | 236 | 315 |
| Indemnités | 413 | 541 |
| Autres avantages | 361 | 208 |
| **Total** | **2 325** | **2 613** |

Les rémunérations des dirigeants progressent en raison essentiellement de revalorisations effectuées en 2023.

### *38.2. Autres parties liées*

Les sociétés liées à SODECI sont les suivantes :

- Associés : Eranove SA et SIDIP : Eranove SA exerce une activité de négoce avec SODECI ;
- Filiales : SGA2E et GS2E : GS2E exerce en outre une activité de prestation de service auprès de SODECI ;
- Sociétés sœurs : SODECI est également liée aux sociétés consolidées par ERANOVE SA sa société mère : CIE, SDE, Awale Corporation, Smart Energy et Eranove Côte d'Ivoire. CIE exerce une activité de négoce avec SODECI.

Les transactions impliquant les sociétés liées ont eu les impacts suivants sur les comptes de SODECI :

| Transactions avec des sociétés liées - 31/12/2023 | GS2E | SGA2E | Eranove SA | SIDIP | Eranove Côte d'Ivoire | CIE | SDE | AWALE CORPORATION | SMART ENERGY |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Type* | *Filiale Intégration proportionnelle* | *Filiale MEE* | *Associé* | *Associé* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* |
| Titres | 211 | 17 | - | - | - | - | - | - | - |
| Compte courant actif | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Créances d'exploitation | 5 083 | 7 | - | 8 | 47 | 567 | 207 | 202 | - |
| Compte courant passif | - | - | 50 | - | - | - | - | - | - |
| Dette d'exploitation | 8 425 | - | 12 172 | - | - | 992 | - | - | 1 |
| **ote de résultat** | | | | | | | | | |
| Produits ordinaires | 1 943 | - | - | - | - | 209 | - | - | - |
| Achats matières et fournitures | - | - | (10 992) | - | - | - | - | - | - |
| Charges externes | (6 971) | - | (550) | - | (276) | - | - | (439) | (5) |
| Autres produits/autres charges | - | 6 | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges financières | - | - | (5) | - | - | - | - | - | - |

| Transactions avec des sociétés liées - 31/12/2022 | GS2E | SGA2E | Eranove SA | SIDIP | Eranove Côte d'Ivoire | CIE | SDE | AWALE CORPORATION | SMART ENERGY |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Type* | *Filiale Intégration proportionnelle* | *Filiale MEE* | *Associé* | *Associé* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* |
| **Bilan** | | | | | | | | | |
| Titres | - | 17 | - | - | - | - | - | - | - |
| Compte courant actif | 12 | 3 | - | - | - | - | - | - | - |
| Créances d'exploitation | 2 508 | 7 | - | 4 | - | 552 | 207 | - | - |
| Compte courant passif | - | - | 89 | - | - | - | - | - | - |
| Dette d'exploitation | 5 472 | - | 9 433 | - | 283 | 2 223 | - | 158 | 33 |
| **Compte de résultat** | | | | | | | | | |
| Produits ordinaires | 1 675 | - | - | - | - | 277 | - | - | - |
| Achats matières et fournitures | - | - | (17 105) | - | - | - | - | - | - |
| Charges externes | (6 320) | - | (459) | - | (425) | - | - | (440) | (11) |
| Autres produits/autres charges | 12 | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges financières | - | - | (6) | - | - | - | - | - | - |

## 39. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

- La guerre Russo-Ukrainienne n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes de la SODECI.
- Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture donnant lieu à un ajustement du bilan et du compte de résultat clôturés au 31 décembre 2023.



# 12. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES IFRS

**SODECI**

Avenue Christiani, Treichville, Abidjan
01 BP 1843 Abidjan 01
(la « **Groupe** »)

Etats financiers IFRS consolidés
pour l'exercice clos
le 31 décembre 2023

**A ETAT DU RESULTAT NET CONSOLIDE ..... 76**
**B ETAT DES AUTRES ELEMENTS DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE ..... 77**
**C ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE ..... 79**
**D TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES ..... 80**
**E TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES ..... 81**
**F NOTES AUX ETATS FINANCIERS ..... 82**
1. DECLARATION DE CONFORMITE ..... 82
2. PRESENTATION DE L'ACTIVITE ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE ..... 82
3. METHODES COMPTABLES ..... 83
3.1. EVOLUTION DU REFERENTIEL COMPTABLE ..... 83
3.2. ACTIFS NON COURANTS ..... 84
3.2.1. AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ..... 84
3.2.2. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ..... 84
3.2.3. IMMEUBLES DE PLACEMENT ..... 84
3.2.4. CONTRATS DE LOCATION ..... 84
3.2.5. CONTRATS DE CONCESSION ET D'AFFERMAGE ..... 85
3.2.6. DEPRECIATION DES ACTIFS ..... 86
3.3. ACTIFS COURANTS ..... 86
3.3.1. STOCKS ..... 86
3.3.2. CREANCES CLIENTS ..... 87
3.4. AUTRES ACTIFS FINANCIERS ..... 87
3.5. PASSIFS FINANCIERS ..... 87
3.6. AVANTAGES AU PERSONNEL ..... 87
3.7. PROVISIONS ..... 88
3.8. IMPOT SUR LES BENEFICES ..... 88
3.9. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES ..... 88
3.10. ESTIMATION DE L'EAU EN COMPTEUR ..... 88
3.11. RESULTAT OPERATIONNEL COURANT ..... 89
3.12. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS ..... 89
3.13. INCERTITUDES RELATIVES AUX TRAITEMENTS FISCAUX ..... 89
3.14. PRINCIPAUX RETRAITEMENTS OPERES PAR RAPPORT AUX COMPTES LOCAUX ..... 89
4. TRAITEMENT DES COMPTES DU SECTEUR ..... 89
5. ESTIMATIONS DE LA DIRECTION ..... 90
6. PERIMETRE DE CONSOLIDATION ..... 92
7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ..... 93
8. ACTIFS AU TITRE DES DROITS D'UTILISATION ..... 94
9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES ..... 95
10. IMMEUBLES DE PLACEMENT ..... 95
11. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS ..... 96
12. STOCKS ..... 96
13. CREANCES CLIENTS ..... 96
14. AUTRES DEBITEURS ..... 97
15. AUTRES ACTIFS COURANTS ..... 97
16. TRESORERIE ..... 97
17. CAPITAL ET RESULTAT PAR ACTION ..... 98

18. DETTES FINANCIERES ....98
18.1. ANALYSE PAR FLUX ....98
18.2. ANALYSE PAR NATURE (COURANT ET NON COURANT) ....99
19. AVANTAGES AU PERSONNEL ....99
19.1. AVANTAGES POSTERIEURS A L'EMPLOI ....100
19.2. AUTRES AVANTAGES A LONG TERME ....100
19.3. HYPOTHESES ACTUARIELLES ....100
20. PROVISIONS ....101
21. DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES ....101
22. IMPOTS DIFFERES ....101
23. DETTES D'IMPOTS EXIGIBLE ....102
24. AUTRES CREDITEURS ....102
25. AUTRES PASSIFS D'EXPLOITATION COURANTS ....102
26. PRODUITS DES ACTIVITES ORDINAIRES ....102
27. INFORMATIONS SECTORIELLES ....103
27.1. BILAN PAR SECTEUR D'ACTIVITE ....104
27.2. INVESTISSEMENTS DE L'EXERCICE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ....106
27.3. RESULTAT DE L'EXERCICE PAR SECTEUR D'ACTIVITE ....107
28. ACHATS CONSOMMES ....108
29. CHARGES EXTERNES ....108
30. CHARGES DE PERSONNEL ....108
31. IMPOTS ET TAXES ....109
32. DOTATIONS/REPRISES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS - NETS ....109
33. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION ....109
34. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS ....110
35. COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER ....110
36. IMPOTS SUR LES BENEFICES ....110
37. INSTRUMENTS FINANCIERS ....111
38. ENGAGEMENTS HORS BILAN ....113
39. GESTION DES RISQUES ....113
40. PARTIES LIEES ....113
40.1. REMUNERATION DES DIRIGEANTS ....114
40.2. AUTRES PARTIES LIEES ....114
41. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE ....115

Abréviations

| | |
|---|---|
| CIE | Compagnie Ivoirienne d'Electricité |
| FCFA | Franc de la communauté financière africaine |
| GS2E | Groupement des services eau et électricité |
| IAS | International Accounting Standards |
| IASB | International Accounting Standards Board |
| IFRIC | International Financial Reporting Interpretations Committee |
| IFRS | International Financial Reporting Standards |
| MFCFA | Millions de Francs de la communauté financière africaine |
| OHADA | Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires |
| SDE | Sénégalaise des Eaux |
| SGA2E | Société de gestion pour les agents de l'eau et de l'électricité |
| SIDIP | Société Internationale D'Investissements et de Participations |
| SODECI | Société de Distribution d'Eau de Côte d'Ivoire |
| SYSCOHADA | Système comptable de l'OHADA |

## A - ETAT DU RÉSULTAT NET CONSOLIDÉ

| (en millions de Francs CFA) | Note | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|---|
| Prestations de services | | 105 581 | 67 673 |
| Ventes de marchandises | | 73 437 | 96 284 |
| **Produits des activités ordinaires** | **26** | **179 018** | **163 957** |
| Achats consommés | **27** | (76 664) | (73 441) |
| Charges externes | **28** | (49 110) | (42 793) |
| Charges de personnel | **29** | (24 564) | (23 832) |
| Impôts et taxes | **30** | (3 846) | (3 248) |
| Dotations/Reprises Amortissements et Provisions - nets | **31** | (14 734) | (10 906) |
| Autres produits d'exploitation | **32** | 118 | 71 |
| Autres charges d'exploitation | **32** | (518) | (1 164) |
| **Résultat opérationnel courant** | | **9 699** | **8 644** |
| Autres produits et charges opérationnels | **33** | (212) | (335) |
| **Résultat opérationnel** | | **9 487** | **8 310** |
| Coût de l'endettement financier | **34** | (546) | (546) |
| Revenu des équivalents de trésorerie | **34** | 329 | 467 |
| Autres charges et produits financiers | | (67) | (167) |
| **Résultat avant impôt** | | **9 203** | **8 063** |
| Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence | | 29 | 24 |
| Impôt sur les bénéfices | **35** | (3 073) | (2 690) |
| **Résultat net de l'exercice** | | **6 159** | **5 397** |
| Nombre d'actions en circulation | | 9 000 000 | 9 000 000 |
| **Résultat par action en FCFA** | | **684** | **600** |
| **Résultat par action dilué en FCFA** | | **684** | **600** |

## B - ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

L'état du résultat global consolidé présente le résultat de l'exercice ainsi que les produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres sur la ligne « autres éléments du résultat global » en application des IFRS :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| **Résultat net de l'exercice** | **6 159** | **5 397** |
| Ecarts actuariels sur avantages au personnel | 57 | 16 |
| Impôts différés sur écarts actuariels | (14) | (4) |
| ***Sous-total éléments non recyclables*** | **43** | **12** |
| **Total des autres éléments du résultat global** | **43** | **12** |
| | | |
| **Résultat global de l'exercice** | **6 202** | **5 409** |
| Dont résultat Groupe | 6 202 | 5 409 |

## C - ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

### ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE ACTIF

| (en millions de Francs CFA) | Note | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|---|
| Autres immobilisations incorporelles | 7 | 1 252 | 1 241 |
| Actifs au titre des droits d'utilisation | 8 | 8 312 | 8 146 |
| Immobilisations corporelles | 9 | 40 052 | 38 641 |
| Immeubles de placement | 10 | 3 718 | 3 984 |
| Actifs financiers non courants | 11 | 2 867 | 518 |
| Impôts différés | 22 | 3 498 | 2 315 |
| Titres mis en équivalence | | 165 | 138 |
| **Total des actifs non courants** | | **59 864** | **54 983** |
| Stocks | 12 | 31 403 | 30 509 |
| Créances clients | 13 | 189 830 | 160 126 |
| Autres débiteurs | 14 | 106 093 | 96 732 |
| Autres actifs courants | 15 | 722 | 395 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 16 | 5 058 | 13 574 |
| **Total des actifs courants** | | **333 106** | **301 336** |
| **Total actif** | | **392 970** | **356 320** |

## ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE PASSIF

| (en millions de Francs CFA) | Note | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|---|
| Capital | 17 | 4 500 | 4 500 |
| Prime d'émission | | 256 | 256 |
| Ecart de réévaluation | | 1 045 | 1 045 |
| Réserves consolidées | | 14 787 | 13 847 |
| Résultat de l'exercice | | 6 159 | 5 397 |
| **Total des capitaux propres** | | **26 747** | **25 045** |
| Emprunts et Dettes financières non courantes | 18 | 2 762 | 200 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation - non courant | 18 | 5 557 | 5 746 |
| Avantages au personnel | 19 | 4 779 | 4 186 |
| Provisions | 20 | 5 963 | 3 169 |
| **Total des passifs non courants** | | **19 061** | **13 301** |
| Emprunts et Dettes financières courantes | 18 | 70 597 | 79 505 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation - courant | 18 | 4 242 | 4 136 |
| Provisions - part courante | 20 | 63 | 63 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 21 | 166 629 | 136 582 |
| Autres créditeurs | 23 | 78 520 | 76 956 |
| Dettes d'impôt exigible | 24 | 4 456 | 2 784 |
| Autres passifs courants | 25 | 22 657 | 17 948 |
| **Total des passifs courants** | | **347 162** | **317 974** |
| **Total passif et capitaux propres** | | **392 970** | **356 320** |

## D - TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

| (en millions de Francs CFA) | Capital | Primes liées au capital | Réserves et résultat consolidés | Part du Groupe | Intérêts ne conférant pas le contrôle | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Situation au 1er Janvier 2022** | **4 500** | **256** | **19 200** | **23 956** | **-** | **23 956** |
| Autres éléments de résultat global | | | 12 | 12 | | **12** |
| Résultat de l'exercice | | | 5 397 | 5 397 | | **5 397** |
| **Résultat global** | | **-** | **5 409** | **5 409** | **-** | **5 409** |
| Distribution de dividendes | | | (4 320) | (4 320) | | **(4 320)** |
| **Situation au 31 Décembre 2022** | **4 500** | **256** | **20 289** | **25 045** | **-** | **25 045** |
| Autres éléments de résultat global | | | 43 | 43 | | **43** |
| Résultat de l'exercice | | | 6 159 | 6 159 | | **6 159** |
| **Résultat global** | | **-** | **6 202** | **6 202** | **-** | **6 202** |
| Distribution de dividendes | | | (4 500) | (4 500) | | **(4 500)** |
| Autres éléments | | | | | | **-** |
| **Situation au 31 décembre 2023** | **4 500** | **256** | **21 991** | **26 747** | **-** | **26 747** |

## E - TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Résultat net total consolidé | 6 159 | 5 397 |
| Elimination des incidences de : | | |
| . Amortissements et provisions | 14 122 | 9 839 |
| . Incidence de la mise en équivalence | (29) | (24) |
| . Résultats de cession | 212 | 324 |
| Impôt sur les bénéfices | 3 073 | 2 690 |
| Coût de l'endettement financier net | 217 | 79 |
| Capacité d'autofinancement | 23 754 | 18 305 |
| . Variation des créances clients | (39 391) | (67 441) |
| . Variation des stocks | (895) | (298) |
| . Variation des dettes fournisseurs | 35 964 | 24 956 |
| Incidence de la variation de BFR | (4 322) | (42 784) |
| Impôts payés | (2 598) | (2 336) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles** | **16 834** | **(26 814)** |
| Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles | (7 897) | (12 032) |
| Variation des prêts et avances consentis | (2 348) | (476) |
| Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles | 61 | 31 |
| Acquisition de titres mis en équivalence | | (81) |
| **Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement** | **(10 184)** | **(12 559)** |
| Comptes courants d'actionnaires | (47) | (53) |
| Dividendes versés | (4 500) | (4 320) |
| Emissions d'emprunts | 6 649 | 4 811 |
| Remboursements d'emprunts | (7 233) | (9 130) |
| Remboursements des dettes locatives | (3 847) | (4 192) |
| Intérêts versés sur dette locative | (164) | (439) |
| Intérêts financiers nets | (58) | 330 |
| Autres flux liés aux opérations de financement (*) | 2 208 | 19 430 |
| **Flux de trésorerie liés aux activités de financement** | **(6 991)** | **6 437** |
| **Variation nette de la trésorerie** | **(341)** | **(32 937)** |
| Trésorerie d'ouverture | (8 607) | 24 329 |
| Variation de trésorerie | (341) | (32 936) |
| **Trésorerie de clôture** | **(8 948)** | **(8 607)** |

## F - NOTES AUX ETATS FINANCIERS

A des fins d'information de ses actionnaires, les comptes états financiers consolidés de SODECI et ses filiales («le Groupe») ont été établis au 31 décembre 2023, en conformité avec les normes IFRS. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'Administration du 3 avril 2024.
SODECI est une société anonyme avec Conseil d'administration ayant son siège social 1 avenue Christiani à Abidjan. Son capital s'élève à 4,5 milliards de Francs CFA décomposé en 9 millions d'actions de valeur nominale de 500 Francs CFA.

Les états financiers consolidés couvrent une période de 12 mois et sont présentés en millions de francs CFA (sauf mention contraire) comparativement aux comptes états financiers consolidés établis au 31 décembre 2022.

### 1. DÉCLARATION DE CONFORMITÉ

En application de l'acte uniforme relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière adopté le 26 janvier 2017, il a été fait obligation aux Sociétés dont les titres sont cotés à une bourse de valeurs, d'établir et de présenter leurs états financiers individuels et consolidés selon les normes IFRS, et ce à compter du 01 janvier 2019.

Les états financiers consolidés du Groupe SODECI au titre de l'exercice 2023 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS telles qu'adoptées par l'IASB, en comparatif avec l'exercice 2022.

### 2. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ ET FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

#### A. Présentation de l'activité

La SODECI (société mère) produit, transporte et distribue l'eau potable sur l'ensemble du territoire de la Côte d'Ivoire. La société est en charge également du traitement des eaux usées sur la ville d'Abidjan et sa périphérie.

#### B. Faits marquants de l'exercice 2023

- Au plan économique

- Selon l'Institut National de la Statistique (INS), l'inflation se situe en moyenne à 4,5% à fin novembre 2023. Cet indicateur enregistre une baisse par rapport au niveau à fin septembre 2023 qui s'établissait à 4,6%. Ce taux d'inflation demeure au-dessus du seuil de convergence communautaire de 3% fixé par l'UEMOA.
- Les tarifs de l'électricité ont connu une hausse de 15% sur les raccordements MT et 10% sur la BT. La hausse tarifaire est en vigueur depuis le 1er juillet 2023.

- Au plan de la desserte en eau potable

- On note une croissance des volumes achetés à l'usine de la Mé sur l'année 2023 (28 millions de m³ en 2023 contre 15 millions de m³ en 2022).
- Il y a également eu une intensification de l'activité Travaux (en particulier les travaux sur le FDE) avec la mise en œuvre d'importants chantiers comme les Travaux de la CAN pour améliorer la desserte dans la ville de Yamoussoukro.

- Au plan social

- La SODECI a procédé à la revalorisation des salaires minima catégoriels conventionnels conformément aux accords issus des négociations entre les organisations d'employeurs et professionnels et le Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale. La revalorisation a été appliquée avec un effet rétro actif au 1er janvier 2023.

- Production

La Production totale société, à fin décembre 2023 est de 351,9 millions de m³ dont 212,6 millions de m³ à Abidjan et 139,3 millions de m³ pour l'intérieur. Elle varie de + 19,419 millions de m³ comparativement à décembre 2022.

Abidjan

- La production d'Abidjan est en hausse de 7,9 millions de m³ et 4,0 millions de m³ respectivement par rapport à décembre 2022 et au plan 2023. Cette variation s'explique principalement par la hausse de l'apport de l'usine de la Mé.

Intérieur

- La production à l'intérieur du pays s'est, quant à elle, accrue de 11,5 millions de m³ comparativement à décembre 2022 et cette variation s'explique par les raisons suivantes :
- La prise en compte de nouveaux abonnés suite au projet PREMU à Agboville et Tiassalé ;
- La réalisation de nouveaux forages, l'augmentation du temps de fonctionnement de certaines unités de production (M'Basso, RPE) ainsi que le renforcement de production dans les localités ci-après : Bondoukou, Bettié, Nassian, Kounfao, Yamoussoukro et Man ;

- La mise en service des usines d'Adzopé et de Sinématiali 2 ;
- Les extensions de réseaux et l'impact des nouveaux abonnés des villes de Grand-Bassam et Anyama ;
- Les extensions de réseaux et l'impact des nouveaux abonnés.

- Facturation

La Facturation s'établit à 292,421 millions de m³, dont 163,171 millions de m³ à Abidjan et 129,250 millions de m³ pour l'intérieur. La hausse est respectivement de 23,814 millions de m³ par rapport à décembre 2022.

Abidjan

- L'amélioration de la facturation, de 12,451 millions de m³, par rapport à décembre 2022 est induite, d'une part, par la croissance de la production et des abonnés en lien avec les extensions réseaux dans la ville ainsi que les campagnes promotionnelles et, d'autre part, par le résultat satisfaisant des actions de lutte contre la fraude menée dans l'ensemble des directions régionales.

Intérieur

- La hausse de la facturation de 11,363 millions de m³, par rapport à décembre 2022 est liée à l'augmentation de la production avec la mise en service de nouvelles unités de production (cf. page 12), l'acquisition de nouveaux clients et la poursuite des actions de lutte contre la fraude.

- Ratio

Le ratio de facturation total société, à fin décembre 2023, atteint 83,09% avec Abidjan et l'intérieur respectivement à 76,7% et 92,8%. Il s'est amélioré de 2,31 points par rapport à fin décembre 2022.

Abidjan

- La hausse du ratio de facturation de 3,1 points par rapport à décembre 2022 est la résultante des actions de lutte contre la fraude et d'assainissement des mailles menées dans les directions régionales de la ville d'Abidjan, du renforcement de l'encadrement de proximité et de la mise en œuvre du projet PRIS/APTF.

Intérieur

- Le ratio à l'intérieur du pays à fin décembre 2023 (92,8%) est stable par rapport à décembre 2022.

## 3. MÉTHODES COMPTABLES

### *3.1. Evolution du référentiel comptable*

Les états financiers consolidés du Groupe SODECI ont été établis selon les principes définis par l'IASB (International Accounting Standards Board) et comprend les normes IFRS (International Financial Reporting Standards), les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations SIC (Standing Interpretations Committee) et IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).
Les référentiels comptables sont identiques à ceux retenus pour l'élaboration des états financiers consolidés annuels au 31 décembre 2022 et détaillés dans les états financiers publiés à cette date. À la clôture de l'exercice, il n'existe pas de différence impactant le groupe SODECI entre le référentiel utilisé et les normes adoptées par l'IASB dont l'application est obligatoire à l'exercice présenté. Les principes comptables appliqués restent inchangés par rapport à ceux de l'exercice précédent, à l'exception de l'adoption des textes suivants, appliqués depuis le 1er janvier 2023 :

- Norme IFRS 17 « Contrats d'assurance »
- Modifications d'IFRS 17 : « Première application d'IFRS 17 et IFRS 9 – Information comparative »
- Modifications d'IAS 8 : « Définition des estimations comptables »
- Modifications d'IAS 1 et de l'IFRS Practice Statement 2 : « Informations à fournir sur les méthodes comptables »
- Modifications d'IAS 12 : « Impôt différé rattaché à des actifs et des passifs issus d'une même transaction »
- Modifications d'IAS 12 « Réforme fiscale internationale – Modèle de règles du Pilier 2 ».

Par ailleurs, le Groupe n'a appliqué de façon anticipée aucune norme, interprétation ou amendement. Les normes, modifications et interprétations publiées d'application obligatoire aux exercices ouverts après le 1er janvier 2023 et pouvant avoir un impact sur les états financiers du Groupe sont les suivantes :

- Modifications d'IFRS 16 : « Obligation locative découlant d'une cession-bail »
- Modifications d'IAS 1 :
- « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants »
- « Classement des passifs en tant que passifs courants ou non courants – Report de la date d'entrée en vigueur »
- « Passifs non courants assortis de clauses restrictives »
- Modifications d'IAS 7 et d'IFRS 7 : « Accords de financement de fournisseurs »
- Modifications d'IAS 21 « Absence de convertibilité ».

### *3.2. Actifs non courants*

#### 3.2.1. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées de logiciels acquis. Ceux-ci sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité. Cette durée est estimée en fonction du type de logiciel.

#### 3.2.2. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique d'acquisition minorées des amortissements et le cas échéant des pertes de valeur.

Les immobilisations corporelles sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité. Les principales durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

| | |
|---|---|
| Constructions et agencements | 15 à 20 ans |
| Matériels et machines | 3 à 10 ans |
| Matériels de transport | 3 à 5 ans |
| Matériels hydrauliques et compteurs | 10 à 15 ans |

#### 3.2.3. Immeubles de placement

La SODECI détient deux tours jumelles dont une est mise en location. L'immeuble en location répond à la définition d'un immeuble de placement au sens de la norme IAS 40. L'immeuble est valorisé à la juste valeur à la date de transition de SODECI aux normes IFRS le 01 janvier 2018 et amorti linéairement sur 20 ans. SODECI opte pour le modèle du coût, ses immeubles de placement ne seront pas revalorisés ultérieurement.

#### 3.2.4. Contrats de location

Les contrats de location sont comptabilisés selon un modèle unique prescrit par la norme IFRS 16 sous la forme :

- D'un droit d'utilisation amorti sur la durée résiduelle du contrat de location après prise en compte d'une éventuelle période de renouvellement. Les actifs au titre des droits d'utilisation relatifs à l'application d'IFRS 16 « Contrats de location » sont présentés au sein des immobilisations corporelles à partir de la date de mise à disposition de l'actif sous-jacent. Ils sont amortis linéairement sur la durée d'engagement du contrat. Celle-ci correspondant à la durée contractuelle non résiliable à laquelle s'ajoutent les options de prolongation que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer, ainsi quelles options de résiliation que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer. De ce fait, il a été nécessaire pour certains contrats d'exercer un jugement de la part du Groupe concernant l'estimation de la période d'engagement, comme précisé dans la note 5. La valeur de ces actifs correspond aux engagements de loyers futurs actualisés sur la durée ferme du contrat, ajustés des paiements effectués d'avance, franchises de loyer, coûts directs initiaux et coûts de remise en état. Les droits d'utilisation correspondent principalement à des contrats de location pour des biens immobiliers (bureaux, locaux et logements de fonction), des véhicules et du matériel informatique.
- D'une obligation locative au passif égale à la valeur actualisée des paiements de loyers restants, déterminée à l'aide du taux d'emprunt marginal. Les loyers versés sont comptabilisés comme des remboursements de dette locative.

Pour déterminer si un contrat contient un contrat de location, le Groupe apprécie si ce contrat lui confère le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie. Il apprécie donc :

- o le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques découlant de l'utilisation du bien déterminé ;
- o le droit de décider de l'utilisation du bien déterminé, en particulier le droit d'utiliser le bien et à quelle fin.

Le Groupe a retenu d'exclure les contrats d'une durée inférieure à douze mois et d'exclure les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les contrats qualifiés de location financement selon le Syscohada Révisé ont été reclassés sur la ligne Droits d'utilisation relatifs aux contrats de location (IFRS16) pour la partie active et en Emprunts liés aux droits d'utilisation (IFRS 16) pour la partie passive.

Le montant de l'obligation locative au passif est dépendant des hypothèses retenues en matière de durée des engagements et de taux d'emprunt marginal utilisés comme taux d'actualisation. Les taux utilisés ont été estimés en fonction de la devise, de la durée de l'obligation, du risque crédit de la SODECI.

### 3.2.5. Contrats de concession et d'affermage

Le Groupe opère dans la gestion déléguée de l'eau et des services publics dans le cadre de contrats de type affermage octroyés par l'Etat Ivoirien.

IFRIC 12 s'applique aux accords de concession de services public-privé dont le concédant contrôle ou réglemente les services devant être fournis par le concessionnaire par le moyen de l'infrastructure ainsi que les bénéficiaires du service et les tarifs de vente des prestations. Cette interprétation s'applique aux infrastructures que le concessionnaire construit ou acquiert auprès d'un tiers aux fins de l'accord de services ainsi qu'aux infrastructures existantes dont l'accès est donné par le concédant au concessionnaire aux fins de l'accord de services. Les contrats entrant dans le champ d'application de cette interprétation sont comptabilisés selon les principes décrits ci-après.

**Contrat de distribution publique urbaine d'eau potable en Côte d'Ivoire (affermage) - SODECI**

Dans le cadre de ce contrat, la SODECI gère la production, le transport et la distribution de l'eau potable. L'Etat de Côte d'Ivoire, autorité affermante, propriétaire des infrastructures, conserve à sa charge la gestion du patrimoine et le développement du Secteur de l'eau potable et doit notamment réaliser les travaux qui ne sont pas à la charge de la SODECI. Le prix de vente de l'eau applicable aux usagers est fixé par décret en Conseil des Ministres.

La SODECI facture les usagers pour le compte de l'Etat. La rémunération de la SODECI correspond à une quote-part de la facturation des usagers conditionnée à l'encaissement des montants dus par les usagers. Le contrat ne prévoit pas d'investissement dans les infrastructures à la charge de la SODECI.

L'Etat a la possibilité, en fin de contrat, de racheter les biens d'exploitation acquis par la société à dire d'expert. Ces biens dits « de reprise » sont notamment constitués des compteurs, des véhicules, du matériel informatique, et d'outillage. Ces actifs sont comptabilisés en immobilisations corporelles conformément à IAS 16.

Ce contrat entre dans le champ d'application d'IFRIC 12, mais ne fait l'objet d'aucun retraitement, la SODECI ne supportant pas les travaux de construction ou d'amélioration de l'infrastructure, et ne devant pas restituer ses propres actifs en fin de contrat.

Les infrastructures, propriétés de l'Etat, ne sont pas comptabilisées en tant qu'immobilisations corporelles de la SODECI, l'accord contractuel de services ne conférant pas à la SODECI le droit de contrôler l'utilisation de l'infrastructure de service public. En effet, la SODECI a accès à l'exploitation de l'infrastructure afin de fournir un service public pour le compte du concédant conformément aux stipulations du contrat.

Il en ressort que les biens de reprise de la SODECI sont comptabilisés en immobilisations corporelles.
Dans le cadre de ce contrat, la SODECI agit en tant qu'agent. Ainsi, seule la rémunération perçue par la SODECI au titre de ses prestations et les charges y afférentes sont comptabilisées en résultat au fur et à mesure que le service est rendu. Les éléments facturés pour le compte de l'autorité concédante et les charges y afférentes sont exclus du compte de résultat consolidé.

**Contrat de service d'entretien et d'exploitation des réseaux et ouvrages d'assainissement et de drainage de la ville d'Abidjan - SODECI**

Dans le cadre de ce contrat d'affermage, la SODECI gère et exploite à titre exclusif le service public de l'assainissement sur l'agglomération d'Abidjan. Les travaux qui ne sont pas mentionnés dans le Contrat d'Affermage d'Abidjan sont à la charge de l'Etat de Côte d'Ivoire qui reste maître d'ouvrage. Le tarif usager est fixé par décret en Conseil des Ministres. La SODECI facture les usagers pour le compte de l'Etat sur la base des tarifs définis par ce dernier.

La SODECI perçoit une quote-part du tarif usager au titre des eaux usées et un montant forfaitaire fixé par l'Etat au titre des eaux pluviales évacuées.

Le contrat ne prévoit pas d'investissement dans les infrastructures à la charge de la SODECI. L'Etat a la possibilité de racheter les biens de reprise à dire d'expert en fin de contrat. Ces actifs sont comptabilisés en immobilisations corporelles conformément à IAS 16.

Ce contrat entre dans le champ d'application d'IFRIC 12, mais ne fait l'objet d'aucun retraitement, la SODECI ne supportant pas les travaux de construction ou d'amélioration de l'infrastructure, et ne devant pas restituer ses propres actifs en fin de contrat.

Les infrastructures, propriétés de l'Etat, ne sont pas comptabilisées en tant qu'immobilisations corporelles de la SODECI, l'accord contractuel de services ne conférant pas à la SODECI le droit de contrôler l'utilisation de l'infrastructure de service public. En effet, la SODECI a accès à l'exploitation de l'infrastructure afin de fournir un service public pour le compte du concédant conformément aux stipulations du contrat.

Dans le cadre de ce contrat, la SODECI agit en tant qu'agent. Ainsi, seule la rémunération perçue par la SODECI au titre de ses prestations et les charges y

afférentes sont comptabilisées en résultat au fur et à mesure que le service est rendu. Les éléments facturés pour le compte de l'autorité concédante et les charges y afférentes sont exclus du compte de résultat consolidé.

#### 3.2.6. Dépréciation des actifs

Conformément à la norme IAS 36, le Groupe examine régulièrement s'il existe des indices de perte de valeur des actifs incorporels et corporels. A cette fin, les actifs sont regroupés en unités génératrices de trésorerie (UGT) pour être testés.

Les UGT représentent le plus petit groupe d'actifs générant des entrées de trésorerie largement indépendants d'autres groupes d'actifs. Le Groupe considère que chaque entité juridique opérant dans un secteur d'activité et dans une zone géographique distinctes constitue une UGT.

S'il existe de tels indices, le Groupe effectue un test de perte de valeur afin d'évaluer si sa valeur recouvrable, définie comme la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de vente et la valeur d'utilité, est supérieure ou égale à sa valeur nette comptable. La valeur d'utilité correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie. Le taux d'actualisation retenu reflète les appréciations actuelles par le marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif ou aux UGT. En l'absence de taux spécifique à l'actif testé, le taux utilisé est déterminé à partir du coût moyen du capital.

Une perte de valeur comptabilisée au titre d'une unité génératrice de trésorerie est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable de tout goodwill affecté à l'unité génératrice de trésorerie (ou groupe d'unités), puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'unité (du groupe d'unités) au prorata de la valeur comptable de chaque actif de l'unité (du groupe d'unités).

Au 31 décembre 2023, il n'existe pas d'indice de perte de valeur pour les actifs corporels et incorporels.

### *3.3. Actifs courants*

#### 3.3.1. Stocks

Les stocks sont principalement constitués par des matières chimiques, les fournitures et les pièces de rechange non stratégiques nécessaires au fonctionnement des installations, à l'exploitation et à la maintenance des réseaux d'eau et d'énergie, étant rappelé que les infrastructures restent la propriété de l'autorité affermante.

Ils sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré au prix de revient ou à leur valeur nette de réalisation, si cette dernière est inférieure à la valeur comptable. Le cas échéant, ils font l'objet d'une dépréciation.
Une dépréciation est constatée lorsque la valeur recouvrable devient inférieure à la valeur comptable. L'appréciation de la valeur recouvrable prend en compte la rotation des stocks et la nature des pièces considérées.

#### 3.3.2. Créances clients

Les créances clients sont évaluées à leur valeur recouvrable, sous déduction des dépréciations tenant compte de la perte attendue sur la vie de la créance conformément au modèle simplifié d'IFRS 9 applicable aux créances commerciales. Les créances clients sont principalement des créances de l'Etat et des organismes publics.

Les créances intègrent les créances des Secteurs pour lesquelles le risque de contrepartie est supporté par ces derniers ainsi que les créances des entités opérationnelles dues au titre de leurs prestations. Les clients sont constitués de clients publics, parapublics et privés.

Concernant les clients publics et parapublics, une dépréciation est constatée pour le montant de la perte attendue sur la vie de la créance déterminée en fonction du risque de la contrepartie.

Concernant les clients privés, la perte attendue sur la vie de la créance est déterminée en tenant compte du taux de non-recouvrement constaté. Ce taux évolue notamment en fonction de :

- l'antériorité des créances : les créances présentant une antériorité supérieure à un an sont dépréciées à hauteur de 80 à 100% en fonction de la nature des clients et de l'activité à laquelle ils se rapportent ;
- la position de l'abonné – actif ou résilié : les créances des clients résiliés sont dépréciées en totalité pour la part relative aux exercices antérieurs et à hauteur de 80 à 100%, en fonction de la nature des clients et de l'activité à laquelle ils se rapportent, pour la part des créances nées sur la période ;
- l'évolution du risque de non-recouvrement pour les impayés multiples de clients actifs.

Toutes les dépréciations des créances sont constituées nettes des avances sur consommations.

### *3.4. Autres actifs financiers*

Les autres actifs financiers sont constitués des créances d'exploitation, des dépôts et gages, des prêts, des actifs financiers à la juste valeur par autres éléments dont des titres de participation du résultat global, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Les équivalents de trésorerie comprennent les placements de trésorerie réalisables à très court terme, facilement convertibles en liquidités et exposés à un risque non significatif d'évolution de valeur.

La trésorerie présentée dans le tableau de flux de trésorerie consolidé inclut la trésorerie et les équivalents de trésorerie présentés à l'actif du bilan, ainsi que les découverts bancaires revêtant la nature de trésorerie.
Les méthodes suivantes sont appliquées aux actifs financiers :

- les créances, les dépôts et les gages sont comptabilisés à leur valeur nominale, l'effet de l'application de la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif n'étant pas jugé significatif. Des dépréciations sont constatées sur la base des pertes attendues ;
- les actifs financiers à la juste valeur par autres éléments du résultat global sont comptabilisés à leur juste valeur, les variations de juste valeur étant comptabilisées en capitaux propres, sur la ligne « autres éléments du résultat global » sans recyclage ultérieur en résultat ;
- les équivalents de trésorerie sont évalués à leur juste valeur, les variations de valeurs étant enregistrées en résultat financier de la période.

### *3.5. Passifs financiers*

Les passifs financiers comprennent les dettes vis-à-vis des fournisseurs, les dettes financières et les dettes d'exploitation. En application d'IFRS 9, les dettes et les dettes financières sont évaluées initialement à leur juste valeur nette des coûts de transaction puis selon la méthode du coût amorti au taux effectif d'intérêt. La charge d'intérêt est comptabilisée en résultat financier de la période selon cette même méthode.

Les dettes financières telles que présentées à la note 17 comprennent les emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16. Ces dettes de location sont inscrites au passif en contrepartie d'un droit d'utilisation d'un actif loué tel que décrit dans la note 3.2.4

### *3.6. Avantages au personnel*

Le Groupe participe à des régimes postérieurs à l'emploi, incluant les régimes de retraites et d'indemnités de fin de carrière ainsi qu'à des régimes à long terme, incluant essentiellement les gratifications d'ancienneté.

Pour les régimes à cotisations définies, le Groupe comptabilise en charges les cotisations à payer lorsqu'elles sont dues et aucune provision n'est comptabilisée, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

Pour les régimes des indemnités de fin de carrières et pour les autres avantages à long terme, les provisions sont déterminées en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédits projetées qui prévoit que chaque période de service donne lieu à constatation d'une unité de droit à prestation et évalue séparément chacune de ces unités pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse d'âge de départ en retraite ;
- un taux d'actualisation ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel ;
- Le taux de mortalité et le taux de rotation du personnel.

Les gains et pertes actuariels sont générés par les changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience sur le calcul des engagements. Les écarts actuariels portant sur les engagements postérieurs à l'emploi (les indemnités de départ en retraite principalement) sont comptabilisés en autres éléments du résultat global. Ils ne sont pas recyclés en résultat par la suite. Les écarts actuariels portant sur les engagements à long terme sont comptabilisés immédiatement en résultat.

La charge représentative de l'évolution des engagements nets au titre des pensions et autres avantages postérieurs à l'emploi est comptabilisée en résultat opérationnel.

### *3.7. Provisions*

Une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Cette obligation peut être d'ordre légal, réglementaire ou contractuel.

L'estimation du montant figurant en provisions correspond à la sortie de ressources qu'il est probable que le Groupe doive supporter pour éteindre son obligation. Si aucune évaluation fiable de ce montant ne peut être réalisée, aucune provision n'est comptabilisée ; une information est alors fournie dans les notes avec les états financiers consolidés.

Les passifs éventuels correspondent soit à des obligations potentielles résultant d'événements passés dont l'existence ne sera confirmée que par la survenance d'événements futurs incertains qui ne sont pas totalement sous le contrôle de l'entreprise ou à des obligations

probables pour lesquelles la sortie de ressources ne l'est pas. Aucun passif éventuel n'a été identifié au titre des périodes présentées dans les présents états financiers consolidés.

Lorsque le Groupe dispose d'un échéancier fiable et que l'effet de l'actualisation est significatif, les passifs sont actualisés.

### 3.8. Impôt sur les bénéfices

La charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat comprend l'impôt à payer au titre de la période et l'impôt différé.

Les impôts différés sont constatés sur toutes les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passifs, ainsi que sur les déficits fiscaux reportables. Les impôts différés actifs ne sont comptabilisés que si leur récupération est jugée probable.

Les impôts différés sont évalués au taux d'impôt adopté ou quasi adopté par les juridictions compétentes à la date de clôture, en fonction de l'échéance prévisionnelle de remboursement des différences temporelles. La règle du report variable est appliquée et l'effet de tout changement de taux d'imposition est comptabilisé dans le compte de résultat à l'exception de changements relatifs à des éléments comptabilisés directement en capitaux propres. Les impôts différés ne sont pas actualisés.

### 3.9. Produits des activités ordinaires

Les produits des activités ordinaires du Groupe incluent essentiellement :

- les produits liés aux activités de travaux de SODECI Les contrats prévoient en général une obligation de performance unique correspondant à la réalisation d'un ouvrage. Le prix de l'ouvrage est prévu au contrat. Les contrats peuvent prévoir des pénalités de retard qui sont traitées comme une part variable du prix de transaction. L'obligation de performance est satisfaite en continu selon le critère d'IFRS 15.35b car le client contrôle l'actif au fur et à mesure de sa construction ;
- la rémunération des contrats d'assainissement de SODECI. Ce service est assuré en continu, et le chiffre d'affaires reconnu au fur et à mesure ;
- la rémunération de fermier de SODECI. Le client reçoit et consomme les avantages générés par la prestation (fourniture d'eau) au fur et à mesure. La rémunération du fermier sur la base du M3 est fixée par l'autorité concédante en application du mécanisme prévu au contrat. Le transfert du contrôle se fait en continu au fur et à mesure de la consommation du bien transféré (eau).

### 3.10. Estimation de l'eau en compteur

A la date d'arrêté, le volume d'eau vendu est estimé sur la base de production réelle et des historiques de rendement propres à chaque entité. En outre, cette estimation couvre une période réduite du fait de la périodicité courte de relevé des compteurs.

### 3.11. Résultat opérationnel courant

Le résultat opérationnel courant est défini par différence entre l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des activités arrêtées ou en cours de cession et de l'impôt. Il exclut également les autres produits et charges opérationnels non courants.

### 3.12. Autres produits et charges opérationnels non courants

Les autres produits et charges opérationnels non courants correspondent aux produits et charges qui ne sont pas considérés comme normalement générés ou encourus dans le cadre des activités courantes du Groupe.

### 3.13. Incertitudes relatives aux traitements fiscaux

IFRIC 23 explique comment déterminer la position fiscale comptable en cas d'incertitude relative aux traitements fiscaux. L'Interprétation exige que la Société :

- détermine si les positions fiscales incertaines sont évaluées séparément ou en tant que groupe;
- évalue s'il est probable qu'une administration fiscale acceptera un traitement fiscal incertain utilisé:
  - o dans l'affirmative, la Société doit déterminer sa position fiscale comptable en accord avec le traitement fiscal utilisé,
  - o dans la négative, la Société doit refléter l'effet de l'incertitude en déterminant sa position fiscale comptable suivant la méthode du montant le plus probable ou la méthode de la valeur attendue.

Les impacts de la norme sur les états financiers annuels consolidé du Groupe sont non significatifs.

### 3.14. Principaux retraitements opérés par rapport aux comptes locaux

Depuis le 1er janvier 2018, le référentiel SYSCOHADA révisé s'applique dans les pays membres de l'espace OHADA (Organisation pour l'Harmonisation du Droit des

affaires en Afrique) pour la tenue des comptes sociaux. Cette révision du référentiel converge vers les normes IFRS.
A partir du 1er janvier 2018, les retraitements des contrats d'affermages tels qu'exposés en note 3.2.5 des présents états financiers, sont constatés directement dans les comptes.
Les principaux retraitements subsistants entre les comptes établis selon les normes SYSCOHADA tels que publiés par les entités et les comptes établis selon le référentiel IFRS portent sur :

- la comptabilisation des impôts différés actifs et passifs dans les comptes IFRS selon les principes décrits en note 3.8 des présents états financiers ;
- la comptabilisation en capitaux propres des écarts actuariels liés aux avantages au personnel telle que décrite en note 3.6 des présents états financiers ;
- la comptabilisation des impacts d'IFRS 16, à savoir la constatation en actifs corporels de droits d'utilisation et au passif d'obligations locatives long terme et court terme selon les principes décrits en note 3.2.4, la comptabilisation de dotations aux amortissements, de charges financières, l'annulation des charges de location et la comptabilisation du remboursement des obligations locatives en flux de trésorerie liés aux activités de financement
- La revalorisation de l'immeuble de placement à la juste valeur lors de la transition aux IFRS le 1er janvier 2018 ;

## 4. TRAITEMENT DES COMPTES DU SECTEUR

Le secteur de l'eau potable en Côte d'Ivoire regroupe un ensemble d'acteurs institutionnels publics et privés qui concourent au fonctionnement du service public.

SODECI est une entité collectrice pour le secteur de l'eau en Côte d'Ivoire.

La totalité de la facturation de l'eau transite par le bilan de SODECI.

Les montants ainsi collectés sont soit reversés au Secteur dès encaissement des créances correspondantes, soit font l'objet d'une compensation avec les créances de l'Etat. Dans ce dernier cas, la compensation des créances et des dettes figurant au bilan est comptabilisée sur la base des accords signés entre les parties.

Les impacts des opérations réalisées pour le compte du Secteur sur le bilan consolidé sont décrits ci-après :

- **Impacts sur les postes de l'actif du bilan :**

| | |
|---|---|
| **Créances clients** | Les créances clients intègrent les factures émises pour le compte du Secteur au titre des ventes d'eau et non encaissées à la clôture de l'exercice. Le risque de contre-partie relatif aux créances clients du Secteur est supporté par le Secteur. Ainsi, ces créances ne font pas l'objet de dépréciation dans les comptes.<br><br>Ces créances intègrent également :<br><br>- Les rémunérations fermières non encaissées à la clôture de l'exercice ;<br>- Les créances dues par le Secteur au titre des activités travaux. |
| **Autres débiteurs** | **Créances sur l'Etat :**<br><br>Les créances du Secteur sur l'Etat intégrent les redevances d'exploitation dues par le Secteur.<br><br>Elles sont nettes des surtaxes à payer et liées aux factures clients non encaissées à la clôture de l'exercice . |
| **Trésorerie** | La trésorerie intègre le déficit ou l'excédent de trésorerie du Secteur résultant du besoin ou de l'excédent en fonds de roulement de celui-ci découlant des en-cours gérés pour son compte. |

## 5. ESTIMATIONS DE LA DIRECTION

La préparation des états financiers selon le référentiel IFRS nécessite de la part de la direction l'exercice du jugement, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un impact sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réalisées à partir de l'expérience passée et d'autres facteurs considérés comme raisonnables au vu des circonstances. Elles servent ainsi de base à l'exercice du jugement rendu nécessaire à la détermination des valeurs comptables d'actifs et de passifs, qui ne peuvent être obtenues directement à partir d'autres sources. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées de façon continue. L'impact des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement s'il n'affecte que cette période ou au cours de la période du changement et des périodes ultérieures si celles-ci sont également affectées par le changement.

Les estimations et hypothèses sont notamment sensibles en matière d'évaluation :

- des passifs incluant les avantages au personnel ;
- de test de dépréciation des actifs ;
- des provisions ;
- de la part du chiffre d'affaires correspondant à l'eau en compteur et la rémunération y afférente à la date d'arrêté des états financiers tel que décrit en note 3.10 « Estimation de l'eau en compteur » et la rémunération y afférente qui sont largement fondées sur des estimations de résultat et de flux de trésorerie ;
- de la qualification de partenariat de la participation dans GS2E ;
- de l'immeuble locatif en tant qu'immeuble de placement.

### Durée des contrats de location

Le Groupe détermine la durée d'un contrat de location comme étant le temps pour lequel le contrat de location est non résiliable, auquel s'ajoutent les intervalles visés par :

- o toute option de prolongation du contrat que le preneur a la certitude raisonnable d'exercer ;
- o toute option de résiliation du contrat de location que le preneur a la certitude raisonnable de ne pas exercer.

La norme précise que le contrat n'est plus exécutoire lorsque le preneur et le bailleur ont chacun le droit de résilier le contrat de location sans l'accord de l'autre partie et en ne s'exposant, tout au plus, qu'à une pénalité négligeable. De ce fait, le Groupe a considéré que le preneur détient une option de prolongation dès lors qu'un contrat inclut une clause mentionnant que le bailleur peut s'opposer au droit au renouvellement du bail en réglant au locataire une indemnité d'éviction. L'opposition au droit au renouvellement étant considérée peu probable au vu des indemnités devant être versées. Le Groupe a estimé dans ce cas de figure qu'il y avait une certitude raisonnable d'exercer l'option de prolongation. La date de fin de contrat est alors estimée comme étant celle de la fin du contrat de concession ou d'affermage, date à laquelle les contrats seront transférés au nouveau fermier. Le Groupe comptabilise ses contrats d'un an renouvelables par tacite reconduction et ne contenant aucune clause de versement d'indemnité au preneur directement en compte de résultat. Ces contrats présentent, en effet un horizon d'engagement économique inférieur à un an.

**Instruments financiers**

IFRS 9 " Instruments financiers " expose les dispositions à suivre pour la comptabilisation et l'évaluation des actifs, passifs financiers et de certains contrats d'achat ou vente d'éléments non financiers.

Phase I – Classement et évaluation des actifs financiers
Les dispositions d'IFRS 9 quant à la classification et l'évaluation des actifs financiers sont basées sur le modèle de gestion de l'entreprise et des caractéristiques contractuelles des actifs financiers.
Lors de la mise en œuvre de cette norme, La Société a procédé à la revue des caractéristiques, notamment de rémunération, de ses actifs financiers. Du fait de la pratique de la Société dans la gestion de ses actifs financiers ne détenant pas d'instruments financiers complexes, il a été conclu que l'ensemble des actifs financiers de la Société respectait le critère " Solely Payment of Principal and Interests (SPPI) " tel que défini par IFRS 9. Les actifs financiers comptabilisés au coût amorti selon IAS 39 n'ont donc pas connu de changement de méthode comptable lors de la première application d'IFRS 9.
Le groupe a également procédé à une revue de son portefeuille d'instruments de capitaux propres, constitué principalement de titres de participations non consolidés, afin de déterminer la méthode d'évaluation de chaque titre (soit à la juste valeur par résultat, soit à la juste valeur par capitaux propres). Les titres présents en portefeuille au 1er janvier 2018 ont été évalués à leur valeur comptable telle qu'elle figurait dans les états financiers SYSCOHADA à la date de transition.

Pour les actions de sociétés cotées, cette juste valeur est déterminée sur la base du cours de Bourse à la date de clôture. Pour les titres non cotés, si la juste valeur n'est pas déterminable de façon fiable à chaque clôture, ils sont maintenus au bilan à leur juste valeur initiale, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition majoré des frais de transaction, ajusté d'éventuels gains ou pertes de valeur déterminés par une analyse de la variation de la quote-part des capitaux propres détenus.

Les prêts et créances sont dorénavant classés en " Actifs financiers au coût amorti " et les actifs disponibles à la vente sont classés en " Instruments de capitaux propres " et demeurent présentés au bilan en " Autres actifs financiers ".

Les actifs financiers du groupe sont essentiellement constitués des créances sur les abonnés et des créances fiscales. Ces actifs ne portent pas intérêts et sont recouvrés à court terme. En conséquence, le groupe les évalue à leur valeur nominale déduction faite de leur dépréciation.

Phase II – Modèle de dépréciation des actifs financiers
La norme a également fait évoluer les modalités de dépréciation des actifs financiers de de la Société puisque IFRS 9 impose un modèle désormais basé sur les pertes attendues. Une analyse des portefeuilles de créances commerciales et financières, ainsi que des prêts octroyés, notamment à des sociétés mises en équivalence, a été menée.

Le groupe a opté pour la méthode simplifiée pour mesurer les dépréciations relatives à ses créances commerciales.
Le risque de crédit lié aux créances financières et aux prêts a été mesuré selon les dispositions du modèle complet d'IFRS 9. Aucune hausse significative du risque de crédit n'a été identifiée.

Afin d'estimer le risque de non-recouvrement des actifs financiers de la Société, une analyse des pertes constatées sur l'exercice sera conduite annuellement afin d'ajuster éventuellement les taux de dépréciation.

Phase III – Comptabilité de couverture
Les dispositions d'IFRS 9 permettent de comptabiliser la variation de valeur de l'ensemble des coûts de couverture (report/déport, swap de base et primes d'options) en autres éléments du résultat global et de les recycler par résultat linéairement en cas de couverture d'une période de temps ou, dans le cas d'une couverture de

transaction, au même rythme que la reconnaissance de l'opération couverte.

Le groupe n'enregistre pas d'opérations de couverture.

**Informations sectorielles**

Conformément à la norme IFRS 8 Secteurs opérationnels, un secteur opérationnel est une composante d'une entité :

a) qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits d'activités ordinaires et d'encourir des charges ;
b) dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ; et
c) pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Le secteur opérationnel ainsi identifié et suivi par le management de la Société est relatif aux prestations de production, de transport et de distribution d'eau dans le cadre d'un contrat de concession.

Ainsi, ont été présentés les produits des activités ordinaires provenant des clients externes que sont les abonnés au service concédé.

Le groupe ne dispose que d'une seule unité de trésorerie au regard de tout ce qui précède.

**Evaluation à la juste valeur**

Les instruments financiers évalués à la juste valeur sont classés dans un des trois niveaux hiérarchiques, décrits ci-dessous, aux fins de présentation. La juste valeur est définie comme le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.
Chacun des niveaux reflète les données d'entrée utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et passifs :
Niveau 1 – Données d'entrée correspondant à des prix cotés non ajustés d'instruments identiques sur des marchés actifs.
Niveau 2 – Données d'entrée autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
Niveau 3 – Données d'entrée utilisées dans la technique d'évaluation qui ne sont pas fondées sur des données observables sur le marché au moment de la détermination de la juste valeur des instruments.
La hiérarchie qui s'applique dans le cadre de la détermination de la juste valeur exige l'utilisation de données observables sur le marché chaque fois que de telles données existent. Un instrument financier est classé en fonction de la donnée d'entrée du niveau le plus bas qui a une importance dans l'évaluation de la juste valeur.

## 6. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

| Entité | Secteur opérationnel de rattachement | Devise | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|---|---|
| | | | % d'intérêt | % d'intérêt |
| SODECI | Services publics d'eau en Côte d'Ivoire | XOF | 100,00% | 100,00% |
| GS2E | Holding et autres | XOF | 33,33% | 33,33% |
| SGA2E | Holding et autres | XOF | 40,00% | 40,00% |

GS2E est un GIE détenu à 33% par SODECI, le reste du capital étant détenu par CIE (Une société sœur). GS2E est dirigée conjointement par SODECI et CIE, les décisions étant prises à l'unanimité. Les deux associés sont responsables indéfiniment et solidairement des dettes sociales. SODECI contrôle conjointement avec CIE une activité sous contrôle commun au sens d'IFRS 11. GS2E est intégrée à la consolidation de SODECI en comptabilisant sa quote des actifs, passifs, charges et produits.

SGA2E est une société détenue à 40% par SODECI qui y exerce une influence notable. SGA2E est intégrée à la consolidation de SODECI selon la méthode de la mise en équivalence.

## 7. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

| (en millions de Francs CFA) | Immobilisations incorporelles en cours | Autres immobilisations incorporelles | Immobilisations incorporelles |
|---|---|---|---|
| **Valeur Brute au 1er Janvier 2022** | **1** | **6 560** | **6 561** |
| Acquisitions | 17 | 71 | 88 |
| Cessions, mises au rebut | - | (8) | (8) |
| Reclassements | (1) | 176 | 175 |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2022** | **17** | **6 799** | **6 816** |
| Acquisitions | 20 | 95 | 115 |
| Cessions, mises au rebut | - | - | - |
| Reclassements et autres variations | (20) | 350 | 331 |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2023** | **17** | **7 245** | **7 262** |
| **Amortissement et dépréciation au 1er Janvier 2022** | **-** | **(5 081)** | **(5 081)** |
| Amortissements | - | (495) | (495) |
| **Amortissement et dépréciation au 31 Décembre 2022** | **-** | **(5 575)** | **(5 575)** |
| Amortissements | - | (435) | (435) |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2023** | **-** | **(6 010)** | **(6 010)** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2022** | **17** | **1 224** | **1 241** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2023** | **17** | **1 235** | **1 252** |

Au 31 décembre 2023, les immobilisations incorporelles s'élèvent à 1 252 MFCFA. On observe une légère hausse par rapport à fin décembre 2022 de + 10 MFCFA. Cette hausse est liée aux acquisitions d'immobilisations brutes composées à 78 % de transfert (logiciel de gestion de compteurs prépayés) chez SODECI et 22% d'acquisition d'immobilisations chez GS2E et du poids du cumul des amortissements de la période. Cette augmentation s'explique avec le niveau des acquisitions de la période notamment sur les véhicules et les compteurs en liaison avec le niveau de l'activité.

## 8. ACTIFS AU TITRE DES DROITS D'UTILISATION

| (en millions de Francs CFA) | Actifs au titre des droits d'utilisation IFRS16 |
|---|---|
| **Valeur Brute au 1er Janvier 2022** | **13 173** |
| Transition IFRS 16 | - |
| Acquisitions | 4 325 |
| Cessions, mises au rebut | (438) |
| Reclassements et autres variations | 792 |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2022** | **17 852** |
| Acquisitions | 3 971 |
| Cessions, mises au rebut | (886) |
| Reclassements et autres variations | 373 |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2023** | **21 311** |
| **Amortissements et dépréciations au 1er Janvier 2022** | **(6 753)** |
| Amortissements | (3 378) |
| Reprises sur cessions, mises au rebut | 425 |
| Transition IFRS 16 | - |
| Reclassements et autres variations | - |
| **Amortissements et dépréciations au 31 Décembre 2022** | **(9 706)** |
| Amortissements | (3 419) |
| Reprises sur cessions, mises au rebut | 126 |
| Reclassements et autres variations | - |
| **Amortissements et dépréciations au 31 Décembre 2023** | **(12 999)** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2022** | **8 146** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2023** | **8 312** |

La hausse de 165 MFCFA s'explique par les nouvelles activations de la période. La valeur brute au 31/12/2023 s'élèvent à 21 311 MFCFA (contre 17 852 MFCFA en 2022) et comprend des crédits-baux de véhicules pour 19 271 MFCFA (contre 15 903 MFCFA en 2022) et des contrats de location de bâtiments pour 2 040 MFCFA (contre 1 949 MFCFA en 2022).

## 9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

| (en millions de Francs CFA) | Terrains | Constructions | Installations tech, matériel & outillage | Immobilisations corporelles en cours | Total immobilisations corporelles |
|---|---|---|---|---|---|
| **Valeur Brute au 1er Janvier 2022** | **578** | **25 617** | **58 009** | **3 501** | **87 705** |
| Reclassement locations financement | - | 278 | 6 645 | 5 259 | 12 182 |
| Cessions, mises au rebut | - | - | (2 429) | - | (2 429) |
| Reclassements | - | 680 | 1 760 | (4 087) | (1 647) |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2022** | **578** | **26 575** | **63 985** | **4 673** | **95 812** |
| Acquisitions | - | 67 | 5 669 | 2 451 | 8 186 |
| Cessions, mises au rebut | - | - | (2 165) | - | (2 165) |
| Reclassements et autres variations | - | 851 | 2 043 | (3 598) | (704) |
| **Valeur Brute au 31 Décembre 2023** | **578** | **27 493** | **69 532** | **3 526** | **101 129** |
| **Amortissements et dépréciations au 1er Janvier 2022** | **-** | **(19 316)** | **(34 228)** | **-** | **(53 544)** |
| Amortissements | - | (1 000) | (4 721) | | (5 720) |
| Reprises sur cessions, mises au rebut | - | - | 2 094 | - | 2 094 |
| Reclassements et autres variations | - | - | - | - | - |
| **Amortissements et dépréciations au 31 Décembre 2022** | **-** | **(20 315)** | **(36 855)** | **-** | **(57 170)** |
| Amortissements | - | (1 041) | (5 517) | - | (6 558) |
| Reprises sur cessions, mises au rebut | - | - | 2 651 | - | 2 651 |
| Reclassements et autres variations | - | - | - | - | - |
| **Amortissements et dépréciations au 31 Décembre 2023** | **-** | **(21 356)** | **(39 721)** | **-** | **(61 077)** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2022** | **578** | **6 260** | **27 131** | **4 673** | **38 641** |
| **Valeur Nette au 31 Décembre 2023** | **578** | **6 137** | **29 811** | **3 526** | **40 052** |

Le montant des immobilisations corporelles nettes s'établit à 40 052 MFCFA au 31 décembre 2023. Il croit légèrement par rapport à fin décembre 2022 de 4 %, soit (+1 410 MFCFA).
Cette augmentation s'explique avec le niveau des acquisitions de la période notamment sur le matériel informatique et les installations et agencements (compteurs).

## 10. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement s'établissent à 3 718 millions de FCFA et correspondent à la partie de l'immeuble occupée par SODECI consacré à la location.

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Immeubles de placement | 5 312 | 5 312 |
| Amt/Dép. immeubles de placement | (1 594) | (1 328) |
| **Immeubles de placement - valeur nette** | **3 718** | **3 984** |

## 11. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Dépôts, prêts cautionnements et autres créances au coût amorti | 2 867 | 518 |
| **Actifs financiers non courants** | **2 867** | **518** |

La hausse de + 3 248 millions de FCFA sur l'exercice provient principalement de SODECI pour +2 337 MFCFA lié à la cession partielle des titres reçues de l'Etat à la suite à l'opération de titrisation.

## 12. STOCKS

Les stocks incluent essentiellement des pièces de rechange, des canalisations, des kits de branchement, des compteurs et des produits de traitement tels que détaillés ci-dessous :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Stocks de combustibles | 45 | 58 |
| Stocks de pièces de rechange | 5 436 | 4 845 |
| Matériel de réseau hydraulique | 24 032 | 23 682 |
| Produits de traitement | 1 951 | 1 948 |
| Divers | 528 | 509 |
| **Stocks bruts** | **31 993** | **31 042** |
| **Dépréciation des stocks** | **(589)** | **(533)** |
| **Stocks nets** | **31 403** | **30 509** |

Au 31 décembre 2023, les stocks et encours sont relativement stables par rapport à la fin décembre 2022.

## 13. CRÉANCES CLIENTS

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Clients et comptes rattachés | 238 528 | 208 358 |
| Dép. clients et comptes rattachés | (48 699) | (48 233) |
| **Total Créances clients** | **189 830** | **160 126** |

Le montant des créances clients est en hausse de 30,2 milliards de francs CFA par rapport à fin 2022. Cette évolution s'explique par l'augmentation du niveau des créances clients Eau et Projets.

L'antériorité des créances clients et comptes rattachés (hors factures à établir) est la suivante :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| A moins d'un an | 91 316 | 87 809 |
| Entre un et cinq ans | 60 989 | 69 236 |
| A plus de cinq ans | 86 222 | 51 480 |
| **Total Créances clients** | **238 528** | **208 525** |

## 14. AUTRES DÉBITEURS

Les autres débiteurs s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Fournisseurs - Avances et acomptes versés | 6 005 | 9 927 |
| Créances sur personnel & org. sociaux | 539 | 395 |
| Créances de l'Etat et organismes publics | 25 605 | 23 469 |
| Créances d'exploitation diverses | 72 782 | 61 789 |
| Autres créances courantes | 1 163 | 1 153 |
| **Autres débiteurs** | **106 093** | **96 732** |

Le montant des autres débiteurs est en hausse de 8,3 milliards. Cette variation s'explique principalement par les variations suivantes chez Sodeci :

- Une hausse de 11 milliards de FCFA des créances d'exploitation diverses correspondant essentiellement à l'évolution du niveau d'activité (projets et travaux) ;
- Une hausse de 2 milliards de FCFA des créances de l'Etat et des organismes publics liée essentiellement à de la TVA ;
- Une baisse de 4 milliards de FCFA des avances et acomptes fournisseurs versés.

## 15. AUTRES ACTIFS COURANTS

Les autres actifs courants s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Charges constatées d'avance | 722 | 395 |
| **Total** | **722** | **395** |

## 16. TRÉSORERIE

La trésorerie s'analyse comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| **Dont :** | | |
| **Trésorerie et équivalents de trésorerie dont :** | | |
| Disponibilités | 5 030 | 13 465 |
| Caisse | 10 | 87 |
| VMP | 18 | 22 |
| **Trésorerie passive** | (14 006) | (22 181) |
| **Trésorie de clôture** | **(14 006)** | (22 181) |
| | | |
| Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles | 16 834 | (26 875) |
| Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement | (10 184) | (12 477) |
| Flux de trésorerie liés aux activités de financement | (6 991) | 6 437 |
| **Variation nette de la trésorerie** | **(341)** | **(32 915)** |
| Trésorerie d'ouverture | (8 607) | 24 329 |
| Variation de trésorerie | (341) | (32 936) |
| **Trésorerie de clôture** | **(8 948)** | **(8 607)** |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 5 058 | 13 574 |
| Trésorerie passive | (14 006) | (22 181) |
| **Trésorerie de clôture** | **(8 948)** | **(8 607)** |

## 17. CAPITAL ET RÉSULTAT PAR ACTION

| (nombre de parts) | Actions ordinaires |
|---|---|
| **Actions émises au 1er Janvier 2022** | **9 000 000** |
| **Actions émises au 31 Décembre 2022** | **9 000 000** |
| **Actions émises au 31 Décembre 2023** | **9 000 000** |

En 2022 et 2023, le capital social de SODECI se décompose en 9 millions d'actions ayant une valeur nominale de 500 Francs CFA. Le nombre d'actions en circulation est inchangée et ne comprend aucune action dilutive.

Le cours de l'action SODECI au 31 décembre 2023 s'établit à 4 770 FCFA contre 5 465 FCFA au 31 décembre 2022.

Les réserves s'établissent à 14,8 milliards de FCFA contre 13,8 milliards de FCFA en 2022 et comprennent 3,8 milliards de FCFA de réserve légale non distribuable.

Au bénéfice net de 4 903 679 124 FCFA, s'ajoute le report à nouveau antérieur de 2 247 215 550 FCFA donnant un disponible de 7 150 894 674 FCFA, qu'il est proposé d'affecter de la manière suivante :

- Distribution de dividende : 4 815 000 000 FCFA ;
- Report à nouveau : 2 335 894 674 FCFA.

Le dividende brut par action serait alors égal à 535,00 FCFA, soit 481,50 FCFA de dividende net.

## 18. DETTES FINANCIÈRES

### *18.1. Analyse par flux*

| (en millions de Francs CFA) | Emprunts auprès établiss. de crédit | Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 | Autres emprunts et dettes assimilées | Intérêts courus | Concours bancaires et financement court teme | Dettes financières |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **1er Janvier 2022** | **11 682** | **7 255** | **(0)** | **56** | **44 680** | **63 673** |
| Augmentation | 2 701 | 4 325 | 2 110 | | - | **9 136** |
| Diminution | (6 814) | (4 398) | (2 110) | | - | **(13 322)** |
| Reclassement et autres mouvements | (2 701) | 2 701 | - | - | - | **(0)** |
| Variation bas de bilan | - | | - | (29) | 30 130 | **30 101** |
| **31 Décembre 2022** | **4 868** | **9 882** | **(0)** | **27** | **74 810** | **89 587** |
| Augmentation | 5 000 | 3 971 | 1 649 | - | - | **10 620** |
| Diminution | (5 376) | (4 055) | (1 649) | - | - | **(11 080)** |
| Reclassement et autres mouvements | 0 | 0 | - | - | - | **0** |
| Variation nette | - | | - | (4) | (5 967) | **(5 971)** |
| **31 Décembre 2023** | **4 492** | **9 799** | **(0)** | **22** | **68 844** | **83 157** |

Les dettes financières diminuent de 6,4 milliards de FCFA par rapport à 2022 s'expliquant principalement par la diminution des concours bancaires et financement court. Les sorties de trésorerie relatives aux contrats de location s'élèvent à 4 055 MFCFA.

### *18.2. Analyse par nature (courant et non courant)*

Les dettes financières du Groupe s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | Courant | Non courant |
|---|---|---|---|
| Emprunts auprès établiss. de crédit | 4 492 | 1 730 | 2 762 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 | 9 799 | 4 242 | 5 557 |
| Autres emprunts et dettes assimilées | () | - | (0) |
| Intérêts courus | 22 | 22 | - |
| Concours bancaires et financement court teme | 68 844 | 68 844 | - |
| **Dettes financières** | **83 157** | **74 838** | **8 319** |

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2022 | Courant | Non courant |
|---|---|---|---|
| Emprunts auprès établiss. de crédit | 4 868 | 4 668 | 200 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 | 9 882 | 4 136 | 5 746 |
| Autres emprunts et dettes assimilées | () | - | (0) |
| Intérêts courus | 27 | 27 | - |
| Concours bancaires et financement court teme | 74 810 | 74 810 | - |
| **Dettes financières** | **89 587** | **83 641** | **5 946** |

Les dettes financières sont contractées auprès des banques locales (BNI, ORABANK, SGCI, BRIDGE BANK) pour couvrir les besoins d'exploitation

Ventilation des dettes financières par échéance

La ventilation par échéance du total des dettes financières est la suivante :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| A moins d'un an | 74 838 | 83 641 |
| Entre un et cinq ans | 7 466 | 4 607 |
| A plus de 5 ans | 853 | 1 339 |
| **Total dettes financières** | **83 157** | **89 587** |

## 19. AVANTAGES AU PERSONNEL

La provision pour avantages au personnel comprend la provision pour avantages postérieurs à l'emploi et la provision pour avantages à long terme :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Avantages postérieurs à l'emploi | 3 857 | 3 254 |
| Avantages à long terme | 922 | 931 |
| **Avantages au personnel** | **4 779** | **4 186** |

### *19.1. Avantages postérieurs à l'emploi*

La provision pour engagement de retraite correspond au régime d'indemnité de départ en retraite (IDR). La variation de la provision comptabilisée au bilan s'analyse comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | Valeur actualisée de l'obligation (DBO) 2023 | Valeur actualisée de l'obligation (DBO) 2022 |
|---|---|---|
| **Ouverture** | **3 254** | **3 462** |
| Coût des services rendus | 725 | 476 |
| Charges d'intérêts | 55 | 58 |
| Prestations versées | (120) | (726) |
| Gains et pertes actuariels et autres mouvements | (57) | (16) |
| **Clôture** | **3 857** | **3 254** |

### *19.2. Autres avantages à long terme*

Les montants comptabilisés au passif au titre de ces régimes s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | Valeur actualisée de l'obligation (DBO) 2023 | Valeur actualisée de l'obligation (DBO) 2022 |
|---|---|---|
| **Ouverture** | **931** | **828** |
| Coût des services rendus | 155 | 105 |
| Charge d'intérêts | 17 | 8 |
| Prestations versées | (182) | (10) |
| **Clôture** | **922** | **931** |

Les autres avantages à long terme intègrent essentiellement les médailles du travail.

### *19.3. Hypothèses actuarielles*

Les hypothèses actuarielles sont déterminées par entité juridique en fonction des observations historiques (taux de turn-over, taux de progression des salaires). Les principales hypothèses actuarielles retenues pour l'exercice clos au 31 décembre 2023 sont les suivantes :

| Synthèse des engagements | SODECI |
|---|---|
| Taux d'actualisation | 6,00% |
| Taux de turn-over | 1,00% |
| Taux de progression des salaires | 3,00% |
| Table de mortalité | Table CIMA F |

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2022, les principales hypothèses actuarielles retenues étaient :

| Synthèse des engagements | SODECI |
|---|---|
| Taux d'actualisation | 5,85% |
| Taux de turn-over | 1,00% |
| Taux de progression des salaires | 3,00% |
| Table de mortalité | Table CIMA F |

## 20. PROVISIONS

La variation des provisions sur l'exercice comprend les éléments suivants :

| (en millions de Francs CFA) | Provision pour litiges | Autres provisions pour risques | Autres provisions pour charges | Total |
|---|---|---|---|---|
| **1er Janvier 2022** | **424** | **2 676** | **63** | **3 163** |
| Dotations | 23 | 1 183 | - | 1 206 |
| Reprises utilisées | (62) | (1 075) | - | (1 137) |
| **31 Décembre 2022** | **385** | **2 784** | **63** | **3 232** |
| Dotations | 23 | 2 770 | 21 | 2 814 |
| Reprises utilisées | (20) | - | - | (20) |
| **31 Décembre 2023** | **389** | **5 554** | **83** | **6 026** |

Les provisions augmentent de 2 794 MFCFA sur la période. La variation de la période concerne principalement la variation SODECI pour qui les provisions augmentent de 2 774 entre 2022 et 2023. Les principaux mouvements de la période concernent les provisions pour risques risque non courant (Dotations de 2 793 millions de FCFA sur l'exercice 2023). La hausse observée s'explique par l'effet combiné de :

- la hausse des dotations aux provisions pour risques et charges qui s'explique par la prise en compte, en 2023, d'une provision afin de couvrir un risque éventuel sur les branchements subventionnés sans équivalent en 2022 ;
- la baisse des dotations aux provisions clients suite aux actions de recouvrement mises en œuvre

## 21. DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 166,3 milliards de francs CFA au 31 décembre 2023, soit une augmentation de 29,8 milliards de francs CFA par rapport au 31 décembre 2022. Cette hausse est notamment en lien avec le niveau de l'activité.

## 22. IMPÔTS DIFFÉRÉS

| (en millions de Francs CFA) | 1er Janvier 2022 | Résultat | OCI | Autres | 31 Décembre 2022 | Résultat | OCI | Autres | 31 Décembre 2023 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Immeubles de placement | (1 062) | 66 | | | (996) | 67 | | | (929) |
| Avantages au personnel | 1 388 | (71) | (4) | | 1 313 | 206 | (14) | | 1 505 |
| Provisions non déductibles | 2 168 | 295 | | | 2 463 | 1 773 | | | 4 236 |
| Autres différences temporaires | (404) | (61) | | | (465) | (848) | | | (1 313) |
| Total impôts différés | **2 090** | (105) | 42 | | **2 315** | 1 197 | (14) | - | **3 498** |

Les impôts différés correspondent principalement à une créance d'impôt future relative à la déductibilité des avantages aux personnels, aux provisions pour dépréciation d'actif circulant compensé par la différence entre la valeur de l'immeuble de placement et sa valeur fiscale.

La hausse de l'impôt différé est l'effet conjugué de l'augmentation des autres provisions non déductibles (provision pour risque et charges sur les comptes WIZALL) et de la provision pour engagement de retraite (revalorisation du minima catégoriel).

## 23. AUTRES CRÉDITEURS

Les autres créditeurs s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Dettes sociales | 6 162 | 6 302 |
| Dettes vis-à-vis de l'Etat | 21 489 | 26 289 |
| Autres dettes | 50 869 | 44 365 |
| **Autres créditeurs** | **78 520** | **76 956** |

Les dettes fiscales portent principalement sur la TVA non encaissée par conséquent non exigible.

## 24. DETTES D'IMPÔTS EXIGIBLES

Les dettes d'impôts exigibles sont en hausse de 1 672 millions de FCFA dont 2 784 millions de FCFA de paiement de l'impôt 2022 sur les BIC et 4 456 millions de FCFA d'impôt sur les BIC 2023 à payer.

## 25. AUTRES PASSIFS D'EXPLOITATION COURANTS

Les autres passifs courants s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Clients- Avances et acomptes reçus | 21 451 | 17 130 |
| Produits constatés d'avance et autres comptes de régularisation | 7 | 24 |
| Dettes sur acquisition d'actifs - courant | 1 198 | 794 |
| **Passifs courants** | **22 657** | **17 948** |

Le montant des autres passifs courants s'établit à 22 657 millions de FCFA contre 17 948 millions de FCFA à fin décembre 2022. Cette hausse est liée à l'augmentation des avances et acomptes reçus en lien avec l'évolution du niveau de l'activité.

## 26. PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires consolidés s'analysent comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Eau | 101 839 | 92 935 |
| Travaux de branchement | 13 414 | 15 562 |
| Travaux divers | 53 811 | 45 408 |
| Assainissement | 2 641 | 3 194 |
| Prestation de service | 2 351 | 2 571 |
| Divers | 4 962 | 4 286 |
| **Produits des activités ordinaires** | **179 018** | **163 957** |

Le chiffre d'affaires à fin décembre 2023 est en hausse de 15 061 MFCFA par rapport à celui à fin décembre 2022 en raison des variations suivantes :

- La hausse de l'activité Eau (+ 8 903 MFCFA) liée à :

  - la croissance des volumes d'eau facturés induite par l'augmentation de la production (+ 7 457 MFCFA) ;
  - la refacturation de l'écart de tarif sur l'achat des volumes d'eau de la Mé (+ 1 446 MFCFA). Au 31 Décembre 2023, le coût d'achat moyen du m³ d'eau acheté à l'usine de la Mé est de 366 FCFA ;
- La croissance du chiffre d'affaires Travaux (+ 13 985 MFCFA) qui s'observe essentiellement sur les travaux FDE ;
- La croissance du chiffre d'affaires du projet Hydraulique Villageoise (+ 3 044 MFCFA) découlant d'une avancée significative observée sur toutes les composantes. Nous notons la réparation de 4 395 pompes en 2023 contre 2 501 pompes réparées en 2022. Au niveau de la composante Remplacement, on note 449 pompes remplacées sans équivalent en 2022 ;
- Le retrait du chiffre d'affaires du projet PRIS/APTF (- 9 556 MFCFA) observé essentiellement sur les composantes travaux et branchements en lien avec la finalisation du projet ;
- Le retrait de l'Activité Branchements (- 2 482 MFCFA) qui découle de la baisse de l'octroi des branchements subventionnés aux directions régionales en lien avec les projets en cours (PRIS/APTF) en raison de la situation déficitaire du Fonds de Développement ;
- Le retrait du chiffre d'affaires de l'activité Assainissement (- 204 MFCFA) observé sur les travaux d'assainissement ;
- La croissance des Services vendus (+ 962 MFCFA) en lien avec la hausse des frais de retard du fait de l'évolution des abonnés ;
- La hausse des Autres prestations (+ 135 MFCFA) issue d'un remboursement des coûts de formation engagés par la SODECI pour son personnel.

## 27. INFORMATIONS SECTORIELLES

Le Groupe SODECI répartit son information financière par secteur opérationnel comme prescrit par la norme IFRS 8. Elle considère que les secteurs opérationnels dans lesquelles elles opèrent correspondent aux entités légales du Groupe, leur activité étant matériellement différente. Ainsi, le Groupe dénombre les segments suivants : la SODECI elle-même, GS2E et SGA2E,

### *27.1. Bilan par secteur d'activité*

| 31 Décembre 2023<br>(en millions de Francs CFA) | Société de distribution d'eau en Côte d'Ivoire (SODECI) | GS2E | SGA2E | Comptes IFRS publiés |
|---|---|---|---|---|
| Autres immobilisations incorporelles | 1 051 | 201 | - | 1 252 |
| Actifs au titre des droits d'utilisation (IFRS16) | 6 806 | 1 506 | - | 8 312 |
| Immobilisations corporelles | 39 362 | 690 | - | 40 052 |
| Immeubles de placement | 3 718 | - | - | 3 718 |
| Actifs financiers non courants | 2 834 | 32 | - | 2 867 |
| Autres actifs non courants | 3 461 | 37 | - | 3 498 |
| Eliminations inter-secteurs | 301 | (211) | (90) | 0 |
| Titres mis en équivalence | - | - | 165 | 165 |
| **Total des actifs non courants** | **57 533** | **2 256** | **75** | **59 864** |
| | | | | |
| Stocks | 31 403 | - | - | 31 403 |
| Autres actifs courants | 293 520 | 3 125 | - | 296 645 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 4 097 | 961 | - | 5 058 |
| **Total des actifs courants** | **329 020** | **4 086** | **-** | **333 106** |
| **Total actif** | **386 553** | **6 341** | **75** | **392 970** |
| Emprunts et dettes financières non courantes | 2 762 | - | - | 2 762 |
| Avantages au personnel | 4 731 | 48 | - | 4 779 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 - non couran | 4 467 | 1 090 | - | 5 557 |
| Provisions | 5 943 | 21 | - | 5 963 |
| **Total des passifs non courants** | **17 903** | **1 159** | **-** | **19 061** |
| | | | | |
| Emprunts et dettes financières courantes | 70 597 | - | - | 70 597 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 - courant | 3 719 | 522 | - | 4 242 |
| Provisions - part courante | - | 63 | - | 63 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 163 884 | 2 745 | (0) | 166 629 |
| Autres créditeurs | 76 765 | 1 754 | (0) | 78 520 |
| Dettes d'impôt exigible | 4 456 | - | (0) | 4 456 |
| Autres passifs courants | 22 586 | 71 | - | 22 657 |
| **Total des passifs courants** | **342 006** | **5 155** | **(0)** | **347 162** |
| **Total passif et capitaux propres** | **386 553** | **6 341** | **75** | **392 969** |
| **Actifs nets** | **26 644** | **27** | **75** | **26 747** |

| 31 Décembre 2022<br>(en millions de Francs CFA) | Société de distribution d'eau en Côte d'Ivoire (SODECI) | GS2E | SGA2E | Comptes IFRS publiés |
|---|---|---|---|---|
| Autres immobilisations incorporelles | 1 034 | 206 | - | 1 241 |
| Actifs au titre des droits d'utilisation (IFRS16) | 6 966 | 1 181 | - | 8 146 |
| Immobilisations corporelles | 38 164 | 478 | - | 38 641 |
| Immeubles de placement | 3 984 | - | - | 3 984 |
| Actifs financiers non courants | 498 | 21 | - | 518 |
| Autres actifs non courants | 2 285 | 30 | - | 2 315 |
| Eliminations inter-secteurs | 301 | (211) | (90) | 0 |
| Titres mis en équivalence | - | - | 138 | 138 |
| **Total des actifs non courants** | **53 231** | **1 704** | **48** | **54 983** |
| | | | | |
| Stocks | 30 505 | 4 | - | 30 509 |
| Autres actifs courants | 255 264 | 1 990 | - | 257 254 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 12 996 | 578 | - | 13 574 |
| **Total des actifs courants** | **298 765** | **2 572** | **-** | **301 336** |
| **Total actif** | **351 996** | **4 276** | **48** | **356 320** |
| Emprunts et dettes financières non courantes | 200 | - | - | 200 |
| Avantages au personnel | 4 139 | 46 | - | 4 186 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 - non couran | 4 851 | 895 | - | 5 746 |
| Provisions | 3 169 | - | - | 3 169 |
| **Total des passifs non courants** | **12 360** | **942** | **-** | **13 301** |
| | | | | |
| Emprunts et dettes financières courantes | 79 317 | 188 | - | 79 505 |
| Emprunts liés aux droits d'utilisation IFRS 16 - courant | 3 757 | 379 | - | 4 136 |
| Provisions - part courante | - | 63 | - | 63 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 135 170 | 1 410 | - | 136 580 |
| Autres créditeurs | 75 710 | 1 247 | - | 76 956 |
| Dettes d'impôt exigible | 2 784 | - | - | 2 784 |
| Autres passifs courants | 17 925 | 23 | - | 17 948 |
| **Total des passifs courants** | **314 661** | **3 310** | **-** | **317 972** |
| **Actifs nets** | **24 975** | **24** | **48** | **25 046** |

### *27.2. Investissements de l'exercice par secteur d'activité*

| 31 Décembre 2023 (en millions de Francs CFA) | Société de distribution d'eau en Côte d'Ivoire (SODECI) | GS2E | SGA2E | Comptes IFRS |
|---|---|---|---|---|
| Investissements corporels | 7 292 | 489 | - | 7 782 |
| Investissements incorporels | - | 115 | - | 115 |

| 31 Décembre 2022 (en millions de Francs CFA) | Société de distribution d'eau en Côte d'Ivoire (SODECI) | GS2E | SGA2E | Comptes IFRS |
|---|---|---|---|---|
| Investissements corporels | 11 697 | 247 | - | 11 944 |
| Investissements incorporels | 4 | 84 | - | 88 |

### *27.3. Résultat de l'exercice par secteur d'activité*

| Exercice clos au 31 Décembre 2023 (en millions de Francs CFA) | Société de distribution d'eau en Côte d'Ivoire (SODECI) | GS2E | SGA2E | Eliminations Inter-secteurs | Comptes IFRS publiés |
|---|---|---|---|---|---|
| Production vendue de services | 101 380 | 4 201 | - | | 105 581 |
| Vente d'eau et d'énergie | 73 437 | - | - | | 73 437 |
| Inter-secteurs | 641 | 2 300 | - | (2 941) | |
| **Produits des activités ordinaires** | **175 458** | **6 501** | **-** | **(2 941)** | **179 018** |
| | | | | | |
| Total des charges d'exploitation et opérationnelles | (148 201) | (5 479) | 0 | 2 941 | (150 738) |
| Impôts et taxes | (3 768) | (78) | - | - | (3 846) |
| Dotations aux provisions nettes | (4 150) | (17) | - | - | (4 167) |
| **EBITDA** | **22 761** | **944** | **0** | **(0)** | **23 706** |
| Dotations nette aux amortissements | (9 711) | (856) | - | - | (10 567) |
| **Résultat opérationnel** | **9 393** | **94** | **0** | **(0)** | **9 488** |
| Charges et produits financiers | (185) | (98) | - | 1 | (284) |
| **Résultat avant impôt** | **9 208** | **(4)** | **0** | **1** | **9 204** |
| Quote-part de résultat dans les entreprises associées | - | - | 29 | - | 29 |
| Impôt sur les bénéfices | (3 081) | 7 | 29 | - | (3 045) |
| **Résultat net de l'exercice** | **6 127** | **3** | **29** | **1** | **6 159** |

| Exercice clos au 31 Décembre 2022 (en millions de Francs CFA) | Société de distribution d'eau en Côte d'Ivoire (SODECI) | GS2E | SGA2E | Eliminations Inter-secteurs | Comptes IFRS publiés |
|---|---|---|---|---|---|
| Production vendue de services | 67 673 | - | - | | 67 673 |
| Vente d'eau et d'énergie | 92 445 | 3 839 | - | | 96 284 |
| Inter-secteurs | 553 | 2 086 | - | (2 638) | |
| **Produits des activités ordinaires** | **160 671** | **5 925** | **-** | **(2 638)** | **163 957** |
| | | | | | |
| Total des charges d'exploitation et opérationnelles | (138 903) | (4 895) | - | 2 638 | (141 159) |
| Impôts et taxes | (3 171) | (77) | (0) | - | (3 248) |
| Dotations aux provisions nettes | (1 222) | 5 | - | - | (1 217) |
| **EBITDA** | **17 359** | **953** | **(0)** | **(0)** | **18 313** |
| Dotations nette aux amortissements | (8 915) | (774) | - | - | (9 689) |
| **Résultat opérationnel** | **8 211** | **95** | **(0)** | **4** | **8 310** |
| Charges et produits financiers | (151) | (95) | - | 1 | (247) |
| **Résultat avant impôt** | **8 059** | **(0)** | **(0)** | **5** | **8 063** |
| Quote-part de résultat dans les entreprises associées | - | - | 24 | - | 24 |
| Impôt sur les bénéfices | (2 689) | (1) | | - | (2 690) |
| **Résultat net de l'exercice** | **5 371** | **(1)** | **(0)** | **5** | **5 397** |

## 28. ACHATS CONSOMMÉS

Les achats consommés intègrent principalement :

- les fournitures et matériaux utilisés dans le cadre de l'activité travaux, de maintenance, de raccordement et de branchement ;
- les matières consommées dans le cadre de la production d'eau ainsi que de l'entretien des matériels et ouvrages d'exploitation.

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2023, les achats consommés s'élèvent à 76,7 milliards de francs CFA, contre 73,4 milliards de francs CFA au 31 décembre 2022.

La progression de 3 milliards de FCFA s'explique principalement par :

- La hausse des charges d'achat d'eau de la Mé (+ 1 743 MFCFA) en lien avec la croissance de la production ;
- La hausse des charges de production (+ 3 143 MFCFA) notamment les charges de produits de traitement et d'électricité en lien avec la croissance de la production et l'effet de la hausse des prix de ces éléments ;
- La hausse des charges de carburant (+ 275 MFCFA) suivant l'évolution de l'activité ;
- La baisse des stocks consommés et fournitures extérieurs (- 2 035 MFCFA) suivant la tendance du chiffre d'affaires Branchements.

## 29. CHARGES EXTERNES

Les charges externes intègrent notamment :

- les coûts de sous-traitance dans le cadre de l'activité travaux ;
- les charges de location pour les contrats n'entrant pas dans le scope d'IFRS 16 . Elles s'élèvent à 1,8 milliards de FCFA en 2023 contre 2,5 milliards de FCFA en 2022 et comprennent principalement des contrats de services sur des véhicules et des contrats court-terme ;
- les frais de mission et de déplacement ;
- les charges d'assurance et les honoraires ;
- les coûts d'inspections.

Les charges externes s'élèvent à 49,1 milliards de francs CFA en 2023 contre 42,8 milliards de francs CFA en 2022. La hausse de + 6,3 milliards de francs CFA des charges externes de l'exercice 2023 est principalement liée à la hausse des charges des prestations extérieures en 2023 s'explique principalement par la hausse des charges de sous-traitance en lien avec l'évolution du chiffre d'affaires Travaux.

## 30. CHARGES DE PERSONNEL

Les charges de personnel sont en hausse de 1,8 milliard de francs CFA. Cette variation est principalement expliquée par la croissance des effectifs :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Salaires et traitements | (24 559) | (23 832) |
| Avantages aux personnels y compris cotisations définies | (6) | 0 |
| **Total des charges de personnel** | **(24 564)** | **(23 832)** |

L'effectif salarié de SODECI pour les exercices clos le 31 décembre 2023 et le 31 décembre 2022 s'établit comme suit :

| | GS2E | SODECI | Total |
|---|---|---|---|
| **Effectif 2023** | | | |
| CDI | 84 | 3 052 | 3 144 |
| CDD | 210 | 123 | 333 |
| **Total 2023** | **294** | **3 175** | **3 477** |
| **Effectif 2022** | | | |
| CDI | 82 | 2 621 | 2 703 |
| CDD | 89 | 516 | 605 |
| **Total 2022** | **171** | **3 137** | **3 308** |

## 31. IMPÔTS ET TAXES

Les impôts et taxes incluent les taxes foncières et patentes.

Ce poste est stable puisqu'il passe de 3,8 milliards de francs CFA en 2022 à 3,2 milliards de francs CFA en 2023 soit une augmentation de 600 millions de francs CFA.

## 32. DOTATIONS/REPRISES AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS – NETS

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| *Dotations D&A - Immos incorporelles* | (435) | *(495)* |
| *Dotations D&A - Immos corporelles* | (9 891) | *(8 976)* |
| *Dotations D&A - Droits d'utilisation* | (242) | *(218)* |
| Dotations aux amortissements et dépréciations | **(10 567)** | **(9 689)** |
| Dotation aux PRC | (3 817) | (1 853) |
| Dotation aux dépréciations de stock de MP | (56) | (132) |
| Reprise de PRC | 378 | 1 874 |
| Dotations aux provisions nettes (hors créances commerciales) | **(3 495)** | **(112)** |
| Dotation aux dépréciations des créances | (1 449) | (2 369) |
| Reprises des dépréciations des créances | 811 | 1 264 |
| Provisions nettes sur créances commerciales | **(639)** | **(1 105)** |
| **Dotations / Reprise d'amortissement et Provisions - Nets** | **(14 701)** | **(10 906)** |

## 33. AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Autres produits d'exploitation | 118 | 71 |
| Autres charges d'exploitation | (518) | (1 164) |
| **Total des autres produits et charges d'exploitation** | **(400)** | **(1 093)** |

Les autres produits et charges d'exploitation sont en baisse par rapport au 31 décembre 2022.

## 34. AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| **Autres produits opérationnels** | **15** | **23** |
| Plus ou moins values sur cessions d'actifs et mises au rebut | (212) | (324) |
| Autres charges | (15) | (33) |
| **Autres charges opérationnelles** | **(227)** | **(357)** |
| **Total des autres produits et charges opérationnels** | **(212)** | **(335)** |

Les autres produits et charges opérationnels correspondent principalement à des mises au rebut d'actifs.

## 35. COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER

Les différentes composantes du coût de l'endettement financier sont les suivantes :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| **Coût de l'endettement financier brut** | **(546)** | **(546)** |
| Revenus des équivalents de trésorerie | 329 | 467 |
| **Produits financiers** | **329** | **467** |
| **Coût de l'endettement financier net** | **(217)** | **(79)** |
| Autres produits financiers | 9 | 1 |
| Autres charges financiers | (76) | (168) |
| **Résultat financier** | **(284)** | **(247)** |

Le coût de l'endettement financier net s'établit à -217 millions de francs CFA en baisse de -138 MCFA et concerne principalement :

- Les intérêts des emprunts
- Les intérêts sur dette locative IFRS 16 (164 MFCFA en 2023 contre 439 MFCFA en 2022)
- Les revenus des équivalents de trésorerie

La baisse du résultat financier s'explique principalement par un niveau plus important de l'endettement sur l'exercice et à une baisse des revenus des équivalents de trésorerie comparativement à 2022.

## 36. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt s'analyse de la manière suivante :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Produit (charge) d'impôt courant | (4 270) | (2 919) |
| Impôts différés | 1 197 | 229 |
| **Total de la charge d'impôt** | (3 073) | (2 690) |

Le taux d'impôt effectif se détermine comme suit :

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Résultat net de la période | 6 159 | 5 397 |
| Quote-part de résultat dans les entreprises mise en équivalence | 29 | 24 |
| Charge d'impôt | (3 073) | (2 690) |
| **Résultat avant impôt et résultat des entités consolidées par mise en équivalence** | **9 203** | **8 062** |
| *Taux d'impôt théorique* | *25,00%* | *25,00%* |
| Charge d'impôt théorique | (2 301) | (2 016) |
| Autres différences permanentes et réductions d'impôts | (772) | (674) |
| **Charge d'impôt effective** | (3 073) | (2 690) |
| ***Taux effectif d'impôt*** | ***33,39%*** | ***33,36%*** |

## 37. INSTRUMENTS FINANCIERS

L'analyse des instruments financiers par catégorie s'établit comme suit :

| | 31 Décembre 2023 | | 31 Décembre 2022 | |
|---|---|---|---|---|
| | Valeur comptable | Juste valeur | Valeur comptable | Juste valeur |
| **Actifs financiers** | | | | |
| Actifs financiers non courants | 2 867 | 2 867 | 518 | 518 |
| Créances clients | 189 830 | 189 830 | 160 126 | 160 126 |
| Autres débiteurs | 106 093 | 106 093 | 96 732 | 96 732 |
| Aures actifs courants | 722 | 722 | 395 | 395 |
| Trésorerie et équivalents | 5 058 | 5 058 | 13 574 | 13 574 |
| **Total actifs financiers** | **304 569** | **304 569** | **271 346** | **271 346** |
| **Passifs financiers** | | | | |
| Dettes financières non courantes | 2 762 | 2 762 | 200 | 200 |
| Dettes financières courantes | 70 597 | 70 597 | 79 505 | 79 505 |
| Dettes fournisseurs | 166 629 | 166 629 | 136 582 | 136 582 |
| Autres créditeurs | 78 520 | 78 520 | 76 956 | 76 956 |
| Autres passifs financiers courants | 27 113 | 27 113 | 20 732 | 20 732 |
| **Total passifs financiers** | **345 619** | **345 619** | **313 976** | **313 976** |

| 31 Décembre 2023 | Niveaux | Valeur comptable | Juste valeur par résultat | Juste valeur par autres éléments du résultat global Non recyclable | Juste valeur par autres éléments du résultat global Recyclable | Coût amorti |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs financiers** | | | | | | |
| Actifs financiers non courants | | 2 867 | | | | 2 867 |
| Créances clients | | 189 830 | | | | 189 830 |
| Autres débiteurs | | 106 093 | | | | 106 093 |
| Autres actifs courants | | 722 | | | | 722 |
| Trésorerie et équivalents | 1 | 5 058 | 5 058 | | | |
| **Total actifs financiers** | | **304 569** | **5 058** | **-** | **-** | **299 511** |
| **Passifs financiers** | | | | | | |
| Dettes financières non courantes | | 2 762 | | | | 2 762 |
| Dettes financières courantes | | 70 597 | | | | 70 597 |
| Dettes fournisseurs | | 166 629 | | | | 166 629 |
| Autres créditeurs | | 78 520 | | | | 78 520 |
| Autres passifs financiers courants | | 27 113 | | | | 27 113 |
| **Total passifs financiers** | | **345 619** | **-** | **-** | **-** | **345 619** |

| 31 Décembre 2022 | Niveaux | Valeur comptable | Juste valeur par résultat | Juste valeur par autres éléments du résultat global Non recyclable | Juste valeur par autres éléments du résultat global Recyclable | Coût amorti |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Actifs financiers** | | | | | | |
| Actifs financiers non courants | | 518 | | | | 518 |
| Créances clients | | 160 126 | | | | 160 126 |
| Autres débiteurs | | 96 732 | | | | 96 732 |
| Autres actifs courants | | 395 | | | | 395 |
| Trésorerie et équivalents | 1 | 13 574 | 13 574 | | | |
| **Total actifs financiers** | | **271 346** | **13 574** | **-** | **-** | **257 772** |
| **Passifs financiers** | | | | | | |
| Dettes financières non courantes | | 200 | | | | 200 |
| Dettes financières courantes | | 79 505 | | | | 79 505 |
| Dettes fournisseurs | | 136 582 | | | | 136 582 |
| Autres créditeurs | | 76 956 | | | | 76 956 |
| Autres passifs financiers courants | | 20 732 | | | | 20 732 |
| **Total passifs financiers** | | **313 976** | **-** | | **-** | **313 976** |

Les tableaux présentés ci-dessus indiquent conformément aux dispositions de l'amendement à IFRS 7 les actifs et passifs du Groupe qui sont évalués à la juste valeur selon leur mode d'évaluation.

Les niveaux de classification sont définis comme suit :

- Niveau 1 : prix coté sur un marché actif ;
- Niveau 2 : prix coté sur un marché actif pour instrument similaire, ou autre technique d'évaluation basée sur des paramètres observables.

## 38. ENGAGEMENTS HORS BILAN

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Garanties de bonne exécution des marchés/contrats | 7 530 | 5 216 |
| Cautions fiscales et douanières | 125 | 400 |
| **Engagements donnés liés aux activités opérationnelles** | **7 655** | **5 616** |
| **Engagements donnés** | **7 655** | **5 616** |
| Garanties opérationnelles | 1 865 | 1 421 |
| Garanties de financement | 20 657 | 36 216 |
| **Engagements reçus** | **22 522** | **42 711** |

- **Engagements donnés**

Les engagements donnés hors bilan liés aux activités opérationnelles intègrent les garanties données par le Groupe au titre des contrats et marchés notamment des garanties de bonne fin d'exécution dans le cadre de la conclusion de contrats de concessions. Ces engagements intègrent également les cautions fiscales et douanières.

- **Engagements reçus**

Ces engagements intègrent les engagements reçus de fournisseurs dans le cadre des activités opérationnelles courantes et d'approvisionnement (négoce).

## 39. GESTION DES RISQUES

Risques de taux

Le groupe ne dispose d'aucun instrument de couverture des risques de taux d'intérêt.

Risques de change

Le groupe exerce entièrement son activité en Côte d'Ivoire. Tout comme les pays de la zone UEMOA, la Côte d'Ivoire utilise « le FCFA » comme monnaie de change.

Par ailleurs, dans le cadre du Secteur, des dépenses d'achats sont effectuées par SODECI pour le compte du Secteur. Toute incidence liée à la fluctuation des cours en US dollars est percutée au Secteur sans incidence pour la SODECI.

Risques de contrepartie

La SODECI a pour principales contreparties des clients privés, qui paient généralement dans un délai de 30 jours, ainsi que l'Etat ivoirien avec les différentes administrations et entreprises publiques.

Sur l'Administration, SODECI détient également des dettes correspondant principalement à des dettes fiscales. Périodiquement, des conventions de compensation des dettes et créances réciproques sont négociées et signées avec l'Etat de Côte d'Ivoire pour garantir le règlement total ou partiel des créances publiques.

## 40. PARTIES LIÉES

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de SODECI et de ses filiales mentionnées dans la note 6. Les parties liées intègrent les actionnaires de SODECI dont la société ERANOVE, ainsi que les transactions réalisées avec les mandataires sociaux de cette dernière.

### *40.1. Rémunération des dirigeants*

| (en millions de Francs CFA) | 31 Décembre 2023 | 31 Décembre 2022 |
|---|---|---|
| Rémunérations fixes | 1 316 | 1 549 |
| Rémunérations - part variable | 236 | 315 |
| Indemnités | 413 | 541 |
| Autres avantages | 361 | 208 |
| **Total** | **2 325** | **2 613** |

### *40.2. Autres parties liées*

Les sociétés liées à SODECI sont les suivantes :

- Associés : Eranove SA et SIDIP : Eranove SA exerce une activité de négoce avec SODECI ;
- Filiales mise en équivalence : SGA2E et GS2E : GS2E exerce en outre une activité de prestation de service auprès de SODECI ;
- Sociétés sœurs : SODECI est également liée aux sociétés consolidées par ERANOVE SA sa société mère : CIE, SDE, Awale Corporation, Smart Energy, Eranove Côte d'Ivoire, CIPREL, KEKELI Efficient, OMILAYE, Sider, Eranove Academy
  CIE exerce une activité de négoce avec SODECI.

Les transactions impliquant les sociétés liées ont eu les impacts suivants sur les comptes de SODECI :

| Transactions avec des sociétés liées - 31/12/2023 | GS2E | SGA2E | Eranove SA | SIDIP | Eranove Côte d'Ivoire | CIE | SDE | AWALE CORPORATION | SMART ENERGY | OMILAYE | SDER | ERANOVE ACADEMY | CIPREL |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Type* | *Filiale Intégration proportionnelle* | *Filiale MEE* | *Associé* | *Associé* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* |
| **Bilan** | | | | | | | | | | | | | |
| Titres mis en équivalence | - | 165 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Compte courant actif | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 26 | - |
| Créances d'exploitation | 3 406 | 7 | 35 | 13 | 47 | 3 235 | 227 | 18 | 5 | 2 | 152 | 22 | - |
| Compte courant passif | - | - | 50 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Dette d'exploitation | 5 645 | 5 | 12 330 | 26 | - | 5 731 | 141 | 204 | 182 | - | - | 71 | - |
| **Compte de résultat** | | | | | | | | | | | | | |
| Produits ordinaires | 1 302 | 6 | - | - | - | 12 868 | - | 10 | 20 | - | 34 | 11 | - |
| Achats matières et fournitures | - | - | (10 992) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges externes | (4 670) | (3) | (633) | (86) | (276) | (5 285) | - | (439) | (140) | - | - | (63) | (27) |
| Autres produits/autres charges | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges financières | - | - | (5) | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

| Transactions avec des sociétés liées - 31/12/2022 | GS2E | SGA2E | Eranove SA | SIDIP | Eranove Côte d'Ivoire | CIE | SDE | AWALE CORPORATION | CIPREL | KEKELI EFFICIENT (TOGO) | OMILAYE | SMART ENERGY |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| *Type* | *Filiale Intégration proportionnelle* | *Filiale MEE* | *Associé* | *Associé* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* | *Société sœur* |
| Titres mis en équivalence | - | 138 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Compte courant actif | 8 | 3 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Créances d'exploitation | 1 680 | 8 | 16 | 7 | - | 2 409 | 229 | 16 | 34 | 11 | 2 | 9 |
| Compte courant passif | - | - | 89 | - | - | 26 | - | - | - | - | - | - |
| Dette d'exploitation | 3 666 | - | 9 460 | - | 283 | 4 776 | 141 | 158 | - | - | - | 46 |
| **résultat** | | | | | | | | | | | | |
| Produits ordinaires | 1 122 | 1 | 16 | - | - | 11 469 | 5 | 1 | - | 9 | 1 | 16 |
| Achats matières et fournitures | - | - | (17 105) | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Charges externes | (4 235) | - | (559) | (80) | (425) | (4 373) | - | (440) | (27) | - | - | (92) |
| Autres produits/autres charges | 8 | - | - | - | - | (23) | - | - | - | - | - | - |
| Charges financières | - | - | (6) | - | - | - | - | - | - | - | - | - |

## 41. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE

- La guerre Russo-Ukrainienne n'a pas eu d'impact significatif sur les comptes de la SODECI.
- Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture donnant lieu à un ajustement du bilan et du compte de résultat clôturés au 31 décembre 2023.

SODECI s.a

Notre mission, vous servir

SIEGE SOCIAL
1, Avenue Christiani, Treichville,
Abidjan / 01 BP 1843 Abidjan 01 / Tél.: (225) 27 21 23 30 00
Courriel : sodeci@sodeci.ci